Supplemento ordinario alla "Gazzetta Ufficiale,, n. 10 del 14 gennaio 1999 - Serie generale

Spediz. abb. post. 45% art. 2, comma 20/b
Legge 23-12-1996, n. 662 - Filiale di Roma

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA | **Roma - Giovedì, 14 gennaio 1999** | SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI NON FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA UFFICIO PUBBLICAZIONE LEGGI E DECRETI VIA ARENULA 70 00100 ROMA
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO E ZECCA DELLO STATO LIBRERIA DELLO STATO PIAZZA G. VERDI 10 00100 ROMA CENTRALINO 85081

N. 11/L

LEGGE 15 dicembre 1998, n. **484**.

Ratifica ed esecuzione del trattato sulla messa al bando totale degli esperimenti nucleari, con protocollo e annessi, adottato a New York dall'Assemblea generale delle Nazioni Unite il 10 settembre 1996.

SOMMARIO

LEGGI, DECRETI E ORDINANZE PRESIDENZIALI

LEGGE 15 dicembre 1998, n. **484.**

Ratifica ed esecuzione del trattato sulla messa al bando totale degli esperimenti nucleari, con protocollo e annessi, adottato a New York dall'Assemblea generale delle Nazioni Unite il 10 settembre 1996.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

1. Il presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare il trattato sulla messa al bando totale degli esperimenti nucleari, con protocollo e annessi, adottato a New York dall'Assemblea generale delle Nazioni Unite il 10 settembre 1996.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data al trattato di cui all'articolo 1, a decorrere dalla data della sua entrata in vigore, in conformità a quanto disposto dall'articolo XIV del trattato stesso.

Art. 3.

1. Ai sensi dell'articolo III, paragrafo 4, del trattato, il Ministero degli affari esteri è designato quale Autorità nazionale. Esso si avvale, per gli adempimenti di rispettiva competenza, della collaborazione del Ministero dell'ambiente, nonché degli enti ed agenzie ad esso collegati.

Art. 4.

1. L'Autorità nazionale, per l'adempimento dei compiti ad essa spettanti, si avvale dell'ufficio per l'attuazione della convenzione sulle armi chimiche, il quale provvede a:

a) curare i rapporti con l'Organizzazione per il bando totale degli esperimenti nucleari, mantenere i collegamenti con le autorità nazionali degli altri Stati parte e stipulare gli accordi di impianto;

b) promuovere e coordinare le attività delle amministrazioni competenti;

c) presentare annualmente al Ministero degli affari esteri una relazione sullo stato di esecuzione del trattato e sugli adempimenti effettuati ai fini della sua ulteriore trasmissione al Parlamento entro il 31 marzo di ogni anno;

d) partecipare alle ispezioni disposte dall'Organizzazione.

Art. 5.

1. Le persone fisiche, gli enti e le società titolari di un immobile o di un'area sottoposta ad ispezione sono tenuti a consentire l'accesso del nucleo ispettivo e del nucleo scorta nelle aree da ispezionare in esecuzione degli obblighi del trattato, nonché ad agevolare la conduzione delle ispezioni su sfida e a fornire, su richiesta, tutti gli elementi che si rendano necessari per il buon esito dell'ispezione stessa.

Art. 6.

1. All'onere derivante dall'attuazione della presente legge, valutato in lire 6.900 milioni per l'anno 1998, 6.700 milioni per l'anno 1999 e 6.500 milioni per l'anno 2000, si provvede mediante corrispondente riduzione dello stanziamento iscritto, ai fini del bilancio triennale 1998-2000, nell'ambito dell'unità previsionale di base di parte corrente «Fondo speciale» dello stato di previsione del Ministero del tesoro, del bilancio e della programmazione economica per l'anno finanziario 1998, allo scopo parzialmente utilizzando l'accantonamento relativo al Ministero degli affari esteri.

2. Il Ministro del tesoro, del bilancio e della programmazione economica è autorizzato ad apportare, con propri decreti, le occorrenti variazioni di bilancio.

Art. 7.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale.*

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 15 dicembre 1998

SCÀLFARO

D'ALEMA, *Presidente del Consiglio dei Ministri*

DINI, *Ministro degli affari esteri*

Visto, *il Guardasigilli:* DILIBERTO

TRAITÉ D'INTERDICTION COMPLÈTE DES ESSAIS NUCLÉAIRES

NATIONS UNIES
1996

TRAITÉ D'INTERDICTION COMPLÈTE DES ESSAIS NUCLÉAIRES

PRÉAMBULE

Les États parties au présent Traité (ci-après dénommés les "États parties"),

Se félicitant des accords internationaux et autres mesures positives qui sont intervenus au cours de ces dernières années dans le domaine du désarmement nucléaire, notamment les réductions des arsenaux nucléaires, ainsi que dans le domaine de la prévention de la prolifération nucléaire sous tous ses aspects,

Soulignant l'importance de la pleine et prompte application de tels accords et mesures,

Convaincus que la situation internationale offre aujourd'hui la possibilité de prendre de nouvelles mesures pour avancer réellement dans la voie du désarmement nucléaire et pour lutter efficacement contre la prolifération des armes nucléaires sous tous ses aspects, et déclarant leur intention de prendre de telles mesures,

Soulignant par conséquent la nécessité d'efforts continus, systématiques et progressifs pour réduire les armes nucléaires à l'échelle mondiale, l'objectif final étant l'élimination de ces armes et un désarmement général et complet sous un contrôle international strict et efficace,

Reconnaissant que la cessation de toutes les explosions expérimentales d'arme nucléaire et de toutes autres explosions nucléaires, en freinant le développement et l'amélioration qualitative des armes nucléaires et en mettant fin au développement de nouveaux types d'arme nucléaire, encore plus évolués, concourra efficacement au désarmement nucléaire et à la non-prolifération sous tous ses aspects,

Reconnaissant également que l'arrêt définitif de toutes les explosions nucléaires de cette nature constituera de ce fait un progrès significatif dans la réalisation graduelle et systématique du désarmement nucléaire,

Convaincus que le moyen le plus efficace de mettre fin aux essais nucléaires est de conclure un traité universel d'interdiction complète de ces essais qui soit internationalement et effectivement vérifiable, ce qui constitue depuis longtemps l'un des objectifs auxquels la communauté internationale accorde la priorité la plus haute dans le domaine du désarmement et de la non-prolifération,

Notant que les Parties au Traité de 1963 interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau ont exprimé le voeu d'assurer l'arrêt de toutes les explosions expérimentales d'arme nucléaire à tout jamais,

Notant aussi les vues exprimées selon lesquelles le présent Traité pourrait contribuer à la protection de l'environnement,

Affirmant le dessein de susciter l'adhésion de tous les États au présent Traité et l'objectif de celui-ci de contribuer efficacement à la prévention de la prolifération des armes nucléaires sous tous ses aspects, au processus de désarmement nucléaire et partant au renforcement de la paix et de la sécurité internationales,

Sont convenus de ce qui suit :

ARTICLE PREMIER

OBLIGATIONS FONDAMENTALES

1. Chaque État partie s'engage à ne pas effectuer d'explosion expérimentale d'arme nucléaire ou d'autre explosion nucléaire et à interdire et empêcher toute explosion de cette nature en tout lieu placé sous sa juridiction ou son contrôle.

2. Chaque État partie s'engage en outre à s'abstenir de provoquer ou d'encourager l'exécution - ou de participer de quelque manière que ce soit à l'exécution - de toute explosion expérimentale d'arme nucléaire ou de toute autre explosion nucléaire.

ARTICLE II

L'ORGANISATION

A. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1. Les États parties établissent par les présentes l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (ci-après dénommée "l'Organisation"), afin de réaliser l'objet et le but du Traité, d'assurer l'application de ses dispositions, y compris celles qui s'appliquent à la vérification internationale du respect du Traité, et de ménager un cadre dans lequel ils puissent se consulter et coopérer entre eux.

2. Tous les États parties sont membres de l'Organisation. Un État partie ne peut être privé de sa qualité de membre de l'Organisation.

3. L'Organisation a son siège à Vienne (République d'Autriche).

4. Sont créés par les présentes la Conférence des États parties, le Conseil exécutif et le Secrétariat technique, lequel comprend le Centre international de données, qui constituent les organes de l'Organisation.

5. Chaque État partie coopère avec l'Organisation dans l'accomplissement de ses fonctions, conformément au présent Traité. Les États parties tiennent des consultations directement entre eux ou par l'intermédiaire de l'Organisation ou encore suivant d'autres procédures internationales appropriées, notamment des procédures établies dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies et conformément à la Charte des Nations Unies, sur toute question qui serait soulevée touchant l'objet et le but du Traité ou l'exécution de ses dispositions.

6. L'Organisation exécute les activités de vérification prévues par le présent Traité de la manière la moins intrusive possible, compatible avec l'accomplissement de leurs objectifs dans les délais et avec l'efficacité voulus. Elle ne demande que les informations et les données qui lui sont nécessaires pour s'acquitter des responsabilités qui lui sont confiées par le Traité. Elle prend toutes les précautions qui s'imposent pour protéger la confidentialité des informations relatives à des activités et des installations civiles et militaires dont elle a connaissance dans le cadre de l'application du Traité et, en particulier, elle se conforme aux dispositions de celui-ci touchant la confidentialité.

7. Chaque État partie traite d'une façon confidentielle et particulière les informations et les données qu'il reçoit confidentiellement de l'Organisation concernant l'application du présent Traité. Il traite ces informations et ces données exclusivement dans le cadre des droits et obligations qui sont les siens aux termes du Traité.

8. L'Organisation, en tant qu'entité indépendante, s'efforce d'utiliser selon qu'il convient les compétences techniques et les installations existantes et de maximiser le rapport coût-efficacité en prenant des arrangements de coopération avec d'autres organisations internationales telles que l'Agence internationale de l'énergie atomique. Les arrangements pris à cet effet, excepté les arrangements courants d'importance secondaire qui sont de nature purement commerciale ou contractuelle, doivent être stipulés dans des accords qui sont ensuite soumis à la Conférence des États parties pour approbation.

9. Les coûts des activités de l'Organisation sont couverts annuellement par les États parties selon le barème des quotes-parts de l'Organisation des Nations Unies, ajusté compte tenu des différences entre le nombre des États Membres de l'Organisation des Nations Unies et celui des États membres de l'Organisation.

10. Les contributions financières des États parties à la Commission préparatoire sont déduites d'une manière appropriée de leurs contributions au budget ordinaire.

11. Un membre de l'Organisation en retard dans le paiement de sa contribution aux dépenses de celle-ci ne peut pas participer au vote à l'Organisation si le montant de ses arriérés est égal ou supérieur à la contribution due par lui pour les deux années complètes écoulées. La Conférence des États parties peut néanmoins autoriser ce membre à voter si elle constate que le manquement est dû à des circonstances indépendantes de sa volonté.

B. CONFÉRENCE DES ÉTATS PARTIES

Composition, procédure et prise de décisions

12. La Conférence des États parties (ci-après dénommée "la Conférence") se compose de tous les États parties. Chaque État partie a un représentant à la Conférence, qui peut être accompagné de suppléants et de conseillers.

13. La session initiale de la Conférence est convoquée par le Dépositaire au plus tard 30 jours après l'entrée en vigueur du présent Traité.

14. La Conférence tient des sessions ordinaires, qui ont lieu chaque année, à moins qu'elle n'en décide autrement.

15. Une session extraordinaire de la Conférence est convoquée :

a) Sur décision de la Conférence;

b) À la demande du Conseil exécutif; ou

c) À la demande de tout État partie appuyée par la majorité des États parties.

La session extraordinaire est convoquée dans les 30 jours qui suivent la décision de la Conférence, la demande du Conseil exécutif ou l'obtention de l'appui requis, sauf indication contraire figurant dans la décision ou la demande.

16. La Conférence peut aussi se réunir en conférence d'amendement, conformément à l'article VII.

17. La Conférence peut aussi se réunir en conférence d'examen, conformément à l'article VIII.

18. Les sessions de la Conférence ont lieu au siège de l'Organisation, à moins que la Conférence n'en décide autrement.

19. La Conférence adopte son règlement intérieur. Au début de chaque session, elle élit son président et d'autres membres du bureau en tant que de besoin. Les membres du bureau exercent leurs fonctions jusqu'à ce qu'un nouveau président et d'autres membres soient élus, lors de la session suivante.

20. Le quorum pour la Conférence est constitué par la majorité des États parties.

21. Chaque État partie dispose d'une voix.

22. La Conférence prend les décisions relatives aux questions de procédure à la majorité des membres présents et votants. Les décisions relatives aux questions de fond doivent être prises autant que possible par consensus. S'il ne se dégage aucun consensus lorsqu'il faut se prononcer sur une telle question, le Président ajourne le vote pendant 24 heures, ne ménage aucun effort entre-temps pour faciliter l'obtention du consensus et fait rapport à la Conférence avant l'expiration du délai d'ajournement. S'il n'est pas possible d'arriver au consensus au terme de ces 24 heures, la Conférence prend la décision à la majorité des deux tiers des membres présents et votants, à moins que le présent Traité n'en dispose autrement. En cas de doute sur le point de savoir s'il s'agit ou non d'une question de fond, la question visée est traitée comme une question de fond, à moins qu'il n'en soit décidé autrement à la majorité requise pour les décisions sur les questions de fond.

23. Dans l'exercice des fonctions qui lui sont attribuées en vertu du paragraphe 26, alinéa k), la Conférence décide de l'inscription du nom de tout État sur la liste qui figure à l'Annexe 1 du présent Traité suivant la procédure énoncée au paragraphe 22 pour la prise de décisions sur les questions de fond. Nonobstant les dispositions du paragraphe 22, la Conférence décide par consensus de toute autre modification à apporter à l'Annexe 1 du Traité.

Pouvoirs et fonctions

24. La Conférence est le principal organe de l'Organisation. Elle examine, conformément au présent Traité, tous points, toutes questions et tous problèmes entrant dans le champ d'application du Traité, y compris ceux qui ont trait aux pouvoirs et fonctions du Conseil exécutif et du Secrétariat technique. Elle peut faire des recommandations et se

prononcer sur tous points, toutes questions et tous problèmes entrant dans le champ d'application du Traité qui seraient soulevés par un État partie ou portés à son attention par le Conseil exécutif.

25. La Conférence supervise l'application du présent Traité, fait le point de la situation en ce qui concerne le respect de ses dispositions et oeuvre à la réalisation de son objet et de son but. En outre, elle supervise les activités du Conseil exécutif et du Secrétariat technique et peut adresser des directives à l'un ou l'autre de ces organes dans l'accomplissement de leurs fonctions.

26. La Conférence :

a) Examine et adopte le rapport de l'Organisation sur l'application du présent Traité ainsi que le budget-programme annuel de l'Organisation, que lui présente le Conseil exécutif, et examine d'autres rapports;

b) Décide du barème des quotes-parts revenant aux États parties conformément au paragraphe 9;

c) Élit les membres du Conseil exécutif;

d) Nomme le Directeur général du Secrétariat technique (ci-après dénommé le "Directeur général");

e) Examine et approuve le règlement intérieur du Conseil exécutif que lui présente ce dernier;

f) Examine et passe en revue les innovations scientifiques et techniques qui pourraient avoir des répercussions sur le fonctionnement du présent Traité. Dans ce contexte, la Conférence peut charger le Directeur général de créer un conseil scientifique consultatif qui permette à celui-ci, dans l'exercice de ses fonctions, de fournir à la Conférence, au Conseil exécutif ou aux États parties des avis spécialisés dans des domaines scientifiques et techniques ayant un rapport avec le Traité. Le conseil scientifique consultatif ainsi créé est composé d'experts indépendants siégeant à titre personnel et désignés conformément au mandat donné par la Conférence, sur la base de leurs compétences et de leur expérience dans les domaines scientifiques particuliers ayant un rapport avec l'application du Traité;

g) Prend les mesures nécessaires pour assurer le respect du présent Traité et pour redresser et corriger toute situation qui contreviendrait aux dispositions de l'instrument, conformément à l'article V;

h) Examine et approuve à sa session initiale tous projets d'accord, d'arrangement, de disposition, de procédure, de manuel opérationnel ou de directive ainsi que tous autres documents élaborés et recommandés par la Commission préparatoire;

i) Examine et approuve les accords ou arrangements que le Secrétariat technique négocie avec des États parties, d'autres États et des organisations internationales et que le Conseil exécutif est appelé à conclure ou à prendre au nom de l'Organisation conformément au paragraphe 38, alinéa h);

j) Établit les organes subsidiaires qu'elle juge nécessaires à l'accomplissement des fonctions qui lui sont attribuées par le présent Traité;

k) Met à jour l'Annexe 1 du présent Traité selon les besoins, conformément au paragraphe 23.

C. LE CONSEIL EXÉCUTIF

Composition, procédure et prise de décisions

27. Le Conseil exécutif se compose de 51 membres. Chaque État partie a le droit, conformément aux dispositions du présent article, de siéger au Conseil.

28. Compte tenu de la nécessité d'une répartition géographique équitable des sièges, le Conseil exécutif comprend :

a) Dix États parties d'Afrique;

b) Sept États parties d'Europe orientale;

c) Neuf États parties d'Amérique latine et des Caraïbes;

d) Sept États parties du Moyen-Orient et d'Asie du Sud;

e) Dix États parties d'Amérique du Nord et d'Europe occidentale;

f) Huit États parties d'Asie du Sud-Est, du Pacifique et d'Extrême-Orient.

Tous les États des régions géographiques susmentionnées sont énumérés dans l'Annexe 1 du présent Traité. L'Annexe 1 est mise à jour par la Conférence selon les besoins, conformément au paragraphe 23 et au paragraphe 26, alinéa k). Il ne peut pas lui être apporté d'amendements ou de modifications suivant les procédures énoncées à l'article VII.

29. Les membres du Conseil exécutif sont élus par la Conférence. Pour cela, chaque groupe régional désigne des États parties de la région considérée aux fins de leur élection au Conseil, comme suit :

a) Au moins un tiers des sièges attribués à chaque région géographique sont pourvus, compte tenu des intérêts politiques et de sécurité, par des États parties de la région considérée qui sont désignés sur la base des capacités nucléaires ayant un rapport avec le Traité telles qu'elles sont déterminées par les données internationales ainsi que de l'ensemble ou d'un quelconque des critères indicatifs ci-après, dans l'ordre de priorité que fixe chaque groupe régional :

i) Le nombre d'installations de surveillance du Système de surveillance international;

ii) Les compétences et l'expérience dans les domaines que recouvrent les techniques de surveillance;

iii) La contribution au budget annuel de l'Organisation;

b) L'un des sièges attribués à chaque région géographique est pourvu suivant le principe de la rotation par l'État partie qui, selon l'ordre alphabétique anglais, vient en tête parmi les États parties de la région considérée qui n'ont pas siégé au Conseil exécutif pendant le plus grand nombre d'années à compter de la date d'expiration de leur dernier mandat ou, à défaut, à compter de la date à laquelle ils sont devenus parties. L'État partie désigné sur cette base peut décider de passer son tour, auquel cas il remet au Directeur général une lettre de renonciation; est alors désigné l'État partie qui occupe le deuxième rang, établi suivant les dispositions du présent alinéa;

c) Le reste des sièges attribués à chaque région géographique sont pourvus par des États parties désignés parmi tous ceux de la région considérée, suivant le principe de la rotation ou par des élections.

30. Chaque membre du Conseil exécutif a un représentant à cet organe, qui peut être accompagné de suppléants et de conseillers.

31. Chaque membre du Conseil exécutif exerce ses fonctions de la fin de la session de la Conférence à laquelle il est élu à la fin de la deuxième session annuelle ordinaire que la Conférence tient par la suite, si ce n'est que, lors de la première élection du Conseil, 26 États parties seront élus qui exerceront leurs fonctions jusqu'à la fin de la troisième session annuelle ordinaire de la Conférence, compte dûment tenu des proportions numériques énoncées au paragraphe 28.

32. Le Conseil exécutif élabore son règlement intérieur et le soumet à l'approbation de la Conférence.

33. Le Conseil exécutif élit son président parmi ses membres.

34. Le Conseil exécutif tient des sessions ordinaires. Entre les sessions ordinaires, il se réunit aussi souvent que l'exige l'exercice de ses pouvoirs et fonctions.

35. Chaque membre du Conseil exécutif dispose d'une voix.

36. Le Conseil exécutif prend les décisions relatives aux questions de procédure à la majorité de l'ensemble de ses membres. Il prend les décisions sur les questions de fond à la majorité des deux tiers de l'ensemble de ses membres, sauf disposition contraire du présent Traité. En cas de doute sur le point de savoir s'il s'agit ou non d'une question de fond, la question visée est traitée comme une question de fond, à moins qu'il n'en soit décidé autrement à la majorité requise pour les décisions sur les questions de fond.

Pouvoirs et fonctions

37. Le Conseil exécutif est l'organe exécutif de l'Organisation. Il relève de la Conférence. Il exerce les pouvoirs et fonctions qui lui sont conférés par le présent Traité. Ce faisant, il agit en conformité avec

les recommandations, les décisions et les directives de la Conférence et veille à ce qu'elles soient appliquées comme il se doit et de manière suivie.

38. Le Conseil exécutif :

a) Oeuvre à l'application effective et au respect des dispositions du présent Traité;

b) Supervise les activités du Secrétariat technique;

c) Fait à la Conférence des recommandations, selon que de besoin, relatives à l'examen de nouvelles propositions visant à la réalisation de l'objet et du but du Traité;

d) Coopère avec l'autorité nationale de chaque État partie;

e) Examine et présente à la Conférence le projet de budget-programme annuel de l'Organisation, le projet de rapport de l'Organisation sur l'application du Traité, le rapport sur l'exécution de ses propres activités et les autres rapports qu'il juge nécessaires ou que la Conférence demanderait;

f) Prend les dispositions nécessaires pour l'organisation des sessions de la Conférence et notamment pour l'établissement du projet d'ordre du jour;

g) Examine des propositions tendant à apporter des modifications d'ordre administratif ou technique au Protocole ou à ses Annexes, en application de l'article VII, et fait aux États parties des recommandations concernant leur adoption;

h) Conclut au nom de l'Organisation, sous réserve de l'approbation préalable de la Conférence, les accords ou arrangements avec les États parties, les autres États et les organisations internationales, hormis ceux qui sont visés à l'alinéa i), et supervise leur application;

i) Approuve les accords ou les arrangements avec les États parties et les autres États concernant l'exécution des activités de vérification et supervise leur fonctionnement;

j) Approuve tous nouveaux manuels opérationnels que proposerait le Secrétariat technique et toutes modifications que celui-ci suggérerait d'apporter aux manuels opérationnels existants.

39. Le Conseil exécutif peut demander la tenue d'une session extraordinaire de la Conférence.

40. Le Conseil exécutif :

a) Facilite, par des échanges d'informations, la coopération entre les États parties, et entre les États parties et le Secrétariat technique, concernant l'application du présent Traité;

b) Facilite la consultation et la clarification entre les États parties conformément à l'article IV;

c) Reçoit et examine les demandes d'inspection sur place ainsi que les rapports d'inspection et arrête son action au sujet des premières et des seconds, conformément à l'article IV.

41. Le Conseil exécutif examine tout motif de préoccupation d'un État partie concernant l'inexécution possible du présent Traité et l'usage abusif des droits établis par celui-ci. Pour ce faire, il consulte les États parties impliqués et, selon qu'il convient, demande à un État partie de prendre des mesures pour redresser la situation dans des délais fixés. Pour autant que le Conseil exécutif juge nécessaire de poursuivre l'affaire, il prend notamment une ou plusieurs des mesures suivantes :

a) Il informe tous les États parties du problème ou de la question;

b) Il porte le problème ou la question à l'attention de la Conférence;

c) Il fait à la Conférence des recommandations ou prend une décision, selon qu'il convient, touchant des mesures pour redresser la situation et assurer le respect des dispositions du Traité conformément à l'article V.

D. LE SECRÉTARIAT TECHNIQUE

42. Le Secrétariat technique aide les États parties à appliquer le présent Traité. Il aide la Conférence et le Conseil exécutif dans l'accomplissement de leurs fonctions. Le Secrétariat technique exerce les fonctions de vérification et les autres fonctions qui lui sont attribuées par le Traité ainsi que celles qui lui sont déléguées par la Conférence ou le Conseil exécutif conformément aux dispositions du Traité. Il comprend le Centre international de données, qui en fait partie intégrante.

43. En ce qui concerne la vérification du respect des dispositions du présent Traité, le Secrétariat technique, conformément à l'article IV et au Protocole, entre autres fonctions :

a) Est chargé de superviser et de coordonner l'exploitation du Système de surveillance international;

b) Exploite le Centre international de données;

c) Reçoit, traite et analyse régulièrement les données du Système de surveillance international et fait régulièrement rapport sur ces données;

d) Fournit une assistance et un appui techniques pour l'installation et l'exploitation de stations de surveillance;

e) Aide le Conseil exécutif à faciliter la consultation et la clarification entre les États parties;

f) Reçoit les demandes d'inspection sur place et les examine, facilite l'examen de ces demandes par le Conseil exécutif, assure la préparation des inspections sur place et fournit un soutien technique pendant qu'elles se déroulent, et fait rapport au Conseil exécutif;

g) Négocie et, sous réserve de l'approbation préalable du Conseil exécutif, conclut avec les États parties, les autres États et les organisations internationales des accords ou des arrangements concernant les activités de vérification;

h) Aide les États parties, par l'intermédiaire de leur autorité nationale, relativement à d'autres problèmes que pose la vérification de l'exécution du Traité.

44. Le Secrétariat technique élabore et tient à jour, sous réserve de l'approbation du Conseil exécutif, des manuels opérationnels conçus pour guider l'exploitation des diverses composantes du régime de vérification, conformément à l'article IV et au Protocole. Lesdits manuels ne font pas partie intégrante du Traité ni du Protocole et peuvent être modifiés par le Secrétariat technique, sous réserve de l'approbation du Conseil exécutif. Le Secrétariat technique informe sans retard les États parties de tous changements apportés aux manuels opérationnels.

45. En ce qui concerne les questions d'ordre administratif, le Secrétariat technique, entre autres fonctions :

a) Établit et présente au Conseil exécutif le projet de budget-programme de l'Organisation;

b) Établit et présente au Conseil exécutif le projet de rapport de l'Organisation sur l'application du Traité et tous autres rapports que la Conférence ou le Conseil exécutif demanderaient;

c) Fournit un appui administratif et technique à la Conférence, au Conseil exécutif et aux organes subsidiaires;

d) Adresse et reçoit au nom de l'Organisation des communications portant sur l'application du Traité;

e) Accomplit les tâches administratives en rapport avec tous accords conclus entre l'Organisation et d'autres organisations internationales.

46. Toutes les demandes et notifications adressées à l'Organisation par les États parties sont envoyées au Directeur général par l'intermédiaire des autorités nationales. Les demandes et notifications doivent être rédigées dans l'une des langues officielles du Traité. La réponse du Directeur général est formulée dans la même langue.

47. Aux fins de l'établissement du projet de budget-programme de l'Organisation et de la présentation de celui-ci au Conseil exécutif, le Secrétariat technique arrête et tient une comptabilité claire de tous les coûts afférents à chaque installation du Système de surveillance international. Il procède d'une manière analogue pour toutes les autres activités de l'Organisation qui sont reflétées dans le projet de budget-programme.

48. Le Secrétariat technique informe sans retard le Conseil exécutif de tous problèmes qu'il a pu rencontrer dans l'exercice de ses fonctions qu'il a constatés dans l'exécution de ses activités et qu'il n'a pu lever par des consultations avec l'État partie intéressé.

49. Le Secrétariat technique comprend un directeur général, qui en est le chef et en dirige l'administration, ainsi qu'un personnel scientifique, technique et autre, selon les besoins. Le Directeur général est nommé par la Conférence sur recommandation du Conseil exécutif pour quatre ans; son mandat peut être renouvelé une seule fois. Le premier directeur général est nommé par la Conférence à sa session initiale sur la recommandation de la Commission préparatoire.

50. Le Directeur général est chargé de la nomination des membres du personnel ainsi que de l'organisation et du fonctionnement du Secrétariat technique, et en répond auprès de la Conférence et du Conseil exécutif. La considération dominante dans le recrutement et la définition des conditions d'emploi du personnel est la nécessité d'assurer les plus hautes qualités de connaissance professionnelle, d'expérience, d'efficacité, de compétence et d'intégrité. Seuls des nationaux des États parties peuvent être nommés directeur général ou engagés comme inspecteurs, cadres ou employés d'administration. Est dûment prise en considération l'importance d'un recrutement effectué sur une base géographique aussi large que possible. Aux fins du recrutement, il est tenu compte du principe suivant lequel les effectifs doivent être maintenus au minimum nécessaire pour que le Secrétariat technique puisse s'acquitter convenablement de ses responsabilités.

51. Le Directeur général peut, après consultation du Conseil exécutif, établir à titre temporaire et selon que de besoin des groupes de travail d'experts scientifiques pour faire des recommandations concernant des problèmes particuliers.

52. Dans l'exercice de leurs fonctions, le Directeur général, les inspecteurs, les assistants d'inspection et les membres du personnel ne sollicitent ni ne reçoivent d'instructions d'aucun gouvernement ni d'aucune autre entité extérieure à l'Organisation. Ils s'abstiennent de tout acte qui pourrait nuire à leur statut de fonctionnaires internationaux relevant uniquement de l'Organisation. Le Directeur général assume la responsabilité des activités d'une équipe d'inspection.

53. Chaque État partie respecte le caractère exclusivement international des responsabilités confiées au Directeur général, aux inspecteurs, aux assistants d'inspection et aux membres du personnel et ne cherche pas à les influencer dans l'accomplissement de leurs fonctions.

E. PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS

54. L'Organisation jouit, sur le territoire et en tout autre lieu placé sous la juridiction ou le contrôle d'un État partie, de la capacité juridique et des privilèges et immunités qui lui sont nécessaires pour exercer ses fonctions.

55. Les représentants des États parties ainsi que leurs suppléants et conseillers, les représentants des membres élus au Conseil exécutif ainsi que leurs suppléants et conseillers, le Directeur général, les inspecteurs, les assistants d'inspection et les membres du personnel de l'Organisation jouissent des privilèges et immunités qui leur sont nécessaires pour exercer en toute indépendance leurs fonctions en rapport avec l'Organisation.

56. La capacité juridique et les privilèges et immunités mentionnés dans le présent article sont définis dans des accords entre l'Organisation et les États parties ainsi que dans un accord entre l'Organisation et le pays dans lequel est situé le siège de l'Organisation. Ces accords sont examinés et approuvés conformément au paragraphe 26, alinéas h) et i).

57. Nonobstant les paragraphes 54 et 55, le Directeur général, les inspecteurs, les assistants d'inspection et les membres du personnel du Secrétariat technique jouissent, durant l'exécution des activités de vérification, des privilèges et immunités énoncés dans le Protocole.

ARTICLE III

MESURES D'APPLICATION NATIONALES

1. Chaque État partie prend, conformément aux procédures prévues par sa Constitution, toutes mesures requises pour s'acquitter des obligations qu'il a contractées en vertu du présent Traité. En particulier, il fait le nécessaire :

a) Pour interdire aux personnes physiques et morales se trouvant en quelque lieu de son territoire ou en tout autre lieu placé sous sa juridiction telle qu'elle est reconnue par le droit international d'entreprendre quelque activité que ce soit qui est interdite à un État partie par le présent Traité;

b) Pour interdire aux personnes physiques et morales d'entreprendre quelque activité de cette nature en quelque lieu qui soit placé sous son contrôle;

c) Pour interdire aux personnes physiques possédant sa nationalité, conformément au droit international, d'entreprendre quelque activité de cette nature en quelque lieu que ce soit.

2. Chaque État partie coopère avec les autres États parties et procure l'assistance juridique voulue pour faciliter l'exécution des obligations énoncées au paragraphe 1.

3. Chaque État partie informe l'Organisation des mesures qu'il a prises en application du présent article.

4. Afin de s'acquitter des obligations qu'il a contractées en vertu du Traité, chaque État partie désigne ou établit une autorité nationale et en avise l'Organisation au moment où le Traité entre en vigueur à son égard. L'autorité nationale sert de centre national en vue d'assurer la liaison avec l'Organisation et les autres États parties.

ARTICLE IV

VÉRIFICATION

A. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1. Afin de vérifier le respect des dispositions du présent Traité, il est établi un régime de vérification qui s'appuie sur les éléments suivants :

a) Un système de surveillance international;

b) La consultation et la clarification;

c) Les inspections sur place;

d) Les mesures de confiance.

À l'entrée en vigueur du Traité, le régime de vérification est capable de satisfaire à ses exigences concernant la vérification.

2. Les activités de vérification sont fondées sur des informations objectives, sont limitées à l'objet du présent Traité et sont menées dans le plein respect de la souveraineté des États parties et de la manière la moins intrusive possible, compatible avec la réalisation de leurs objectifs dans les délais et avec l'efficacité voulus. Chaque État partie s'abstient d'abuser de quelque façon que ce soit du droit de vérification.

3. Chaque État partie s'engage, conformément au présent Traité, à coopérer, par l'entremise de l'autorité nationale établie en application du paragraphe 4 de l'article III, avec l'Organisation et d'autres États parties afin de faciliter la vérification du respect du Traité, notamment :

a) En créant les dispositifs nécessaires pour participer à ces mesures de vérification et en établissant les communications nécessaires;

b) En fournissant les données obtenues des stations nationales intégrées au Système de surveillance international;

c) En participant, selon qu'il convient, à un processus de consultation et de clarification;

d) En autorisant les inspections sur place;

e) En participant, selon qu'il convient, à des mesures de confiance.

4. Quels que soient leurs moyens techniques et financiers, les États parties ont tous, dans des conditions d'égalité, un droit de vérification et l'obligation d'accepter la vérification.

5. Aux fins du présent Traité, il n'est interdit à aucun État partie d'utiliser l'information obtenue par les moyens techniques nationaux de vérification d'une manière compatible avec les principes généralement reconnus du droit international, y compris celui du respect de la souveraineté des États.

6. Sans préjudice du droit des États parties à protéger des installations, des activités ou des lieux sensibles sans rapport avec le présent Traité, les États parties ne font pas obstacle à des éléments du régime de vérification du Traité ni aux moyens techniques nationaux de vérification qui sont exploités conformément au paragraphe 5.

7. Chaque État partie a le droit de prendre des mesures pour protéger des installations sensibles et empêcher la divulgation d'informations et de données confidentielles sans rapport avec le présent Traité.

8. En outre, toutes les mesures voulues sont prises pour protéger la confidentialité de toute information concernant les activités et les installations civiles et militaires qui a été obtenue au cours des activités de vérification.

9. Sous réserve du paragraphe 8, les informations obtenues par l'Organisation dans le cadre du régime de vérification établi par le présent Traité sont mises à la disposition de tous les États parties conformément aux dispositions pertinentes du Traité et du Protocole.

10. Les dispositions du présent Traité ne doivent pas être interprétées comme restreignant l'échange international de données à des fins scientifiques.

11. Chaque État partie s'engage à coopérer avec l'Organisation et d'autres États parties à l'amélioration du régime de vérification et à l'étude des possibilités qu'offrent d'autres techniques de surveillance sur le plan de la vérification, comme la détection de l'impulsion électromagnétique ou la surveillance par satellite, en vue de mettre au point, le cas échéant, des mesures spécifiques visant à renforcer l'efficacité et la rentabilité des opérations de vérification de l'exécution du Traité. Lorsqu'elles sont convenues, ces mesures sont incorporées dans les dispositions existantes du Traité et dans celles du Protocole ou font l'objet de nouvelles sections du Protocole, conformément à l'article VII, ou encore, s'il y a lieu, sont reflétées dans les manuels opérationnels conformément au paragraphe 44 de l'article II.

12. Les États parties s'engagent à promouvoir une coopération entre eux-mêmes pour aider et participer à l'échange le plus complet possible concernant les technologies utilisées dans la vérification du présent Traité afin de permettre à tous les États parties de renforcer leur mise en oeuvre nationale des mesures de vérification et de bénéficier de l'application de ces technologies à des fins pacifiques.

13. Les dispositions du présent Traité doivent être mises en oeuvre de façon à éviter d'entraver le développement économique et technologique des États parties en vue du développement des applications de l'énergie atomique à des fins pacifiques.

Tâches du Secrétariat technique en matière de vérification

14. Pour s'acquitter de ses tâches en matière de vérification telles qu'elles sont spécifiées dans le présent Traité et le Protocole, le Secrétariat technique, en coopération avec les États parties et pour les besoins du Traité :

a) Prend des arrangements pour recevoir et distribuer les données et rapports intéressant la vérification de l'exécution du Traité, conformément à celui-ci, et pour disposer d'une infrastructure de télécommunications mondiale adaptée à cette tâche;

b) Dans le cadre de ses activités régulières et par l'intermédiaire de son Centre international de données, qui est en principe l'élément central du Secrétariat technique pour le stockage des données et le traitement des données :

i) Reçoit et présente des demandes de données issues du Système de surveillance international;

ii) Reçoit, selon qu'il convient, les données résultant du processus de consultation et de clarification, des inspections sur place et des mesures de confiance;

iii) Reçoit d'autres données pertinentes des États parties et des organisations internationales conformément au Traité et au Protocole;

c) Supervise, coordonne et assure l'exploitation du Système de surveillance international et de ses composantes, ainsi que du Centre international de données, conformément aux manuels opérationnels pertinents;

d) Dans le cadre de ses activités régulières, traite et analyse les données issues du Système de surveillance international et fait rapport à leur sujet selon les procédures convenues, afin de permettre une vérification internationale efficace de l'exécution du Traité et de faciliter la dissipation rapide des préoccupations quant au respect des dispositions du Traité;

e) Met toutes les données, tant brutes que traitées, ainsi que tous rapports établis, à la disposition de tous les États parties, chaque État partie prenant la responsabilité de l'usage des données du Système de surveillance international conformément au paragraphe 7 de l'article II, et aux paragraphes 8 et 13 de cet article;

f) Assure à tous les États parties, dans des conditions d'égalité et à temps, un accès libre et commode à toutes les données stockées;

g) Stocke toutes les données, tant brutes que traitées, ainsi que tous les documents et rapports;

h) Coordonne et facilite les demandes de données supplémentaires issues du Système de surveillance international;

i) Coordonne les demandes de données supplémentaires adressées par un État partie à un autre État partie;

j) Fournit à l'État qui les requiert une assistance et un appui techniques pour l'installation et l'exploitation des installations de surveillance et des moyens de communication correspondants;

k) Met à la disposition de tout État partie qui le demande les techniques que lui-même et son centre international de données utilisent pour rassembler, stocker, traiter et analyser les données recueillies dans le cadre du régime de vérification et faire rapport à leur sujet;

l) Surveille et évalue le fonctionnement global du Système de surveillance international et du Centre international de données et fait rapport à ce sujet.

15. Les procédures convenues que doit suivre le Secrétariat technique pour s'acquitter des tâches de vérification visées au paragraphe 14 et détaillées dans le Protocole sont précisées dans les manuels opérationnels pertinents.

B. LE SYSTÈME DE SURVEILLANCE INTERNATIONAL

16. Le Système de surveillance international comprend des installations pour la surveillance sismologique, pour la surveillance des radionucléides, y compris des laboratoires homologués, pour la surveillance hydroacoustique et pour la surveillance par détection des infrasons, ainsi que les moyens de communication correspondants; il est appuyé par le Centre international de données du Secrétariat technique.

17. Le Système de surveillance international est placé sous l'autorité du Secrétariat technique. Toutes les installations de surveillance de ce système sont la propriété des États qui en sont les hôtes ou en assument la responsabilité d'une autre manière et sont exploitées par eux, conformément au Protocole.

18. Chaque État partie a le droit de participer à l'échange international de données et d'avoir accès à toutes les données mises à la disposition du Centre international de données. Chaque État partie coopère avec le Centre international de données par l'entremise de son autorité nationale.

Financement du Système de surveillance international

19. En ce qui concerne les installations incorporées dans le Système de surveillance international et inscrites aux tableaux 1-A, 2-A, 3 et 4 de l'Annexe 1 du Protocole ainsi que leur fonctionnement, dans la mesure où l'État concerné et l'Organisation sont convenus qu'elles fourniraient des données au Centre international de données conformément aux exigences techniques énoncées dans le Protocole et les manuels pertinents, l'Organisation, comme il est spécifié dans les accords conclus ou les arrangements pris en application du paragraphe 4 de la première partie du Protocole, prend à sa charge le coût des opérations suivantes :

a) L'établissement de toutes nouvelles installations et la mise à niveau des installations existantes à moins que l'État qui en est responsable ne prenne lui-même à sa charge les coûts correspondants;

b) L'exploitation et l'entretien des installations du Système de surveillance international, y compris le maintien de leur sécurité matérielle, le cas échéant, et l'application des procédures convenues d'authentification des données;

c) La transmission des données (brutes ou traitées) issues du Système de surveillance international au Centre international de données par les moyens les plus directs et les plus rentables disponibles, notamment, si nécessaire, via des noeuds de communication appropriés, à partir des stations de surveillance, des laboratoires, des installations d'analyse ou des centres nationaux de données; ou la transmission de ces données (y compris des échantillons, le cas échéant) aux laboratoires et installations d'analyse à partir des installations de surveillance; .

d) L'analyse d'échantillons pour le compte de l'Organisation.

20. En ce qui concerne les stations sismiques du réseau auxiliaire inscrites au tableau 1-B de l'Annexe 1 du Protocole, l'Organisation, comme il est spécifié dans les accords conclus ou les arrangements pris en application du paragraphe 4 de la première partie du Protocole, ne prend à sa charge que le coût des opérations suivantes :

a) La transmission des données au Centre international de données;

b) L'authentification des données provenant de ces stations;

c) La mise à niveau des stations afin que celles-ci satisfassent aux normes techniques requises, à moins que l'État qui en est responsable ne prenne lui-même à sa charge les coûts correspondants;

d) Si nécessaire, l'établissement de nouvelles stations aux fins du Traité là où il n'en existe pas encore qui conviennent, à moins que l'État qui est appelé à en être responsable ne prenne lui-même à sa charge les coûts correspondants;

e) Toutes autres dépenses relatives à la fourniture des données requises par l'Organisation comme il est spécifié dans les manuels opérationnels pertinents.

21. En outre, l'Organisation prend à sa charge le coût de la fourniture, à chaque État partie, des rapports et services que celui-ci a choisis dans la gamme standard du Centre international de données, conformément à la section F de la première partie du Protocole. Le coût de la préparation et de la transmission de tous produits ou données supplémentaires est à la charge de l'État partie qui les demande.

22. Les accords conclus ou, le cas échéant, les arrangements pris avec des États parties ou avec les États qui sont les hôtes d'installations du Système de surveillance international ou en assument la responsabilité d'une autre manière contiennent des dispositions relatives à la prise en charge de ces coûts. Ces dispositions peuvent prévoir des modalités au titre desquelles un État partie prend à sa charge une partie quelconque des coûts visés au paragraphe 19, alinéa a), et au paragraphe 20, alinéas c) et d), pour des installations dont il est l'hôte ou dont il est responsable et bénéficie en échange d'une réduction appropriée de la contribution financière qu'il doit à l'Organisation. Le montant de cette réduction ne peut pas être supérieur à la moitié de celui de la contribution financière annuelle due par cet État, mais peut être réparti sur plusieurs années consécutives. Un État partie peut partager une telle réduction avec un autre État partie par accord ou arrangement avec celui-ci et avec l'assentiment du Conseil exécutif.

Les accords ou arrangements visés au présent paragraphe sont approuvés conformément au paragraphe 26, alinéa h), et au paragraphe 38, alinéa i), de l'article II.

Modifications apportées au Système de surveillance international

23. Toute mesure visée au paragraphe 11 qui a une incidence sur le Système de surveillance international du fait qu'elle consiste à compléter celui-ci par d'autres techniques de surveillance ou à éliminer une ou plusieurs des techniques utilisées est incorporée, une fois convenue, dans les dispositions du présent Traité et du Protocole suivant la procédure énoncée aux paragraphes 1 à 6 de l'article VII.

24. Les modifications suivantes qu'il serait proposé d'apporter au Système de surveillance international sont considérées, sous réserve de l'accord des États directement visés, comme se rapportant à des questions d'ordre administratif ou technique aux fins des paragraphes 7 et 8 de l'article VII :

a) Les modifications du nombre d'installations utilisant une technique de surveillance donnée, tel qu'il est fixé dans le Protocole;

b) Les modifications à apporter à d'autres indications concernant une installation donnée, telles qu'elles figurent dans les tableaux de l'Annexe 1 du Protocole (notamment l'État responsable de l'installation, l'emplacement de l'installation, son nom ou son type, ainsi que son affectation au réseau sismologique primaire ou auxiliaire).

En principe, s'il recommande, conformément au paragraphe 8, alinéa d), de l'article VII, que de telles modifications soient adoptées, le Conseil exécutif recommande également que ces modifications entrent en vigueur dès que le Directeur général a donné notification de leur approbation, conformément au paragraphe 8, alinéa g), de cet article.

25. En ce qui concerne toute proposition visée au paragraphe 24, le Directeur général remet au Conseil exécutif et aux États parties, outre les informations et l'évaluation prévues au paragraphe 8, alinéa b), de l'article VII :

a) Une évaluation technique de la proposition;

b) Un état des incidences administratives et financières de la proposition;

c) Un rapport sur les consultations qu'il a tenues avec les États directement visés par la proposition, où est indiqué notamment l'accord éventuel de ceux-ci.

Arrangements provisoires

26. En cas de panne importante dans une installation de surveillance inscrite aux tableaux de l'Annexe 1 du Protocole ou de détérioration irrémédiable d'une telle installation, ou encore afin de compenser la réduction temporaire du champ couvert par les installations de surveillance, le Directeur général prend, après consultation et avec l'accord des États directement visés ainsi qu'avec l'approbation du Conseil exécutif, des arrangements provisoires qui ne durent pas au-delà d'une année, mais qui peuvent être reconduits une seule fois au besoin, avec l'accord du Conseil exécutif et des États directement visés. Le nombre d'installations du Système de surveillance international en exploitation ne doit pas, du fait de tels arrangements, dépasser le chiffre fixé pour le réseau considéré. De tels arrangements satisfont autant que faire se peut aux exigences techniques et opérationnelles précisées dans le manuel opérationnel pour le réseau en question; ils sont exécutés sans dépassement des crédits budgétaires de l'Organisation. En outre, le Directeur général prend des mesures afin de redresser la situation et fait des propositions en vue de la régler définitivement. Il notifie à tous les États parties toute décision prise conformément au présent paragraphe.

Installations nationales coopérantes

27. Les États parties peuvent aussi prendre séparément des arrangements de coopération avec l'Organisation afin de mettre à la disposition du Centre international de données des données complémentaires provenant de stations de surveillance nationales qui ne font pas officiellement partie du Système de surveillance international.

28. Ces arrangements de coopération peuvent être établis comme suit :

a) Sur demande d'un État partie et aux frais de celui-ci, le Secrétariat technique fait le nécessaire pour certifier qu'une installation de surveillance donnée satisfait aux exigences techniques et opérationnelles précisées dans les manuels opérationnels pertinents pour les installations du Système de surveillance international et prend des dispositions pour l'authentification de ses données. Sous réserve de

l'accord du Conseil exécutif, il désigne alors officiellement cette installation comme installation nationale coopérante. Il fait le nécessaire pour reconfirmer, s'il y a lieu, sa certification;

b) Le Secrétariat technique tient à jour une liste des installations nationales coopérantes et la communique à tous les États parties;

c) Si un État partie le lui demande, le Centre international de données a recours aux données provenant d'installations nationales coopérantes pour faciliter les consultations et la clarification ainsi que l'examen des demandes d'inspection sur place, les coûts de transmission des données étant pris en charge par ledit État partie.

Les conditions dans lesquelles les données complémentaires provenant de ces installations sont mises à la disposition du Centre et dans lesquelles celui-ci peut demander communication de telles données ou leur transmission accélérée ou une clarification sont précisées dans le manuel opérationnel pour le réseau de surveillance correspondant.

C. CONSULTATION ET CLARIFICATION

29. Sans préjudice du droit de tout État partie de demander une inspection sur place, les États parties devraient, chaque fois que possible, commencer par tout mettre en oeuvre pour clarifier et régler entre eux ou avec l'Organisation ou encore par l'intermédiaire de celle-ci toute question qui susciterait des préoccupations au sujet d'une inexécution possible des obligations fondamentales établies par le présent Traité.

30. L'État partie qui reçoit directement d'un autre État partie une demande en application du paragraphe 29 fournit des éclaircissements à l'État partie requérant dès que possible et en tout état de cause au plus tard 48 heures après réception de la demande. L'État partie requérant et l'État partie requis peuvent tenir le Conseil exécutif et le Directeur général informés de la demande et de la suite qui y a été donnée.

31. L'État partie a le droit de demander au Directeur général de l'aider à clarifier toute question qui susciterait des préoccupations au sujet d'une inexécution possible des obligations fondamentales établies par le présent Traité. Le Directeur général fournit les informations pertinentes

que le Secrétariat technique possède à ce sujet. Il fait part au Conseil exécutif de la demande, ainsi que des informations fournies pour y donner suite, si l'État partie requérant le demande.

32. L'État partie a le droit de demander au Conseil exécutif d'obtenir d'un autre État partie une clarification de toute question qui susciterait des préoccupations au sujet d'une inexécution possible des obligations fondamentales établies par le présent Traité. En pareil cas, les dispositions suivantes s'appliquent :

a) Le Conseil exécutif transmet la demande de clarification à l'État partie requis par l'intermédiaire du Directeur général au plus tard 24 heures après sa réception;

b) L'État partie requis fournit des éclaircissements au Conseil exécutif dès que possible et en tout état de cause au plus tard 48 heures après réception de la demande;

c) Le Conseil exécutif prend note des éclaircissements et les transmet à l'État partie requérant au plus tard 24 heures après leur réception;

d) S'il juge ces éclaircissements insuffisants, l'État partie requérant a le droit de demander au Conseil exécutif d'obtenir de l'État partie requis des précisions supplémentaires.

Le Conseil exécutif informe sans retard tous les autres États parties de toute demande de clarification faite conformément au présent paragraphe ainsi que de toute réponse apportée par l'État partie requis.

33. Si l'État partie requérant estime que les précisions obtenues au titre du paragraphe 32, alinéa d), ne sont pas satisfaisantes, il a le droit de demander la convocation d'une réunion du Conseil exécutif, à laquelle les États parties impliqués qui ne sont pas membres du Conseil exécutif ont le droit de participer. À cette réunion, le Conseil exécutif examine la question et peut recommander toute mesure prévue à l'article V.

D. INSPECTIONS SUR PLACE

Demande d'inspection sur place

34. Chaque État partie a le droit, conformément aux dispositions du présent article et à la deuxième partie du Protocole, de demander une inspection sur place sur le territoire ou en tout autre lieu placé sous la juridiction ou le contrôle de tout autre État partie, ou dans une zone ne relevant de la juridiction ou du contrôle d'aucun État.

35. L'inspection sur place a pour seul but de déterminer si une explosion expérimentale d'arme nucléaire ou toute autre explosion nucléaire a été réalisée en violation des dispositions de l'article premier et, dans la mesure du possible, de recueillir toutes données factuelles susceptibles de concourir à l'identification d'un contrevenant éventuel.

36. L'État partie requérant est tenu de veiller à ce que la demande d'inspection sur place ne sorte pas du cadre du présent Traité et de fournir dans cette demande les renseignements visés au paragraphe 37. Il s'abstient de demandes d'inspection sans fondement ou abusives.

37. La demande d'inspection sur place repose sur les données recueillies par le Système de surveillance international, sur tous renseignements techniques pertinents obtenus d'une manière conforme aux principes de droit international généralement reconnus par des moyens de vérification techniques nationaux, ou sur une combinaison de ces deux types d'informations. La demande d'inspection sur place contient les renseignements visés au paragraphe 41 de la deuxième partie du Protocole.

38. L'État partie requérant présente sa demande d'inspection sur place au Conseil exécutif et, simultanément, au Directeur général afin que ce dernier y donne immédiatement suite.

Suite donnée à la demande d'inspection sur place

39. Le Conseil exécutif commence son examen dès réception de la demande d'inspection sur place.

40. Le Directeur général accuse réception de la demande d'inspection sur place adressée par l'État partie requérant dans les deux heures et transmet celle-ci dans les six heures à l'État partie dont on requiert

l'inspection. Il s'assure que la demande satisfait aux conditions énoncées au paragraphe 41 de la deuxième partie du Protocole et aide au besoin l'État partie requérant à présenter la demande en conséquence; il transmet celle-ci au Conseil exécutif et à tous les autres États parties dans les 24 heures.

41. Lorsque la demande d'inspection satisfait à ces conditions, le Secrétariat technique commence sans tarder les préparatifs de l'inspection sur place.

42. Lorsqu'il reçoit une demande d'inspection sur place visant une zone placée sous la juridiction ou le contrôle d'un État partie, le Directeur général demande immédiatement une clarification à ce dernier en vue d'élucider les faits et de dissiper les préoccupations qui sont exprimées dans la demande.

43. L'État partie qui reçoit une demande de clarification en application du paragraphe 42 fournit au Directeur général des explications et tous autres éléments d'information pertinents disponibles dès que possible et au plus tard 72 heures après réception de ladite demande.

44. Avant que le Conseil exécutif ne se prononce sur la demande d'inspection sur place, le Directeur général lui transmet immédiatement tous renseignements supplémentaires disponibles auprès du Système de surveillance international ou fournis par un État partie quel qu'il soit au sujet de l'événement indiqué dans la demande, notamment tous éclaircissements fournis conformément aux paragraphes 42 et 43, ainsi que toutes autres informations provenant du Secrétariat technique qu'il juge utiles ou qui sont demandées par le Conseil exécutif.

45. À moins que l'État partie requérant ne considère que les préoccupations exprimées dans la demande d'inspection sur place ont été dissipées et ne retire celle-ci, le Conseil exécutif se prononce sur la demande conformément au paragraphe 46.

Décisions du Conseil exécutif

46. Le Conseil exécutif se prononce sur la demande d'inspection sur place au plus tard 96 heures après l'avoir reçue de l'État partie requérant. Il prend la décision d'approuver l'inspection sur place par 30 voix au moins. Si le Conseil exécutif n'approuve pas l'inspection, les préparatifs sont interrompus et il n'est donné aucune autre suite à la demande.

47. Au plus tard 25 jours après que l'inspection sur place a été approuvée conformément au paragraphe 46, l'équipe d'inspection fait rapport au Conseil exécutif par l'intermédiaire du Directeur général sur la marche de l'inspection. La poursuite de l'inspection est réputée approuvée à moins que le Conseil exécutif, au plus tard 72 heures après réception du rapport intérimaire, décide à la majorité de l'ensemble de ses membres que l'inspection ne doit pas continuer. Si le Conseil exécutif décide qu'elle ne doit pas continuer, il y est mis fin et l'équipe d'inspection quitte la zone d'inspection et le territoire de l'État partie inspecté, dès que faire se peut conformément aux paragraphes 109 et 110 de la deuxième partie du Protocole.

48. Au cours de l'inspection sur place, l'équipe d'inspection peut proposer au Conseil exécutif par l'intermédiaire du Directeur général d'effectuer des forages. Le Conseil exécutif se prononce sur une telle proposition au plus tard 72 heures après l'avoir reçue. Il prend la décision d'approuver des forages à la majorité de l'ensemble de ses membres.

49. L'équipe d'inspection peut demander au Conseil exécutif par l'intermédiaire du Directeur général de prolonger l'inspection de 70 jours au maximum au-delà du délai de 60 jours fixé au paragraphe 4 de la deuxième partie du Protocole, si elle juge que cela est indispensable à l'exécution de son mandat. L'équipe d'inspection indique dans sa demande celles des activités et techniques énumérées au paragraphe 69 de la deuxième partie du Protocole qu'elle entend mener ou mettre en oeuvre pendant la période de prolongation. Le Conseil exécutif se prononce sur la demande de prolongation au plus tard 72 heures après l'avoir reçue. Il prend la décision d'approuver une prolongation de l'inspection à la majorité de l'ensemble de ses membres.

5(À tout moment après que la poursuite de l'inspection sur place a été aprouvée conformément au paragraphe 47, l'équipe d'inspection peut reommander au Conseil exécutif par l'intermédiaire du Directeur général de mettre fin à l'inspection. Cette recommandation est réputée approuvée à moins que le Conseil exécutif, au plus tard 72 heures après l'avoir reçue, décide à la majorité des deux tiers de l'ensemble de ses membres qu'il ne doit pas être mis fin à l'inspection. S'il est mis fin à l'inspection, l'équipe d'inspection quitte la zone d'inspection et le territoire de l'État partie inspecté dès que faire se peut conformément aux paragraphes 109 et 110 de la deuxième partie du Protocole.

51. L'État partie requérant et l'État partie dont on requiert l'inspection peuvent participer aux délibérations du Conseil exécutif relatives à la demande d'inspection sur place sans prendre part au vote. L'État partie requérant et l'État partie inspecté peuvent aussi participer sans prendre part au vote à toutes délibérations ultérieures du Conseil exécutif relatives à l'inspection.

52. Le Directeur général informe dans les 24 heures tous les États partes de toute décision prise par le Conseil exécutif conformément aux paragraphes 46 à 50 et de tous rapports, propositions, demandes et recommandations adressés à celui-ci conformément à ces mêmes paragraphes.

Suite donnée à l'approbation par le Conseil exécutif d'une inspection sur place

53. Une inspection sur place approuvée par le Conseil exécutif est réalisée sans retard et conformément aux dispositions du présent Traité et du Protocole par une équipe d'inspection désignée par le Directeur général. L'équipe d'inspection arrive au point d'entrée au plus tard six jours après que le Conseil exécutif a reçu de l'État partie requérant la demande d'inspection.

54. Le Directeur général délivre un mandat pour la conduite de l'inspection sur place. Ce mandat contient les renseignements visés au paragraphe 42 de la deuxième partie du Protocole.

55. Le Directeur général donne notification de l'inspection à l'État partie à inspecter au moins 24 heures avant l'arrivée prévue de l'équipe d'inspection au point d'entrée, conformément au paragraphe 43 de la deuxième partie du Protocole.

Conduite de l'inspection sur place

56. Chaque État partie autorise l'Organisation à procéder à une inspection sur place sur son territoire ou en des lieux placés sous sa juridiction ou son contrôle, conformément aux dispositions du présent Traité et du Protocole. Toutefois, aucun État partie n'est tenu d'accepter des inspections simultanées sur son territoire ou en de tels lieux.

57. L'État partie inspecté a, conformément aux dispositions du présent Traité et du Protocole :

a) Le droit et l'obligation de faire tout ce qui lui est raisonnablement possible pour démontrer qu'il respecte le Traité et, à cette fin, de permettre à l'équipe d'inspection de remplir son mandat;

b) Le droit de prendre les mesures qu'il juge nécessaires pour protéger des intérêts relevant de sa sécurité nationale et empêcher la divulgation d'informations confidentielles sans rapport avec le but de l'inspection;

c) L'obligation de donner accès à l'intérieur de la zone d'inspection à seule fin d'établir les faits en rapport avec le but de l'inspection compte tenu des dispositions de l'alinéa b) et de toutes obligations constitutionnelles auxquelles il aurait à satisfaire en matière de droits exclusifs ou en matière de perquisition et de saisie;

d) L'obligation de ne pas invoquer les dispositions du présent paragraphe ou du paragraphe 88 de la deuxième partie du Protocole pour couvrir un manquement quelconque aux obligations qui sont les siennes en vertu de l'article premier;

e) L'obligation de ne pas empêcher l'équipe d'inspection de se déplacer à l'intérieur de la zone d'inspection et de mener des activités d'inspection conformément au présent Traité et au Protocole.

Dans le contexte d'une inspection sur place, on entend par "accès" à la fois l'accès proprement dit de l'équipe d'inspection et de son matériel à la zone d'inspection et la conduite des activités d'inspection à l'intérieur de ladite zone.

58. L'inspection sur place est effectuée de la manière la moins intrusive possible, compatible avec l'exécution du mandat d'inspection dans les délais et avec l'efficacité voulus et conformément aux procédures établies dans le Protocole. Chaque fois que possible, l'équipe d'inspection commence par les procédures les moins intrusives et ne passe à des procédures plus intrusives que dans la mesure où elle le juge nécessaire pour recueillir suffisamment de renseignements afin de dissiper les préoccupations quant à une inexécution possible du présent Traité. Les inspecteurs ne recherchent que les renseignements et données requis aux fins de l'inspection et s'efforcent de perturber le moins possible les opérations normales de l'État partie inspecté.

59. L'État partie inspecté prête son concours à l'équipe d'inspection tout au long de l'inspection et facilite sa tâche.

60. Si l'État partie inspecté, agissant conformément aux paragraphes 86 à 96 de la deuxième partie du Protocole, restreint l'accès à l'intérieur de la zone d'inspection, il fait tout ce qui lui est raisonnablement possible, en consultation avec l'équipe d'inspection, pour démontrer par d'autres moyens qu'il respecte le présent Traité.

<u>Observateur</u>

61. La participation d'un observateur est régie par les dispositions suivantes :

a) Sous réserve de l'accord de l'État partie inspecté, l'État partie requérant peut envoyer un représentant observer le déroulement de l'inspection sur place; celui-ci est un ressortissant soit de l'État partie requérant, soit d'un État partie tiers;

b) L'État partie inspecté fait part au Directeur général, dans un délai de 12 heures à compter de l'approbation de l'inspection sur place par le Conseil exécutif, de son acceptation ou de son refus de l'observateur proposé;

c) En cas d'acceptation, l'État partie inspecté accorde à l'observateur l'accès, conformément au Protocole;

d) En principe, l'État partie inspecté accepte l'observateur proposé, mais si cet État oppose son refus, le fait est consigné dans le rapport d'inspection.

Lorsque les États parties sont plusieurs à demander l'inspection, les observateurs qui y participent ne sont pas plus de trois.

<u>Rapports de l'inspection sur place</u>

62. Les rapports d'inspection comprennent :

a) Une description des activités réalisées par l'équipe d'inspection;

b) Les faits ayant un rapport avec le but de l'inspection qui ont été constatés par l'équipe d'inspection;

c) Un compte rendu du concours prêté pendant l'inspection sur place;

d) Une description factuelle de l'étendue de l'accès accordé, notamment les autres moyens donnés à l'équipe, pendant l'inspection sur place;

e) Tous autres détails ayant un rapport avec le but de l'inspection.

S'il y a des observations divergentes de la part des inspecteurs, celles-ci peuvent être reproduites dans une annexe du rapport.

63. Le Directeur général met les projets de rapport d'inspection à la disposition de l'État partie inspecté. L'État partie inspecté a le droit de communiquer au Directeur général, dans un délai de 48 heures, ses observations et explications et d'indiquer tous renseignements et données qui, à son avis, sont sans rapport avec le but de l'inspection et ne devraient pas être diffusés en dehors du Secrétariat technique. Le Directeur général examine les propositions de modification d'un projet de rapport faites par l'État partie inspecté et, autant que possible, les intègre au projet. Il fait aussi figurer les observations et explications communiquées par l'État partie inspecté dans une annexe du rapport d'inspection.

64. Le Directeur général transmet sans retard le rapport d'inspection à l'État partie requérant, à l'État partie inspecté, au Conseil exécutif et à tous les autres États parties. En outre, il transmet sans retard au Conseil exécutif et à tous les autres États parties les résultats de toutes analyses d'échantillons faites par des laboratoires désignés, conformément au paragraphe 104 de la deuxième partie du Protocole, les données pertinentes provenant du Système de surveillance international, l'évaluation de l'État partie requérant et celle de l'État partie inspecté, ainsi que tous autres renseignements qu'il jugerait pertinents. Le Directeur général transmet le rapport intérimaire dont il est fait mention au paragraphe 47 au Conseil exécutif dans les délais indiqués dans ce même paragraphe.

65. Le Conseil exécutif, agissant conformément à ses pouvoirs et fonctions, examine le rapport d'inspection et tout document fourni en application du paragraphe 64, et traite tout motif de préoccupation afin de déterminer :

a) S'il y a eu inexécution du Traité;

b) S'il y a eu abus du droit de demander une inspection sur place.

66. Si le Conseil exécutif, agissant en conformité avec ses pouvoirs et fonctions, parvient à la conclusion qu'il peut être nécessaire de poursuivre l'affaire eu égard au paragraphe 65, il prend les mesures qui s'imposent conformément à l'article V.

Demande d'inspection sur place téméraire ou abusive

67. S'il n'approuve pas l'inspection sur place au motif que la demande d'inspection est téméraire ou abusive, ou s'il met fin à l'inspection pour les mêmes raisons, le Conseil exécutif se penche et se prononce sur le point de savoir s'il convient de prendre des mesures en vue de redresser la situation et notamment :

a) D'exiger de l'État partie requérant qu'il prenne à sa charge le coût de tous préparatifs qu'aurait faits le Secrétariat technique;

b) De suspendre, pour la période qu'il fixe lui-même, l'exercice par l'État partie requérant du droit de demander une inspection;

c) De suspendre, pour une période déterminée, l'exercice par l'État partie requérant du droit de siéger au Conseil.

E. MESURES DE CONFIANCE

68. Afin :

a) D'aider à dissiper rapidement toutes préoccupations au sujet du respect du Traité que pourrait faire naître une interprétation erronée de données enregistrées par les moyens de vérification, concernant les explosions chimiques;

b) D'aider à l'étalonnage des stations qui font partie des réseaux constituant le Système de surveillance international;

chaque État partie s'engage à coopérer avec l'Organisation et avec d'autres États parties à l'exécution des mesures voulues telles qu'elles sont énoncées dans la troisième partie du Protocole.

ARTICLE V

MESURES PROPRES À REDRESSER UNE SITUATION ET À GARANTIR LE RESPECT DES DISPOSITIONS DU TRAITÉ, Y COMPRIS LES SANCTIONS

1. La Conférence, tenant compte notamment des recommandations du Conseil exécutif, prend les mesures nécessaires, ainsi qu'il est prévu aux paragraphes 2 et 3, pour assurer le respect des dispositions du présent Traité et pour redresser et corriger toute situation contrevenant aux dispositions du Traité.

2. Dans les cas où un État partie auquel la Conférence ou le Conseil exécutif a demandé de redresser une situation qui soulève des problèmes concernant son respect du présent Traité ne satisfait pas à cette demande dans les délais fixés, la Conférence peut notamment décider de restreindre ou suspendre l'exercice, par cet État, des droits et privilèges dont il jouit en vertu du Traité jusqu'à ce que la Conférence en décide autrement.

3. Dans les cas où un préjudice risque d'être porté à l'objet et au but du présent Traité du fait d'un manquement aux obligations fondamentales établies par celui-ci, la Conférence peut recommander aux États parties des mesures collectives qui sont conformes au droit international.

4. La Conférence ou, s'il y a urgence, le Conseil exécutif peut porter la question, y compris les informations et les conclusions pertinentes, à l'attention de l'Organisation des Nations Unies.

ARTICLE VI

RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

1. Les différends qui naîtraient au sujet de l'application ou de l'interprétation du présent Traité sont réglés suivant les dispositions pertinentes du Traité et d'une manière conforme aux dispositions de la Charte des Nations Unies.

2. En cas de différend entre deux ou plusieurs États parties, ou entre un ou plusieurs États parties et l'Organisation, quant à l'application ou à l'interprétation du présent Traité, les parties concernées se consultent en vue de régler rapidement ce différend par la voie de négociations ou par un autre moyen pacifique qui leur agrée, notamment en ayant recours aux organes appropriés du Traité et, par consentement mutuel, en saisissant la Cour internationale de Justice conformément au Statut de cette dernière. Les parties impliquées tiennent le Conseil exécutif informé des mesures prises.

3. Le Conseil exécutif peut contribuer au règlement d'un différend portant sur l'application ou l'interprétation du présent Traité par tout moyen qu'il juge approprié, notamment en offrant ses bons offices, en invitant les États qui sont parties au différend à rechercher un règlement par la voie qui leur agrée, en portant la question à l'attention de la Conférence et en recommandant un délai d'exécution de toute procédure convenue.

4. La Conférence examine, quant aux différends, les points qui sont soulevés par des États parties ou qui sont portés à son attention par le Conseil exécutif. Si elle le juge nécessaire, la Conférence crée des organes chargés de contribuer au règlement des différends ou confie cette tâche à des organes existants, conformément au paragraphe 26, alinéa j), de l'article II.

5. La Conférence et le Conseil exécutif sont habilités séparément, sous réserve de l'autorisation de l'Assemblée générale des Nations Unies, à demander à la Cour internationale de Justice de donner un avis consultatif sur tout point de droit entrant dans le cadre des activités de l'Organisation. L'Organisation conclut un accord avec l'Organisation des Nations Unies à cette fin, conformément au paragraphe 38, alinéa h), de l'article II.

6. Les dispositions du présent article sont sans préjudice de celles des articles IV et V.

ARTICLE VII

AMENDEMENTS

1. À tout moment suivant l'entrée en vigueur du présent Traité, tout État partie peut proposer d'apporter des amendements au Traité, au Protocole ou aux Annexes du Protocole. Tout État partie peut aussi proposer d'apporter des modifications au Protocole ou aux Annexes y relatives en application du paragraphe 7. Les propositions d'amendement sont régies par la procédure énoncée aux paragraphes 2 à 6. Les propositions de modification faites en application du paragraphe 7 sont régies par la procédure énoncée au paragraphe 8.

2. L'amendement proposé ne peut être examiné et adopté que par une conférence d'amendement.

3. Toute proposition d'amendement est communiquée au Directeur général, qui la transmet à tous les États parties ainsi qu'au Dépositaire et demande aux États parties s'il y a lieu selon eux de convoquer une conférence d'amendement pour l'examiner. Si une majorité des États parties avisent le Directeur général, au plus tard 30 jours après la distribution du texte de la proposition, qu'ils sont favorables à la poursuite de l'examen de celle-ci, le Directeur général convoque une conférence d'amendement à laquelle tous les États parties sont invités.

4. La conférence d'amendement se tient immédiatement après une session ordinaire de la Conférence, à moins que tous les États parties favorables à la convocation d'une conférence d'amendement ne demandent qu'elle se tienne à une date plus rapprochée. La conférence d'amendement ne se tient en aucun cas moins de 60 jours après la distribution du texte de l'amendement proposé.

5. Les amendements sont adoptés par la conférence d'amendement par un vote positif d'une majorité des États parties, sans vote négatif d'aucun État partie.

6. Les amendements entrent en vigueur à l'égard de tous les États parties le trentième jour qui suit le dépôt des instruments de ratification ou d'acceptation par tous les États ayant exprimé un vote positif lors de la conférence d'amendement.

7. Pour maintenir la viabilité et l'efficacité du présent Traité, les première et troisième parties du Protocole et les Annexes 1 et 2 du Protocole sont susceptibles d'être modifiées conformément au paragraphe 8 si les modifications proposées se rapportent uniquement à des questions d'ordre administratif ou technique. Aucune autre disposition du Protocole ou des Annexes y relatives n'est susceptible d'être modifiée en vertu du paragraphe 8.

8. Les propositions de modification visées au paragraphe 7 suivent la procédure ci-après :

a) Le texte de la proposition de modification est transmis au Directeur général accompagné des renseignements nécessaires. Tout État partie et le Directeur général peuvent fournir un complément d'information aux fins de l'examen de la proposition. Le Directeur général transmet sans retard à tous les États parties, au Conseil exécutif et au Dépositaire cette proposition et ces informations;

b) Au plus tard 60 jours après réception de la proposition, le Directeur général l'examine pour déterminer toutes les conséquences qu'elle pourrait avoir sur les dispositions du présent Traité et leur application et communique toutes informations à ce sujet à tous les États parties et au Conseil exécutif;

c) Le Conseil exécutif étudie la proposition à la lumière de toutes les informations à sa disposition et détermine notamment si elle remplit les conditions énoncées au paragraphe 7. Au plus tard 90 jours après réception de la proposition, il notifie à tous les États parties sa recommandation, assortie des explications voulues, pour examen. Les États parties en accusent réception dans les 10 jours;

d) Si le Conseil exécutif recommande à tous les États parties d'adopter la proposition, celle-ci est réputée approuvée si aucun État partie ne s'y oppose dans un délai de 90 jours à compter de la réception de la recommandation. Si le Conseil exécutif recommande de rejeter la proposition, celle-ci est réputée rejetée si aucun État partie ne s'oppose à son rejet dans un délai de 90 jours à compter de la réception de la recommandation;

e) Si une recommandation du Conseil exécutif ne recueille pas l'approbation requise conformément aux dispositions de l'alinéa d), la Conférence se prononce à sa session suivante sur cette proposition quant au fond, notamment sur le point de savoir si elle satisfait aux conditions énoncées au paragraphe 7;

f) Le Directeur général notifie à tous les États parties et au Dépositaire toute décision prise en vertu du présent paragraphe;

g) Les modifications qui ont été approuvées conformément à la procédure énoncée ci-dessus entrent en vigueur à l'égard de tous les États parties le cent quatre-vingtième jour qui suit la date à laquelle le Directeur général a donné notification de leur approbation, à moins qu'un autre délai ne soit recommandé par le Conseil exécutif ou arrêté par la Conférence.

ARTICLE VIII

EXAMEN DU TRAITÉ

1. Sauf si une majorité des États parties en décide autrement, 10 ans après l'entrée en vigueur du présent Traité, une conférence des États parties a lieu pour examiner le fonctionnement et l'efficacité du Traité, en vue de s'assurer que les objectifs et les buts énoncés dans le préambule et les dispositions du Traité sont en voie de réalisation. Cet examen tient compte de toutes innovations scientifiques et technologiques ayant un rapport avec le Traité. Sur la base d'une demande présentée par l'un quelconque des États parties, la conférence d'examen envisage la possibilité d'autoriser la réalisation d'explosions nucléaires souterraines à des fins pacifiques. Si la conférence d'examen décide par consensus que de telles explosions nucléaires peuvent être autorisées, elle commence sans attendre ses travaux en vue de recommander aux États parties un amendement approprié du Traité, qui empêche que des avantages militaires ne soient retirés de ces explosions nucléaires. Toute proposition d'amendement à cet effet est communiquée au Directeur général par l'un quelconque des États parties et suit la procédure énoncée dans les dispositions correspondantes de l'article VII.

2. Par la suite, à des intervalles de 10 ans, d'autres conférences d'examen ayant le même objet peuvent être convoquées si la Conférence en décide ainsi l'année précédente à la majorité requise pour les questions de procédure. Une conférence ayant cet objet peut être convoquée après un intervalle de moins de 10 ans si la Conférence en décide ainsi selon la procédure prévue pour les questions de fond.

3. Les conférences d'examen se tiennent normalement immédiatement après la session annuelle ordinaire de la Conférence prévue à l'article II.

ARTICLE IX

DURÉE ET RETRAIT

1. Le présent Traité a une durée illimitée.

2. Chaque État partie, dans l'exercice de sa souveraineté nationale, a le droit de se retirer du présent Traité s'il juge que des événements extraordinaires en rapport avec l'objet du Traité ont compromis ses intérêts suprêmes.

3. Le retrait s'effectue en adressant avec un préavis de six mois une notification à tous les autres États parties, au Conseil exécutif, au Dépositaire et au Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies. Ladite notification contient un exposé de l'événement ou des événements extraordinaires que l'État partie considère comme ayant compromis ses intérêts suprêmes.

ARTICLE X

STATUT DU PROTOCOLE ET DES ANNEXES

Les Annexes du présent Traité, le Protocole et les Annexes du Protocole font partie intégrante du Traité. Toute référence au Traité renvoie également aux Annexes du Traité, au Protocole et aux Annexes du Protocole.

ARTICLE XI

SIGNATURE

Le présent Traité est ouvert à la signature de tous les États avant son entrée en vigueur.

ARTICLE XII

RATIFICATION

Le présent Traité est soumis à ratification par les États signataires suivant leurs règles constitutionnelles respectives.

ARTICLE XIII

ADHÉSION

Tout État qui n'a pas signé le présent Traité avant son entrée en vigueur peut y adhérer à tout moment par la suite.

ARTICLE XIV

ENTRÉE EN VIGUEUR

1. Le présent Traité entre en vigueur le cent quatre-vingtième jour qui suit la date de dépôt des instruments de ratification de tous les États indiqués à l'Annexe 2 du Traité, mais en aucun cas avant l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la date de son ouverture à la signature.

2. Si le présent Traité n'est pas entré en vigueur trois ans après la date de l'anniversaire de son ouverture à la signature, le Dépositaire convoque, à la demande de la majorité des États ayant déjà déposé leur instrument de ratification, une conférence desdits États. Ceux-ci déterminent à cette conférence dans quelle mesure la condition énoncée au paragraphe 1 a été remplie, puis se penchent et se prononcent par consensus sur les mesures qui pourraient être prises suivant le droit international en vue d'accélérer le processus de ratification et de faciliter ainsi l'entrée en vigueur du Traité à une date rapprochée.

3. À moins qu'il n'en soit décidé autrement à la conférence visée au paragraphe 2 ou lors d'autres conférences de cette nature, cette procédure est engagée de nouveau à l'occasion des anniversaires ultérieurs de l'ouverture du présent Traité à la signature, jusqu'à ce que celui-ci entre en vigueur.

4. Tous les États signataires sont invités à assister en qualité d'observateur à la conférence visée au paragraphe 2 et à toutes conférences ultérieures qui seraient tenues conformément au paragraphe 3.

5. À l'égard des États dont l'instrument de ratification ou d'adhésion est déposé après l'entrée en vigueur du présent Traité, celui-ci entre en vigueur le trentième jour qui suit la date de dépôt de cet instrument.

ARTICLE XV

RÉSERVES

Les articles et les Annexes du présent Traité ne peuvent pas donner lieu à des réserves. Les dispositions du Protocole et les Annexes du Protocole ne peuvent pas donner lieu à des réserves qui sont incompatibles avec l'objet et le but du Traité.

ARTICLE XVI

DÉPOSITAIRE

1. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies est le dépositaire du présent Traité; il enregistre les signatures et reçoit les instruments de ratification ou d'adhésion.

2. Le Dépositaire informe sans retard tous les États qui ont signé le présent Traité ou qui y ont adhéré de la date de chaque signature, de la date de dépôt de chaque instrument de ratification ou d'adhésion et de la date d'entrée en vigueur du Traité et de tous amendements ou modifications y relatifs, ainsi que de la réception de toutes autres notifications.

3. Le Dépositaire fait tenir aux gouvernements des États qui ont signé le présent Traité ou qui y ont adhéré des copies certifiées conformes du texte du Traité.

4. Le présent Traité est enregistré par le Dépositaire en application de l'Article 102 de la Charte des Nations Unies.

ARTICLE XVII

TEXTES FAISANT FOI

Le présent Traité, dont les textes anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe font également foi, est déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

ANNEXE 1 DU TRAITÉ

LISTE D'ÉTATS ÉTABLIE EN APPLICATION DU PARAGRAPHE 28 DE L'ARTICLE II

Afrique

Afrique du Sud, Algérie, Angola, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap-Vert, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Égypte, Érythrée, Éthiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Jamahiriya arabe libyenne, Kenya, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mozambique, Namibie, Niger, Nigéria, Ouganda, République centrafricaine, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Swaziland, Tchad, Togo, Tunisie, Zaïre, Zambie, Zimbabwe.

Europe orientale

Albanie, Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Croatie, Estonie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Géorgie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Slovaquie, Slovénie, Ukraine, Yougoslavie.

Amérique latine et Caraïbes

Antigua-et-Barbuda, Argentine, Bahamas, Barbade, Belize, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, Dominique, El Salvador, Équateur, Grenade, Guatemala, Guyana, Haïti, Honduras, Jamaïque, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, République dominicaine, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Suriname, Trinité-et-Tobago, Uruguay, Venezuela.

Moyen-Orient et Asie du Sud

Afghanistan, Arabie saoudite, Bahreïn, Bangladesh, Bhoutan, Émirats arabes unis, Inde, Iran (République islamique d'), Iraq, Israël, Jordanie, Kazakstan, Kirghizistan, Koweït, Liban, Maldives, Népal, Oman, Ouzbékistan, Pakistan, Qatar, République arabe syrienne, Sri Lanka, Tadjikistan, Turkménistan, Yémen.

Amérique du Nord et Europe occidentale

Allemagne, Andorre, Autriche, Belgique, Canada, Chypre, Danemark, Espagne, États-Unis d'Amérique, Finlande, France, Grèce, Irlande, Islande, Italie, Liechtenstein, Luxembourg, Malte, Monaco, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Saint-Siège, Suède, Suisse, Turquie.

Asie du Sud-Est, Pacifique et Extrême-Orient

Australie, Brunéi Darussalam, Cambodge, Chine, Fidji, Îles Cook, Îles Marshall, Îles Salomon, Indonésie, Japon, Kiribati, Malaisie, Micronésie (États fédérés de), Mongolie, Myanmar, Nauru, Nioué, Nouvelle-Zélande, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, République de Corée, République démocratique populaire lao, République populaire démocratique de Corée, Samoa, Singapour, Thaïlande, Tonga, Tuvalu, Vanuatu, Viet Nam.

ANNEXE 2 DU TRAITÉ

LISTE D'ÉTATS ÉTABLIE EN APPLICATION DE L'ARTICLE XIV

Liste des États membres de la Conférence du désarmement au 18 juin 1996 qui ont participé officiellement aux travaux de la session de 1996 de cette instance et dont le nom figure au tableau 1 de la publication de l'Agence internationale de l'énergie atomique consacrée aux réacteurs de puissance nucléaires dans le monde ("Nuclear Power Reactors in the World") (édition d'avril 1996), ainsi que des États membres de la Conférence du désarmement au 18 juin 1996 qui ont participé officiellement aux travaux de la session de 1996 de cette instance et dont le nom figure au tableau 1 de la publication de l'Agence internationale de l'énergie atomique consacrée aux réacteurs de recherche nucléaires dans le monde ("Nuclear Research Reactors in the World") (édition de décembre 1995) :

Afrique du Sud, Algérie, Allemagne, Argentine, Australie, Autriche, Bangladesh, Belgique, Brésil, Bulgarie, Canada, Chili, Chine, Colombie, Égypte, Espagne, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Finlande, France, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Israël, Italie, Japon, Mexique, Norvège, Pakistan, Pays-Bas, Pérou, Pologne, République de Corée, République populaire démocratique de Corée, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Suède, Suisse, Turquie, Ukraine, Viet Nam, Zaïre.

PROTOCOLE SE RAPPORTANT AU TRAITÉ D'INTERDICTION COMPLÈTE DES ESSAIS NUCLÉAIRES

PREMIÈRE PARTIE

LE SYSTÈME DE SURVEILLANCE INTERNATIONAL ET LES FONCTIONS DU CENTRE INTERNATIONAL DE DONNÉES

A. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1. Le Système de surveillance international comprend les installations de surveillance visées au paragraphe 16 de l'article IV ainsi que les moyens de communication correspondants.

2. Les installations de surveillance incorporées dans le Système de surveillance international sont celles qui sont indiquées à l'Annexe 1 du présent Protocole. Le Système de surveillance international satisfait aux exigences techniques et opérationnelles précisées dans les manuels opérationnels pertinents.

3. Conformément à l'article II, l'Organisation, agissant en coopération et en consultation avec les États parties, avec d'autres États et avec d'autres organisations internationales, selon les besoins, établit le Système de surveillance international, en coordonne l'exploitation et la maintenance et y fait apporter ultérieurement tout changement ou aménagement convenu.

4. Conformément aux accords ou arrangements et procédures pertinents, l'État - partie ou non - qui est l'hôte d'installations du Système de surveillance international ou en assume la responsabilité d'une autre manière se met d'accord et coopère avec le Secrétariat technique pour établir, exploiter, mettre à niveau, financer et entretenir les installations de surveillance, les laboratoires homologués pertinents et les moyens de communication correspondants dans des zones placées sous sa juridiction ou son contrôle, ou ailleurs, conformément au droit international. Cette coopération doit être conforme aux prescriptions touchant la sécurité et l'authentification comme aux spécifications techniques énoncées dans les manuels opérationnels pertinents. Cet État donne au Secrétariat technique un droit d'accès à une installation de surveillance pour vérifier le matériel et les liaisons de communication et accepte d'apporter au matériel et aux procédures d'exploitation les

modifications nécessaires pour satisfaire aux spécifications convenues. Le Secrétariat technique fournit à cet État l'assistance technique que le Conseil exécutif juge nécessaire au bon fonctionnement de l'installation dans le cadre du Système de surveillance international.

5. Les modalités de cette coopération entre l'Organisation et l'État - partie ou non - qui est l'hôte d'installations du Système de surveillance international ou en assume la responsabilité d'une autre manière sont énoncées dans des accords ou arrangements selon qu'il convient dans chaque cas.

B. SURVEILLANCE SISMOLOGIQUE

6. Chaque État partie s'engage à coopérer à un échange international de données sismologiques afin d'aider à la vérification du respect du Traité. Cette coopération comprend l'établissement et l'exploitation d'un réseau mondial de stations de surveillance sismologique primaires et auxiliaires. Ces stations fournissent des données au Centre international de données conformément à des procédures convenues.

7. Le réseau de stations primaires se compose des 50 stations indiquées au tableau 1-A de l'Annexe 1 du présent Protocole. Ces stations satisfont aux exigences techniques et opérationnelles précisées dans le Manuel opérationnel pour la surveillance sismologique et l'échange international de données sismologiques. Les données fournies sans interruption par les stations primaires sont transmises en ligne au Centre international de données, soit directement, soit par l'intermédiaire d'un centre national de données.

8. Pour compléter le réseau primaire, un réseau auxiliaire comptant 120 stations fournit des données au Centre international de données, à la demande de ce dernier, soit directement, soit par l'intermédiaire d'un centre national de données. Les stations auxiliaires à utiliser sont énumérées au tableau 1-B de l'Annexe 1 du présent Protocole. Les stations auxiliaires satisfont aux exigences techniques et opérationnelles précisées dans le Manuel opérationnel pour la surveillance sismologique et l'échange international de données sismologiques. Les données des stations auxiliaires peuvent être demandées à tout moment par le Centre international de données et sont immédiatement disponibles au moyen de liaisons interordinateurs directes.

C. SURVEILLANCE DES RADIONUCLÉIDES

9. Chaque État partie s'engage à coopérer à un échange international de données sur les radionucléides dans l'atmosphère afin d'aider à la vérification du respect du Traité. Cette coopération comprend l'établissement et l'exploitation d'un réseau mondial de stations de surveillance des radionucléides et de laboratoires homologués. Le réseau fournit des données au Centre international de données conformément à des procédures convenues.

10. Le réseau de stations servant à mesurer les radionucléides dans l'atmosphère comprend un réseau global de 80 stations ainsi qu'indiqué au tableau 2-A de l'Annexe 1 du présent Protocole. Toutes les stations ont la capacité nécessaire pour détecter la présence de particules pertinentes dans l'atmosphère. Quarante d'entre elles ont également, au moment de l'entrée en vigueur du Traité, la capacité requise pour détecter la présence de gaz rares pertinents. À cette fin, la Commission préparatoire soumet à l'approbation de la Conférence, lors de sa session initiale, une recommandation touchant ces 40 stations, choisies parmi celles qui sont indiquées au tableau 2-A de l'Annexe 1 du présent Protocole. Lors de sa première session annuelle ordinaire, la Conférence se penche et se prononce sur un plan de mise en oeuvre de capacités de détection des gaz rares dans l'ensemble du réseau. Le Directeur général établit à l'intention de la Conférence un rapport sur les modalités de la mise en oeuvre de telles capacités. Toutes les stations satisfont aux exigences techniques et opérationnelles précisées dans le Manuel opérationnel pour la surveillance des radionucléides et l'échange international de données sur les radionucléides.

11. Le réseau de stations de surveillance des radionucléides est appuyé par des laboratoires qui sont homologués par le Secrétariat technique, conformément au manuel opérationnel pertinent, aux fins de l'analyse, par contrat passé avec l'Organisation et à titre onéreux, des échantillons provenant des stations de surveillance des radionucléides. Les laboratoires, convenablement équipés, qui sont indiqués au tableau 2-B de l'Annexe 1 du présent Protocole sont aussi, selon qu'il convient, chargés par le Secrétariat technique d'effectuer des analyses complémentaires d'échantillons provenant des stations de surveillance des radionucléides. Avec l'accord du Conseil exécutif, d'autres laboratoires peuvent être homologués par le Secrétariat technique, si besoin est, aux fins de l'analyse régulière des échantillons provenant de stations de surveillance

fonctionnant en mode manuel. Tous les laboratoires homologués fournissent les résultats de leurs analyses au Centre international de données en satisfaisant aux exigences techniques et opérationnelles précisées dans le Manuel opérationnel pour la surveillance des radionucléides et l'échange international de données sur les radionucléides.

D. SURVEILLANCE HYDROACOUSTIQUE

12. Chaque État partie s'engage à coopérer à un échange international de données hydroacoustiques afin d'aider à la vérification du respect du Traité. Cette coopération comprend l'établissement et l'exploitation d'un réseau mondial de stations de surveillance hydroacoustique. Ces stations fournissent des données au Centre international de données conformément à des procédures convenues.

13. Le réseau de stations hydroacoustiques se compose des stations indiquées au tableau 3 de l'Annexe 1 du présent Protocole et comprend en tout six stations à hydrophones et cinq stations de détection des phases T. Ces stations satisfont aux exigences techniques et opérationnelles précisées dans le Manuel opérationnel pour la surveillance hydroacoustique et l'échange international de données hydroacoustiques.

E. SURVEILLANCE DES INFRASONS

14. Chaque État partie s'engage à coopérer à un échange international de données infrasonores afin d'aider à la vérification du respect du Traité. Cette coopération comprend l'établissement et l'exploitation d'un réseau mondial de stations de détection des infrasons. Ces stations fournissent des données au Centre international de données conformément à des procédures convenues.

15. Le réseau de stations de détection des infrasons se compose des stations indiquées au tableau 4 de l'Annexe 1 du présent Protocole et comprend en tout 60 stations. Ces stations satisfont aux exigences techniques et opérationnelles précisées dans le Manuel opérationnel pour la surveillance des infrasons et l'échange international de données infrasonores.

F. FONCTIONS DU CENTRE INTERNATIONAL DE DONNÉES

16. Le Centre international de données reçoit, collecte, traite, analyse et archive les données provenant des installations du Système de surveillance international, y compris les résultats des analyses effectuées dans les laboratoires homologués, et rend compte de ces données et résultats.

17. Les procédures et les critères de filtrage standard des événements que doit suivre le Centre international de données afin de remplir les fonctions qu'il a été convenu de lui attribuer, en particulier afin de produire des données et documents standard et de fournir aux États parties un éventail de services standard, sont énoncés dans le Manuel opérationnel pour le Centre international de données et progressivement développés. Les procédures et critères élaborés initialement par la Commission préparatoire sont soumis à l'approbation de la Conférence lors de sa session initiale.

Produits standard du Centre international de données

18. Le Centre international de données applique régulièrement aux données brutes provenant du Système de surveillance international des méthodes de traitement automatique et d'analyse interactive avec intervention humaine afin de produire et d'archiver ses données et documents standard pour le compte de tous les États parties. Ces produits, qui sont fournis sans qu'il en coûte aux États parties et ne préjugent pas des décisions prises en définitive quant à la nature de tout événement - lesquelles restent du ressort des États parties - comprennent :

a) Des listes intégrées de tous les signaux détectés par le Système de surveillance international, ainsi que des listes et bulletins standard des événements, où sont indiquées les valeurs et incertitudes associées, calculées pour chaque événement que le Centre international de données a localisé en se fondant sur un ensemble de paramètres standard;

b) Des bulletins standard des événements filtrés, résultant de l'application de critères de filtrage standard à chaque événement par le Centre international de données, qui s'aide en cela des paramètres de caractérisation indiqués à l'Annexe 2 du présent Protocole, l'objectif étant de caractériser, de mettre en évidence dans le bulletin standard et, ainsi, d'écarter les événements considérés comme correspondant à des

phénomènes naturels ou des phénomènes artificiels non nucléaires. Le bulletin standard des événements indique par des chiffres le degré auquel chaque événement répond ou ne répond pas aux critères de filtrage des événements. Aux fins du filtrage standard des événements, le Centre international de données applique des critères valables à l'échelle mondiale, et des critères complémentaires afin de tenir compte de variations régionales là où cela est possible. Il améliore ses capacités techniques à mesure qu'il acquiert une expérience de l'exploitation du Système de surveillance international;

c) Des résumés récapitulant les données acquises et archivées par le Centre international de données, les produits du Centre, ainsi que le fonctionnement et la capacité opérationnelle du Système de surveillance international et du Centre;

d) Des extraits ou sous-ensembles des produits standard du Centre visés aux alinéas a) à c), selon la demande de tel ou tel État partie.

19. Le Centre international de données réalise des études spéciales, à la demande de l'Organisation ou d'un État partie, sans qu'il en coûte aux États parties, pour parvenir, grâce à l'analyse technique approfondie que des experts font des données issues du Système de surveillance international, à une définition plus précise des valeurs attribuées aux paramètres standard pour des signaux et des événements donnés.

Services fournis aux États parties par le Centre international de données

20. Le Centre international de données assure aux États parties, dans des conditions d'égalité et en temps utile, un accès libre et commode à toutes les données issues du Système de surveillance international, brutes ou traitées, à tous ses produits et à toutes les autres données issues du Système de surveillance international qui se trouvent dans ses archives, ou sert d'intermédiaire, pour l'accès dans ces mêmes conditions, à celles qui se trouvent dans les archives des installations du Système de surveillance international. Les services visant à faciliter l'accès aux données et la fourniture des données sont notamment les suivants :

a) La transmission automatique et régulière à l'État partie des produits du Centre international de données ou de ceux de ces produits que l'État partie a choisis, et, sur demande, des données du Système de surveillance international que l'État partie a choisies;

b) La fourniture des données ou produits générés à l'intention d'États parties qui demandent spécialement que des données et produits soient extraits des archives du Centre international de données et des installations du Système de surveillance international, y compris par un accès électronique interactif à la base de données du Centre;

c) L'analyse technique par des experts pour un État partie, sans qu'il en coûte au demandeur pour des efforts raisonnables, des données issues du Système de surveillance international et d'autres données pertinentes apportées par le demandeur, afin d'aider celui-ci à identifier la source d'événements précis. Le résultat de toute analyse technique de ce genre est considéré comme étant un produit de l'État partie demandeur, mais est à la disposition de tous les États parties.

Les services du Centre international de données visés aux alinéas a) et b) sont offerts gratuitement à chaque État partie. Les volumes de données à mettre à disposition et leurs modes de présentation sont indiqués dans le Manuel opérationnel pour le Centre international de données.

Filtrage national des événements

21. Si un État partie le lui demande, le Centre international de données applique régulièrement et automatiquement à l'un quelconque de ses produits standard des critères de filtrage nationaux définis par cet État et fournit à celui-ci les résultats de cette analyse. Ce service est assuré sans qu'il en coûte à l'État partie demandeur. Le résultat de ce filtrage national des événements est considéré comme un produit de l'État partie demandeur.

Assistance technique

22. Le Centre international de données fournit individuellement et sur demande une assistance technique aux États parties :

a) En les aidant à définir leurs propres besoins en matière de sélection et de filtrage des données et produits;

b) En installant au Centre international de données, sans qu'il en coûte à l'État partie demandeur pour des efforts raisonnables, des algorithmes informatiques ou des logiciels fournis par cet État pour calculer, en ce qui concerne les signaux et les événements, des paramètres qui ne sont pas indiqués dans le Manuel opérationnel pour le Centre international de données, les résultats étant considérés comme des produits de l'État partie demandeur;

c) En aidant les États parties à développer, dans un centre national de données, la capacité de recevoir, de traiter et d'analyser les données issues du Système de surveillance international.

23. Le Centre international de données surveille et fait connaître en permanence l'état de fonctionnement des installations du Système de surveillance international, des liaisons de communication et de ses propres systèmes de traitement. Il informe immédiatement les responsables dans le cas où une composante quelconque ne fonctionne pas au niveau convenu indiqué dans le manuel opérationnel pertinent.

DEUXIÈME PARTIE

INSPECTIONS SUR PLACE

A. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1. Les procédures énoncées dans la présente partie sont appliquées conformément aux dispositions relatives aux inspections sur place qui figurent à l'article IV.

2. L'inspection sur place est effectuée dans la zone où s'est produit l'événement qui a déclenché la demande d'inspection sur place.

3. La zone d'une inspection sur place doit être d'un seul tenant et sa superficie ne pas dépasser 1 000 kilomètres carrés. Il ne doit pas y avoir de distance linéaire supérieure à 50 kilomètres dans une direction quelconque.

4. L'inspection sur place ne dure pas plus de 60 jours à compter de la date à laquelle il est fait droit à la demande d'inspection sur place conformément au paragraphe 46 de l'article IV, mais peut être prolongée de 70 jours au maximum conformément au paragraphe 49 de l'article IV.

5. Si la zone d'inspection spécifiée dans le mandat d'inspection s'étend au territoire ou à un autre lieu placé sous la juridiction ou le contrôle de plusieurs États parties, les dispositions relatives aux inspections sur place s'appliquent, selon les besoins, à chacun des États parties visés.

6. Dans les cas où la zone d'inspection est sous la juridiction ou le contrôle de l'État partie inspecté mais est située sur le territoire d'un autre État partie ou s'il faut passer par le territoire d'un autre État partie pour accéder à la zone d'inspection à partir du point d'entrée, l'État partie inspecté exerce les droits et s'acquitte des obligations concernant ces inspections conformément au présent Protocole. En pareil cas, l'État partie sur le territoire duquel est située la zone d'inspection facilite l'inspection et fournit l'appui nécessaire pour permettre à l'équipe d'inspection d'accomplir ses tâches dans les délais et avec l'efficacité voulus. Les États parties par le territoire desquels il faut passer pour atteindre la zone d'inspection facilitent ce passage.

7. Dans les cas où la zone d'inspection est sous la juridiction ou le contrôle de l'État partie inspecté mais est située sur le territoire d'un État qui n'est pas partie au Traité, l'État partie inspecté prend toutes les mesures nécessaires pour que l'inspection puisse être réalisée conformément au présent Protocole. Un État partie qui a sous sa juridiction ou son contrôle une ou plusieurs zones situées sur le territoire d'un État non partie au Traité prend toutes les mesures nécessaires pour assurer l'acceptation, par l'État sur le territoire duquel est située la zone d'inspection, des inspecteurs et assistants d'inspection désignés à cet État partie. Si un État partie inspecté est dans l'impossibilité d'assurer l'accès, il démontre qu'il a pris toutes les mesures nécessaires pour y parvenir.

8. Dans les cas où la zone d'inspection est située sur le territoire d'un État partie mais est sous la juridiction ou le contrôle d'un État qui n'est pas partie au Traité, l'État partie prend toutes les mesures nécessaires requises d'un État partie inspecté et d'un État partie sur le territoire duquel est située la zone d'inspection, sans préjudice des règles et pratiques du droit international, pour que l'inspection sur place puisse être effectuée conformément au présent Protocole. Si l'État partie est dans l'impossibilité d'assurer l'accès à la zone d'inspection, il démontre qu'il a pris toutes les mesures nécessaires pour y parvenir, sans préjudice des règles et pratiques du droit international.

9. L'effectif de l'équipe d'inspection est limité au minimum requis pour que le mandat d'inspection soit exécuté comme il se doit. Le nombre total des membres de l'équipe d'inspection présents au même moment sur le territoire de l'État partie inspecté ne doit pas dépasser 40, hormis pendant les opérations de forage. Aucun ressortissant de l'État partie requérant ou de l'État partie inspecté n'est membre de l'équipe d'inspection.

10. Le Directeur général détermine l'effectif de l'équipe d'inspection et en choisit les membres parmi les inspecteurs et assistants d'inspection figurant sur la liste, eu égard aux circonstances d'une demande particulière.

11. L'État partie inspecté fournit ou fait le nécessaire pour que soient fournies à l'équipe d'inspection les commodités dont elle a besoin, notamment des moyens de communication, des services d'interprétation, des moyens de transport, des locaux, le logement, les repas et les soins médicaux.

12. L'Organisation rembourse à l'État partie inspecté, dans un délai raisonnable après l'achèvement de l'inspection, toutes les dépenses entraînées par le séjour de l'équipe d'inspection et l'exécution des activités officielles de celle-ci sur le territoire de cet État, y compris par les facilités visées aux paragraphes 11 et 49.

13. Les procédures d'exécution des inspections sur place sont détaillées dans le Manuel opérationnel pour les inspections sur place.

B. ARRANGEMENTS PERMANENTS

Désignation des inspecteurs et des assistants d'inspection

14. L'équipe d'inspection peut être composée d'inspecteurs et d'assistants d'inspection. L'inspection sur place n'est effectuée que par des inspecteurs qualifiés, spécialement désignés pour cette fonction. Ils peuvent être secondés par des assistants d'inspection spécialement désignés, par exemple du personnel technique et administratif, des membres d'équipage et des interprètes.

15. Les inspecteurs et assistants d'inspection sont proposés pour désignation par les États parties ou, dans le cas de personnel du Secrétariat technique, par le Directeur général, sur la base de leurs compétences et de leur expérience en rapport avec l'objet et les fonctions des inspections sur place. La désignation des personnes pressenties est approuvée à l'avance par les États parties conformément au paragraphe 18.

16. Au plus tard 30 jours après l'entrée en vigueur du Traité à son égard, chaque État partie informe le Directeur général du nom, de la date de naissance, du sexe, du rang, ainsi que des qualifications et de l'expérience professionnelle des personnes qu'il propose de désigner comme inspecteurs et assistants d'inspection.

17. Au plus tard 60 jours après l'entrée en vigueur du Traité, le Secrétariat technique communique par écrit à tous les États parties une liste initiale donnant le nom, la nationalité, la date de naissance, le sexe et le rang des inspecteurs et assistants d'inspection dont la désignation est proposée par le Directeur général et les États parties, et indique aussi leurs qualifications et leur expérience professionnelle.

18. Chaque État partie accuse immédiatement réception de la liste initiale d'inspecteurs et assistants d'inspection dont la désignation est proposée. Tout inspecteur ou assistant d'inspection qui y figure est réputé accepté si l'État partie n'a pas manifesté son refus par écrit au plus tard 30 jours après avoir accusé réception de cette liste. L'État partie peut indiquer la raison de son opposition. En cas de refus, l'inspecteur ou assistant d'inspection proposé ne doit pas procéder ni participer à des activités d'inspection sur place sur le territoire de l'État partie qui a opposé son refus, ni en aucun autre lieu placé sous la juridiction ou le contrôle de cet État. Le Secrétariat technique accuse immédiatement réception de la notification d'opposition.

19. Chaque fois que le Directeur général ou un État partie propose d'apporter des additions ou des modifications à la liste des inspecteurs et assistants d'inspection, les inspecteurs et assistants d'inspection désignés à leur place le sont de la même manière que dans le cas des personnes figurant sur la liste initiale. Si un inspecteur ou un assistant d'inspection pressenti par un État partie ne peut plus remplir les fonctions d'inspecteur ou d'assistant d'inspection, l'État partie en informe promptement le Secrétariat technique.

20. Le Secrétariat technique tient à jour la liste des inspecteurs et assistants d'inspection et informe tous les États parties de toutes additions ou modifications apportées à la liste.

21. L'État partie qui demande une inspection sur place peut proposer qu'un inspecteur dont le nom figure sur la liste des inspecteurs et assistants d'inspection fasse office d'observateur de cet État conformément au paragraphe 61 de l'article IV.

22. Sous réserve des dispositions du paragraphe 23, un État partie a le droit de formuler à tout moment une objection contre un inspecteur ou un assistant d'inspection qui a déjà été accepté. Il fait connaître par écrit son opposition au Secrétariat technique et peut exposer les raisons

qui la motivent. L'opposition prend effet 30 jours après réception de l'avis par le Secrétariat technique. Le Secrétariat technique accuse immédiatement réception de la notification de l'objection et informe l'État partie qui a opposé son refus comme l'État partie qui a proposé la désignation de l'intéressé de la date à laquelle l'inspecteur ou l'assistant d'inspection cessera d'être désigné pour cet État-là.

23. L'État partie auquel une inspection a été notifiée ne cherche pas à écarter de l'équipe d'inspection l'un quelconque des inspecteurs ou assistants d'inspection nommés dans le mandat d'inspection.

24. Le nombre d'inspecteurs et assistants d'inspection acceptés par un État partie doit être suffisant pour permettre de disposer d'un nombre approprié d'inspecteurs et assistants d'inspection. Si le Directeur général estime que le refus par un État partie d'inspecteurs ou assistants d'inspection proposés empêche la désignation d'un nombre suffisant d'inspecteurs et assistants d'inspection ou fait obstacle de quelque autre manière à la réalisation effective des buts d'une inspection sur place, il saisit le Conseil exécutif de la question.

25. Chaque inspecteur dont le nom figure sur la liste d'inspecteurs et assistants d'inspection suit une formation adéquate. Cette formation est dispensée par le Secrétariat technique, conformément aux procédures spécifiées dans le Manuel opérationnel pour les inspections sur place. Le Secrétariat technique coordonne, en accord avec les États parties, un programme de formation pour les inspecteurs.

<u>Privilèges et immunités</u>

26. Après avoir accepté la liste initia e d'inspecteurs et assistants d'inspection comme prévu au paragraphe 18 ou la liste modifiée ultérieurement conformément au paragraphe 19, chaque État partie est tenu de délivrer, selon ses procédures nationales et sur demande d'un inspecteur ou assistant d'inspection, des visas d'entrées/sorties multiples ou de transit et tout autre document pertinent permettant à chacun des inspecteurs ou assistants d'inspection d'entrer et de séjourner sur son territoire aux seules fins de la réalisation des activités d'inspection. Chaque État partie délivre les visas ou documents de voyage nécessaires à ces fins au plus tard 48 heures après réception de la demande ou immédiatement à l'arrivée de l'équipe d'inspection au point d'entrée sur son territoire. La durée de validité de ces documents doit

être aussi longue qu'il est nécessaire pour que l'inspecteur ou assistant d'inspection puisse rester sur le territoire de l'État partie inspecté aux seules fins de la réalisation des activités d'inspection.

27. Afin de pouvoir exercer efficacement leurs fonctions, les membres de l'équipe d'inspection jouissent des privilèges et immunités énoncés aux alinéas a) à i). Les privilèges et immunités sont accordés aux membres de l'équipe d'inspection dans l'intérêt du Traité et non à leur avantage personnel. Les membres de l'équipe d'inspection en bénéficient durant toute la période qui s'écoule entre le moment où ils arrivent sur le territoire de l'État partie inspecté et celui où ils le quittent et, ultérieurement, pour les actes qu'ils ont accomplis précédemment dans l'exercice de leurs fonctions officielles.

a) Les membres de l'équipe d'inspection jouissent de l'inviolabilité accordée aux agents diplomatiques conformément à l'article 29 de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques, du 18 avril 1961;

b) Les lieux d'habitation et les bureaux occupés par l'équipe d'inspection qui procède à des activités d'inspection conformément au Traité jouissent de l'inviolabilité et de la protection accordées aux demeures privées des agents diplomatiques conformément à l'article 30, paragraphe 1, de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques;

c) Les documents et la correspondance de l'équipe d'inspection, y compris ses enregistrements, jouissent de l'inviolabilité accordée à tous les documents et à la correspondance des agents diplomatiques conformément à l'article 30, paragraphe 2, de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques. L'équipe d'inspection a le droit de faire usage de codes pour ses communications avec le Secrétariat technique;

d) Les échantillons et le matériel approuvé que transportent les membres de l'équipe d'inspection sont inviolables sous réserve des dispositions du Traité et sont exemptés de tous droits de douane. Les échantillons dangereux sont transportés conformément à la réglementation pertinente;

e) Les membres de l'équipe d'inspection jouissent des immunités accordées aux agents diplomatiques conformément à l'article 31, paragraphes 1, 2 et 3, de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques;

f) Les membres de l'équipe d'inspection menant les activités qui leur incombent conformément au Traité bénéficient de l'exemption de tous impôts et taxes accordée aux agents diplomatiques conformément à l'article 34 de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques;

g) Les membres de l'équipe d'inspection sont autorisés à apporter sur le territoire de l'État partie inspecté, sans droits de douane ni autres redevances, les objets destinés à leur usage personnel, à l'exception des articles dont l'importation ou l'exportation est interdite par la loi ou régie par des règlements de quarantaine;

h) Les membres de l'équipe d'inspection bénéficient des mêmes facilités, en matière monétaire et de change, que celles qui sont accordées aux représentants de gouvernements étrangers en mission officielle temporaire;

i) Les membres de l'équipe d'inspection ne doivent pas exercer d'activité professionnelle ou commerciale en vue d'un gain personnel sur le territoire de l'État partie inspecté.

28. Lorsqu'ils passent par le territoire d'autres États parties que l'État partie inspecté, les membres de l'équipe d'inspection jouissent des privilèges et immunités accordés aux agents diplomatiques conformément à l'article 40, paragraphe 1, de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques. Les documents et la correspondance, y compris les enregistrements, les échantillons et le matériel approuvé qu'ils transportent jouissent de l'inviolabilité et de l'exemption stipulées aux alinéas c) et d) du paragraphe 27.

29. Sans préjudice de leurs privilèges et immunités, les membres de l'équipe d'inspection sont tenus de respecter les lois et règlements de l'État partie inspecté et, dans la mesure où cela est compatible avec le mandat d'inspection, sont tenus de ne pas s'immiscer dans les affaires intérieures de cet État. Si l'État partie inspecté estime qu'il y a eu abus des privilèges et immunités spécifiés dans le présent Protocole, des consultations sont engagées entre l'État partie en question et le Directeur général afin d'établir s'il y a effectivement eu abus et, si tel est le cas, d'empêcher que cela ne se reproduise.

30. Le Directeur général peut lever l'immunité de juridiction accordée aux membres de l'équipe d'inspection lorsque, à son avis, cette immunité entraverait le cours de la justice et qu'elle peut être levée sans nuire à l'application des dispositions du Traité. La levée de l'immunité doit toujours être expresse.

31. Les observateurs bénéficient des mêmes privilèges et immunités que ceux qui sont accordés aux membres de l'équipe d'inspection conformément à la présente section, à l'exception de ceux qui sont accordés conformément à l'alinéa d) du paragraphe 27.

Points d'entrée

32. Chaque État partie fixe ses points d'entrée et fournit au Secrétariat technique les informations nécessaires au plus tard 30 jours après l'entrée en vigueur du Traité à son égard. Ces points d'entrée sont choisis de telle manière que l'équipe d'inspection puisse, de l'un d'entre eux au moins, atteindre toute zone d'inspection dans les 24 heures. Le Secrétariat technique indique à tous les États parties où se trouvent les points d'entrée. Les points d'entrée peuvent aussi servir de points de sortie.

33. Tout État partie peut modifier les points d'entrée à condition d'en aviser le Secrétariat technique. Ces modifications prennent effet 30 jours après que le Secrétariat technique en a été avisé, de sorte qu'il puisse en informer dûment tous les États parties.

34. Si le Secrétariat technique estime qu'il n'y a pas suffisamment de points d'entrée pour assurer la réalisation des inspections en temps voulu, ou que les modifications des points d'entrée proposées par un État partie risquent d'empêcher leur réalisation en temps voulu, il engage des consultations avec l'État partie intéressé afin de régler le problème.

Arrangements concernant l'utilisation d'appareils effectuant des vols non réguliers

35. Dans les cas où l'équipe d'inspection n'est pas en mesure de se rendre au point d'entrée en temps voulu au moyen de vols commerciaux réguliers, elle peut utiliser des appareils effectuant des vols non réguliers. Au plus tard 30 jours après l'entrée en vigueur du Traité à son égard, chaque État partie communique au Secrétariat technique un

numéro permanent d'autorisation diplomatique pour les vols non réguliers d'appareils transportant une équipe d'inspection et le matériel nécessaire à l'inspection. L'itinéraire suivi emprunte les routes aériennes internationales établies dont sont convenus l'État partie et le Secrétariat technique comme base de l'autorisation diplomatique délivrée.

Matériel d'inspection approuvé

36. La Conférence examine et approuve à sa session initiale une liste de matériel destiné à être utilisé pendant les inspections sur place. Chaque État partie peut soumettre des propositions concernant l'inclusion de matériel dans la liste. Les spécifications d'emploi du matériel, détaillées dans le Manuel opérationnel pour les inspections sur place, tiennent compte des considérations de sécurité et de confidentialité eu égard aux endroits où ce matériel est susceptible d'être utilisé.

37. Le matériel destiné à être utilisé pendant les inspections sur place se compose du matériel de base pour les activités et techniques d'inspection spécifiées au paragraphe 69 et du matériel auxiliaire nécessaire pour effectuer les inspections sur place efficacement et dans les délais.

38. Le Secrétariat technique veille à ce que tous les types de matériel approuvé soient disponibles pour les inspections sur place au moment voulu. Quand du matériel est requis pour une inspection sur place, le Secrétariat technique doit dûment certifier que le matériel a été étalonné, entretenu et protégé. Afin de faciliter la vérification du matériel au point d'entrée par l'État partie inspecté, le Secrétariat technique fournit une documentation et appose des scellés pour authentifier la certification.

39. Tout matériel détenu en permanence est sous la garde du Secrétariat technique. Le Secrétariat technique est responsable de l'entretien et de l'étalonnage de ce matériel.

40. Selon que de besoin, le Secrétariat technique passe des arrangements avec les États parties pour qu'ils fournissent du matériel mentionné dans la liste. Ces États parties sont responsables de l'entretien et de l'étalonnage du matériel en question.

C. DEMANDE D'INSPECTION SUR PLACE, MANDAT D'INSPECTION ET NOTIFICATION D'UNE INSPECTION

Demande d'inspection sur place

41. Conformément au paragraphe 37 de l'article IV, la demande d'inspection sur place contient au moins les renseignements suivants :

a) Les coordonnées géographiques et verticales estimées du lieu de l'événement qui a déclenché la demande, avec une indication de la marge d'erreur possible;

b) Les limites proposées de la zone à inspecter, tracées sur une carte et en conformité avec les paragraphes 2 et 3;

c) L'État partie ou les États parties à inspecter ou l'indication que la zone à inspecter ou une partie de cette zone n'est placée sous la juridiction ou le contrôle d'aucun État;

d) Le milieu probable de l'événement qui a déclenché la demande;

e) Le moment estimé de l'événement qui a déclenché la demande, avec une indication de la marge d'erreur possible;

f) Toutes les données sur lesquelles est fondée la demande;

g) Tous renseignements utiles sur la personne de l'observateur proposé;

h) Les résultats de toute procédure de consultation et de clarification engagée conformément à l'article IV ou, s'il y a lieu, l'exposé des motifs pour lesquels il n'a pas été engagé de procédure de ce genre.

Mandat d'inspection

42. Le mandat d'une inspection sur place contient les renseignements suivants :

a) La décision du Conseil exécutif sur la demande d'inspection sur place;

b) Le nom de l'État partie ou des États parties à inspecter ou l'indication que la zone d'inspection ou une partie de cette zone n'est sous la juridiction ou le contrôle d'aucun État;

c) Le lieu et les limites de la zone d'inspection indiqués sur une carte compte tenu de tous les renseignements sur lesquels la demande a été fondée et de toutes les autres données d'information techniques disponibles, après consultation de l'État partie requérant;

d) Les types d'activité prévus de l'équipe d'inspection dans la zone d'inspection;

e) Le point d'entrée à utiliser par l'équipe d'inspection;

f) Les points de passage ou les bases, selon que de besoin;

g) Le nom du chef de l'équipe d'inspection;

h) Les noms des membres de l'équipe d'inspection;

i) Le nom de l'observateur proposé, le cas échéant;

j) La liste du matériel à utiliser dans la zone d'inspection.

Si une décision prise par le Conseil exécutif en application des paragraphes 46 à 49 de l'article IV nécessite une modification du mandat d'inspection, le Directeur général peut actualiser le mandat en ce qui concerne les alinéas d), h) et j), selon que de besoin. Le Directeur général informe immédiatement l'État partie inspecté de cette modification.

Notification d'une inspection

43. La notification faite par le Directeur général en application du paragraphe 55 de l'article IV comprend les renseignements suivants :

a) Le mandat d'inspection;

b) La date et l'heure d'arrivée prévues de l'équipe d'inspection au point d'entrée;

c) Les moyens de transport au point d'entrée;

d) Le cas échéant, le numéro permanent d'autorisation diplomatique délivré pour des vols non réguliers;

e) La liste de tout matériel que le Directeur général demande à l'État partie inspecté de mettre à la disposition de l'équipe d'inspection aux fins d'utilisation dans la zone d'inspection.

44. L'État partie inspecté accuse réception de la notification faite par le Directeur général au plus tard 12 heures après réception de ladite notification.

D. ACTIVITÉS PRÉCÉDANT L'INSPECTION

Entrée sur le territoire de l'État partie inspecté, activités au point d'entrée et transfert jusqu'à la zone d'inspection

45. L'État partie inspecté qui a été avisé de l'arrivée d'une équipe d'inspection fait le nécessaire pour qu'elle puisse pénétrer immédiatement sur son territoire.

46. En cas d'utilisation d'un appareil effectuant des vols non réguliers pour assurer le déplacement jusqu'au point d'entrée, le Secrétariat technique fournit à l'État partie inspecté, par l'intermédiaire de l'autorité nationale, un plan de vol de l'aéronef entre le dernier aéroport avant la pénétration dans l'espace aérien de cet État partie et le point d'entrée, au moins six heures avant l'heure prévue pour le départ de cet aéroport. Ce plan est enregistré conformément aux procédures de l'Organisation de l'aviation civile internationale s'appliquant aux aéronefs civils. Le Secrétariat technique indique dans la section de chaque plan de vol consacrée aux observations le numéro permanent d'autorisation diplomatique et l'annotation appropriée désignant l'appareil comme appareil d'inspection. S'il est utilisé un appareil militaire, le Secrétariat technique demande au préalable à l'État partie inspecté d'accorder l'autorisation de pénétrer dans son espace aérien.

47. Au moins trois heures avant le départ prévu de l'équipe d'inspection du dernier aéroport qui précède la pénétration dans l'espace aérien de l'État partie inspecté, ce dernier fait le nécessaire pour que le plan de

vol déposé conformément aux dispositions du paragraphe 46 soit approuvé, de sorte que l'équipe d'inspection puisse arriver au point d'entrée à l'heure prévue.

48. Au besoin, le chef de l'équipe d'inspection et le représentant de l'État partie inspecté conviennent d'établir une base et un plan de vol depuis le point d'entrée jusqu'à cette base et, s'il y a lieu, jusqu'à la zone d'inspection.

49. L'État partie inspecté fournit ou prend les dispositions nécessaires pour assurer, au point d'entrée et, au besoin, à la base ainsi que dans la zone d'inspection, les facilités requises par le Secrétariat technique pour le stationnement, la sécurité, l'entretien courant et le ravitaillement en carburant des aéronefs de l'équipe d'inspection. Ces appareils ne sont pas assujettis à des taxes d'atterrissage ou de départ et autres redevances similaires. Les dispositions du présent paragraphe s'appliquent également aux aéronefs utilisés pour le survol lors de l'inspection sur place.

50. Sous réserve des dispositions du paragraphe 51, l'État partie inspecté n'impose aucune restriction à l'équipe d'inspection quant au fait d'apporter sur le territoire de cet État du matériel approuvé qui est conforme au mandat d'inspection, ou de l'utiliser conformément aux dispositions du Traité et du présent Protocole..

51. L'État partie inspecté a le droit, sans préjudice des délais fixés au paragraphe 54, de vérifier en présence des membres de l'équipe d'inspection au point d'entrée que le matériel a été approuvé et homologué conformément aux dispositions du paragraphe 38. L'État partie inspecté peut refuser le matériel qui n'est pas conforme au mandat d'inspection ou qui n'a pas été approuvé et homologué conformément aux dispositions du paragraphe 38.

52. Dès son arrivée au point d'entrée et sans préjudice des délais fixés au paragraphe 54, le chef de l'équipe d'inspection présente au représentant de l'État partie inspecté le mandat d'inspection et un plan d'inspection initial établi par l'équipe d'inspection dans lequel sont précisées les activités que celle-ci doit mener. Les représentants de l'État partie inspecté donnent à l'équipe d'inspection, à l'aide de cartes ou d'autres documents, selon qu'il convient, des informations générales quant aux caractéristiques pertinentes du terrain naturel, aux questions

de sécurité et de confidentialité et aux arrangements logistiques en vue de l'inspection. L'État partie inspecté peut indiquer les lieux situés lans la zone d'inspection qui, à son avis, n'ont pas de rapports avec l'objet de l'inspection.

53. Après l'exposé d'information précédant l'inspection, l'équipe d'inspection modifie, selon qu'il convient, le plan d'inspection initial en tenant compte de toutes observations formulées par l'État partie inspecté. Le plan d'inspection modifié est mis à la disposition du représentant de l'État partie inspecté.

54. L'État partie inspecté fait tout ce qui est en son pouvoir pour prêter assistance à l'équipe d'inspection et assurer la sécurité du transport de celle-ci, du matériel approuvé spécifié aux paragraphes 50 et 51 ainsi que des bagages, du point d'entrée jusqu'à la zone d'inspection, au plus tard 36 heures après l'arrivée au point d'entrée, à moins qu'il n'ait été convenu d'une autre échéance dans les délais indiqués au paragraphe 57.

55. Pour confirmer que le lieu où elle a été conduite correspond bien à la zone d'inspection spécifiée dans le mandat d'inspection, l'équipe d'inspection a le droit d'utiliser un matériel de localisation approuvé. L'État partie inspecté l'aide dans cette tâche.

E. CONDUITE DES INSPECTIONS

Règles générales

56. L'équipe d'inspection accomplit ses fonctions en se conformant aux dispositions du Traité et du présent Protocole.

57. L'équipe d'inspection commence ses activités dans la zone d'inspection dès que possible et, en tout état de cause, au plus tard 72 heures après son arrivée au point d'entrée.

58. Les activités de l'équipe d'inspection sont organisées de sorte que ses membres puissent accomplir leurs fonctions dans les délais et avec l'efficacité voulus et qu'elles gênent le moins possible l'État partie inspecté et perturbent au minimum la zone inspectée.

59. S'il a été demandé à l'État partie inspecté, en application de l'alinéa e) du paragraphe 43 ou au cours de l'inspection, de mettre à la disposition de l'équipe d'inspection tout matériel utile dans la zone d'inspection, l'État partie inspecté accède à cette demande autant que faire se peut.

60. Durant l'inspection sur place, l'équipe d'inspection a, notamment :

a) Le droit de déterminer comment l'inspection se déroulera, eu égard au mandat d'inspection et en tenant compte de toutes mesures prises par l'État partie inspecté conformément aux dispositions relatives à l'accès réglementé;

b) Le droit de modifier le plan d'inspection, si cela est nécessaire, pour garantir la bonne exécution de l'inspection;

c) L'obligation de prendre en considération les recommandations que fait l'État partie inspecté quant au plan d'inspection ainsi que les modifications qu'il propose d'y apporter;

d) Le droit de demander des éclaircissements au sujet d'ambiguïtés qui pourraient apparaître durant l'inspection;

e) L'obligation de recourir uniquement aux techniques prévues au paragraphe 69 et de s'abstenir d'activités n'ayant pas de rapports avec l'objet de l'inspection. L'équipe recueille et établit les faits matériels ayant un rapport avec l'objet de l'inspection mais ne recherche pas ni établit de données d'information matérielles qui sont manifestement sans rapport avec celui-ci. Tout matériel qui serait recueilli et considéré par la suite comme n'étant pas pertinent est restitué à l'État partie inspecté;

f) L'obligation de tenir compte des données et explications sur la nature de l'événement ayant déclenché la demande que l'État partie inspecté a fournies en faisant appel à ses réseaux de surveillance nationaux ou à d'autres sources, et d'incorporer ces données et explications dans son rapport;

g) L'obligation de donner à l'État partie inspecté, à sa demande, copie des informations et des données recueillies dans la zone d'inspection;

h) L'obligation de respecter les règlements de l'État partie inspecté en matière de confidentialité ainsi que de sécurité et de santé.

61. Durant l'inspection sur place, l'État partie inspecté a, notamment :

a) Le droit de faire à tout moment des recommandations à l'équipe d'inspection concernant la modification possible du plan d'inspection;

b) Le droit et l'obligation de désigner un représentant afin d'assurer la liaison avec l'équipe d'inspection;

c) Le droit de faire accompagner l'équipe d'inspection par des représentants pendant l'accomplissement de ses tâches et de faire observer par ces représentants toutes les activités d'inspection menées par l'équipe. Cela ne doit ni retarder ni gêner de quelque autre manière l'équipe d'inspection dans l'exercice de ses fonctions;

d) Le droit de fournir de nouveaux éléments d'information et de demander que soient recueillis et établis des faits matériels supplémentaires qu'il estime utiles à l'inspection;

e) Le droit d'examiner tous les produits photographiques et métrologiques ainsi que les échantillons et de conserver toutes photographies ou parties de photographie montrant des sites sensibles qui sont sans rapport avec le but de l'inspection. L'État partie inspecté a le droit de recevoir un double de tous les produits photographiques et métrologiques. Il a le droit de conserver les originaux et les produits de première génération des photographies prises et de mettre des photographies ou des parties de photographie sous scellé commun dans un endroit situé sur son territoire. Il a le droit de fournir son propre opérateur de prise de vues pour prendre les photographies ou les images vidéo demandées par l'équipe d'inspection. S'il ne le fait pas, ces fonctions sont accomplies par des membres de l'équipe d'inspection;

f) Le droit de fournir à l'équipe d'inspection des données et des explications sur la nature de l'événement ayant déclenché la demande, pour lesquelles il a fait appel à ses réseaux de surveillance nationaux ou à d'autres sources;

g) L'obligation de fournir à l'équipe d'inspection tous les éclaircissements nécessaires pour lever toutes ambiguïtés qui apparaîtraient durant l'inspection.

Communications

62. Les membres de l'équipe d'inspection ont le droit de communiquer entre eux et avec le Secrétariat technique à tout moment pendant l'inspection sur place. À cette fin, ils peuvent se servir de leur propre matériel, dûment approuvé et homologué, avec le consentement de l'État partie inspecté, pour autant que celui-ci ne leur donne pas accès à d'autres moyens de télécommunications.

Observateur

63. En application des dispositions du paragraphe 61 de l'article IV, l'État partie requérant assure la liaison avec le Secrétariat technique afin de coordonner l'arrivée de l'observateur au même point d'entrée ou à la même base que l'équipe d'inspection dans un délai raisonnable par rapport à l'arrivée de l'équipe.

64. L'observateur a le droit, tout au long de l'inspection, d'être en communication avec l'ambassade de l'État partie requérant située dans l'État partie inspecté ou, en l'absence d'ambassade, avec l'État partie requérant lui-même.

65. L'observateur a le droit d'arriver dans la zone d'inspection et d'avoir accès à celle-ci et à l'intérieur de celle-ci ainsi que cela a été accordé par l'État partie inspecté.

66. L'observateur a le droit de faire des recommandations à l'équipe d'inspection tout au long de l'inspection.

67. Tout au long de l'inspection, l'équipe d'inspection tient l'observateur informé de la conduite de l'inspection et des résultats.

68. Tout au long de l'inspection, l'État partie inspecté fournit ou prend les dispositions nécessaires pour assurer à l'observateur des facilités analogues à celles dont bénéficie l'équipe d'inspection et qui sont décrites au paragraphe 11. Tous les frais de séjour de l'observateur sur le territoire de l'État partie inspecté sont à la charge de l'État partie requérant.

Activités et techniques d'inspection

69. Les activités d'inspection indiquées ci-après peuvent être exécutées et les techniques appliquées conformément aux dispositions relatives à l'accès réglementé, au prélèvement, à la manipulation et à l'analyse des échantillons, ainsi qu'aux survols :

a) Positionnement à partir de l'air ou à la surface aux fins de la confirmation des limites de la zone d'inspection et de l'établissement des coordonnées des sites qui s'y trouvent, à l'appui des activités d'inspection;

b) Observation visuelle, prise de vues photographiques et vidéo et imagerie multispectrale, notamment mesures dans l'infrarouge, à la surface, sous la surface ou à partir de l'air, aux fins de la recherche d'anomalies ou d'artéfacts;

c) Mesure des niveaux de radioactivité au-dessus de la surface, à la surface ou sous la surface, par contrôle du rayonnement gamma et analyse avec résolution en énergie à partir de l'air, à la surface ou sous la surface, aux fins de la recherche et de l'identification d'anomalies de rayonnement;

d) Prélèvement d'échantillons dans le milieu et analyse de solides, de liquides et de gaz au-dessus de la surface, à la surface ou sous la surface aux fins de la détection d'anomalies;

e) Surveillance sismologique passive des répliques, exécutée afin de localiser la zone de recherche et de faciliter la détermination de la nature de l'événement;

f) Sismométrie de résonance et prospection sismique active aux fins de la recherche et de la localisation d'anomalies souterraines, notamment de cavités et de zones de décombres;

g) Cartographie du champ magnétique et du champ gravitationnel, mesures au moyen de radar à pénétration de sol et mesures de la conductivité électrique à la surface et à partir de l'air, selon qu'il convient, aux fins de la détection d'anomalies ou d'artéfacts;

h) Forages aux fins de l'obtention d'échantillons radioactifs.

70. Dans les 25 jours qui suivent l'approbation de l'inspection sur place conformément au paragraphe 46 de l'article IV, l'équipe d'inspection a le droit d'exécuter toutes les activités et d'appliquer toutes les techniques indiquées aux alinéas a) à e) du paragraphe 69. Une fois que la poursuite de l'inspection a été approuvée conformément au paragraphe 47 de l'article IV, l'équipe d'inspection a le droit d'exécuter toutes les activités et d'appliquer toutes les techniques indiquées aux alinéas a) à g) du paragraphe 69. L'équipe d'inspection ne peut effectuer de forages qu'après que le Conseil exécutif a donné son accord conformément au paragraphe 48 de l'article IV. Si l'équipe d'inspection demande que l'inspection soit prolongée conformément au paragraphe 49 de l'article IV, elle précise dans sa demande quelles activités elle a l'intention d'exécuter et quelles techniques elle entend appliquer, parmi celles qui sont indiquées au paragraphe 69, afin de pouvoir s'acquitter de son mandat.

Survols

71. L'équipe d'inspection a le droit de procéder, durant l'inspection sur place, à un survol de la zone d'inspection pour faire un repérage général de la zone, limiter et mieux cibler les lieux d'activités d'inspection au sol et faciliter la collecte de preuves factuelles, en utilisant le matériel indiqué au paragraphe 79.

72. Le survol de la zone d'inspection est réalisé dès que possible compte tenu des circonstances. Il ne dure pas plus de 12 heures au total.

73. Des survols supplémentaires au cours desquels est utilisé le matériel indiqué aux paragraphes 79 et 80 peuvent être réalisés sous réserve de l'accord de l'État partie inspecté.

74. La zone couverte par les survols ne s'étend pas au-delà de la zone d'inspection.

75. L'État partie inspecté a le droit de restreindre ou, exceptionnellement et avec juste raison, d'interdire le survol de sites sensibles qui n'ont pas de rapports avec le but de l'inspection. Peuvent être restreints l'altitude de vol, le nombre de passes et de passages circulaires, la durée de vol stationnaire, le type d'appareil utilisé, le nombre d'inspecteurs à bord et le type de mesure ou d'observation faite. Si l'équipe d'inspection estime que la restriction ou l'interdiction du

survol de sites sensibles sont de nature à entraver l'exécution de son mandat, l'État partie inspecté fait tout ce qui lui est raisonnablement possible pour fournir d'autres moyens d'inspection.

76. Les survols sont réalisés selon un plan de vol dûment communiqué et approuvé conformément aux règles et règlements de l'État partie inspecté en matière de circulation aérienne. Les règlements de cet État en matière de sécurité de la navigation aérienne sont rigoureusement respectés tout au long des opérations de vol.

77. Lors des opérations de survol, l'atterrissage ne devrait normalement être autorisé qu'aux fins d'escale ou de ravitaillement.

78. Les survols sont réalisés aux altitudes demandées par l'équipe d'inspection, conformément aux activités à exécuter et aux conditions de visibilité ainsi qu'aux règlements de l'État partie inspecté en matière de circulation aérienne et de sécurité et au droit qui est le sien de protéger des données d'information sensibles sans rapport avec les buts de l'inspection. Les survols sont réalisés jusqu'à une altitude maximale de 1 500 mètres au-dessus de la surface.

79. S'agissant des survols réalisés en application des paragraphes 71 et 72, le matériel ci-après peut être utilisé à bord de l'appareil :

a) Jumelles;

b) Matériel de localisation passive;

c) Caméras vidéo;

d) Appareils photographiques à main.

80. S'agissant de survols supplémentaires réalisés en application du paragraphe 73, les inspecteurs se trouvant à bord de l'appareil peuvent également utiliser un matériel portatif d'installation facile pour faire :

a) De l'imagerie multispectrale (notamment dans l'infrarouge);

b) De la spectroscopie gamma;

c) De la cartographie de champ magnétique.

81. Les survols sont réalisés avec un appareil relativement lent à voilure fixe ou tournante. L'appareil doit permettre une vision large et dégagée de la surface survolée.

82. L'État partie inspecté a le droit de fournir son propre appareil convenablement équipé au préalable, conformément aux exigences techniques énoncées dans le manuel pertinent, ainsi que l'équipage. À défaut, l'appareil est fourni ou loué par le Secrétariat technique.

83. Si l'appareil est fourni ou loué par le Secrétariat technique, l'État partie inspecté a le droit de le contrôler afin de s'assurer qu'il est équipé d'un matériel d'inspection approuvé. Ce contrôle se fait dans le délai indiqué au paragraphe 57.

84. Le personnel se trouvant à bord de l'appareil comprend :

a) Le nombre minimum de membres d'équipage requis pour que l'appareil fonctionne en toute sécurité;

b) Jusqu'à quatre membres de l'équipe d'inspection;

c) Jusqu'à deux représentants de l'État partie inspecté;

d) Un observateur, s'il y en a un, sous réserve de l'accord de l'État partie inspecté;

e) Un interprète, si besoin est.

85. Les procédures d'exécution des survols sont détaillées dans le Manuel pour les inspections sur place.

<u>Accès réglementé</u>

86. L'équipe d'inspection a le droit d'accéder à la zone d'inspection conformément aux dispositions du Traité et du présent Protocole.

87. L'État partie inspecté assure l'accès à l'intérieur de la zone d'inspection dans le délai fixé au paragraphe 57.

88. Conformément au paragraphe 57 de l'article IV et au paragraphe 86 ci-dessus, l'État partie inspecté a notamment les droits et obligations suivants :

a) Le droit de prendre des mesures pour protéger les installations et lieux sensibles, conformément au présent Protocole;

b) L'obligation, lorsque l'accès à l'intérieur de la zone d'inspection est restreint, de faire tout ce qui lui est raisonnablement possible pour satisfaire aux exigences du mandat d'inspection par d'autres moyens. Le règlement de toutes questions concernant une ou plusieurs opérations d'inspection ne doit pas retarder ni entraver l'exécution d'autres activités d'inspection;

c) Le droit de décider en définitive de tout accès accordé à l'équipe d'inspection, eu égard aux obligations qui sont les siennes en vertu du Traité et aux dispositions relatives à l'accès réglementé.

89. Conformément au paragraphe 57, alinéa b), de l'article IV et au paragraphe 88, alinéa a), ci-dessus, l'État partie inspecté a le droit de prendre dans toute la zone d'inspection des mesures pour protéger les installations et lieux sensibles et empêcher la divulgation d'informations confidentielles sans rapport avec le but de l'inspection. Ces mesures peuvent consister notamment :

a) À recouvrir des panneaux d'affichage, des stocks et du matériel sensibles;

b) À limiter les mesures d'activité des radionucléides et de rayonnement nucléaire à la détermination de la présence ou de l'absence des types et énergies de rayonnement en rapport avec le but de l'inspection;

c) À limiter le prélèvement et l'analyse d'échantillons à la détermination de la présence ou de l'absence de produits radioactifs ou autres en rapport avec le but de l'inspection;

d) À réglementer l'accès aux bâtiments et autres structures, conformément aux paragraphes 90 et 91;

e) À déclarer des sites d'accès restreint, conformément aux dispositions des paragraphes 92 à 96.

90. L'accès aux bâtiments et autres structures est différé jusqu'à ce que la poursuite de l'inspection sur place soit approuvée conformément au paragraphe 47 de l'article IV, excepté l'accès à des bâtiments et à d'autres structures abritant l'entrée d'une mine, d'autres excavations ou de cavernes de grand volume qui ne sont pas accessibles autrement. L'équipe d'inspection ne fait que passer par ces bâtiments et structures en suivant les instructions de l'État partie inspecté, pour pénétrer dans les mines, cavernes ou autres excavations.

91. Si, après que la poursuite de l'inspection a été approuvée conformément au paragraphe 47 de l'article IV, l'équipe d'inspection démontre plausiblement à l'État partie inspecté qu'il lui est nécessaire d'avoir accès à des bâtiments et autres structures pour accomplir le mandat d'inspection et que les activités requises et autorisées par le mandat ne peuvent pas être exécutées de l'extérieur, elle a le droit d'accéder aux bâtiments et structures considérés. Le chef de l'équipe d'inspection demande l'accès à un bâtiment ou une structure précis en indiquant le but visé, le nombre exact d'inspecteurs, ainsi que les activités envisagées. Les modalités d'accès sont négociées par l'équipe d'inspection avec l'État partie inspecté. Ce dernier a le droit de restreindre ou, exceptionnellement et avec juste raison, d'interdire l'accès à des bâtiments et autres structures.

92. Aucun des sites d'accès restreint qui seraient déclarés conformément au paragraphe 89, alinéa e), ne doit mesurer plus de 4 kilomètres carrés. L'État partie inspecté a le droit de déclarer jusqu'à 50 kilomètres carrés de sites d'accès restreint. Si plus d'un site d'accès restreint est déclaré, chaque site doit être séparé d'un autre site par une distance minimale de 20 mètres. Chaque site d'accès restreint a des limites clairement définies et accessibles.

93. La superficie, l'emplacement et les limites des sites d'accès restreint sont indiqués au chef de l'équipe d'inspection au plus tard lorsque l'équipe demande accès à un lieu qui inclut un tel site ou qui en comprend une partie.

94. L'équipe d'inspection a le droit de placer du matériel et de prendre les autres mesures nécessaires à la conduite de l'inspection en allant jusqu'à la limite d'un site d'accès restreint.

95. L'équipe d'inspection est autorisée à observer visuellement tous les lieux ouverts à l'intérieur du site d'accès restreint depuis la limite de ce dernier.

96. L'équipe d'inspection fait tout ce qui lui est raisonnablement possible pour accomplir le mandat d'inspection en dehors des sites déclarés d'accès restreint avant de demander accès à ces sites. Si, à quelque moment que ce soit, l'équipe d'inspection démontre plausiblement à l'État partie inspecté que les activités requises et autorisées par le mandat ne peuvent pas être exécutées de l'extérieur et qu'il lui est nécessaire, pour accomplir le mandat, d'avoir accès à un site d'accès restreint, l'accès est accordé à des membres de l'équipe d'inspection pour qu'ils exécutent des tâches précises à l'intérieur du site. L'État partie inspecté a le droit de recouvrir ou de protéger d'une autre façon du matériel, des équipements et des objets sensibles sans rapport avec le but de l'inspection. Le nombre d'inspecteurs est limité au minimum nécessaire à l'accomplissement des tâches liées à l'inspection. Les modalités de l'accès sont négociées par l'équipe d'inspection avec l'État partie inspecté.

Prélèvement, manipulation et analyse des échantillons

97. Sous réserve des dispositions des paragraphes 86 à 96 et 98 à 100, l'équipe d'inspection a le droit de prélever dans la zone d'inspection des échantillons appropriés et de les sortir de la zone.

98. Chaque fois que possible, l'équipe d'inspection analyse les échantillons sur place. Des représentants de l'État partie inspecté ont le droit d'être présents lorsque des échantillons sont analysés sur place. À la demande de l'équipe d'inspection, l'État partie inspecté fournit, suivant les procédures convenues, une assistance pour l'analyse des échantillons sur place. L'équipe d'inspection a le droit d'envoyer des échantillons aux fins d'analyse hors site à des laboratoires désignés par l'Organisation uniquement si elle démontre que l'analyse requise ne peut pas être effectuée sur place.

99. L'État partie inspecté a le droit de conserver une partie de tous les échantillons prélevés quand ces échantillons sont analysés et peut prendre des doubles des échantillons.

100. L'État partie inspecté a le droit de demander que tout échantillon ou partie d'échantillon non utilisé lui soit restitué.

101. Les laboratoires désignés effectuent l'analyse chimique et physique des échantillons envoyés hors site pour analyse. Les modalités de cette analyse sont détaillées dans le Manuel opérationnel pour les inspections sur place.

102. Le Directeur général est responsable au premier chef de la sécurité, de l'intégrité et de la conservation des échantillons. Il lui incombe aussi de veiller à ce que soit protégée la confidentialité des échantillons envoyés hors du site pour analyse. À cet égard, le Directeur général se conforme aux procédures incorporées dans le Manuel opérationnel pour les inspections sur place. Il lui revient en tout état de cause :

a) D'établir un régime rigoureux concernant le prélèvement, la manipulation, le transport et l'analyse des échantillons;

b) D'homologuer les laboratoires désignés pour effectuer les divers types d'analyse;

c) De superviser la normalisation du matériel et des méthodes employés dans les laboratoires désignés, ainsi que du matériel d'analyse mobile et des méthodes employées en liaison avec ce matériel mobile;

d) De suivre le contrôle de la qualité et l'application générale des normes en ce qui concerne l'homologation de ces laboratoires et en ce qui concerne le matériel mobile et les méthodes employées;

e) De choisir parmi les laboratoires désignés ceux qui sont appelés à effectuer des analyses ou d'autres tâches liées à des investigations déterminées.

103. Quand une analyse doit être effectuée hors site, les échantillons doivent être analysés dans au moins deux laboratoires désignés. Il incombe au Secrétariat technique de veiller à ce que les analyses soient effectuées rapidement. Les échantillons doivent être comptabilisés par le Secrétariat technique et tout échantillon ou partie d'échantillon non utilisé doit être renvoyé au Secrétariat technique.

104. Le Secrétariat technique rassemble les résultats des analyses d'échantillons ayant un rapport avec le but de l'inspection. Conformément au paragraphe 63 de l'article IV, le Directeur général transmet rapidement ces résultats à l'État partie inspecté pour que celui-ci formule des observations, puis au Conseil exécutif et à tous les autres États parties en fournissant des données détaillées sur le matériel et les méthodes employés par les laboratoires désignés qui ont fait ces analyses.

Conduite d'inspections dans des zones qui ne sont placées sous la juridiction ou le contrôle d'aucun État

105. Lorsque l'inspection doit avoir lieu dans une zone qui n'est placée sous la juridiction ou le contrôle d'aucun État, le Directeur général procède à des consultations avec les États parties voulus pour convenir de tous points de passage et bases qui permettent à l'équipe d'inspection d'arriver rapidement dans la zone d'inspection.

106. Les États parties sur le territoire desquels sont situés les points de passage et les bases apportent autant que possible leur concours pour faciliter l'inspection, notamment en acheminant l'équipe d'inspection, ses bagages et son matériel jusqu'à la zone d'inspection et en offrant les facilités voulues, visées au paragraphe 11. L'Organisation rembourse aux États parties qui ont prêté leur concours tous les frais encourus par eux.

107. Sous réserve de l'approbation du Conseil exécutif, le Directeur général peut négocier des arrangements permanents avec les États parties de manière à faciliter la fourniture d'une assistance dans le cas d'une inspection sur place dans une zone qui n'est placée sous la juridiction ou le contrôle d'aucun État.

108. Si un ou plusieurs États parties ont mené des investigations sur un événement ambigu dans une zone qui n'est placée sous la juridiction ou le contrôle d'aucun État avant qu'une demande d'inspection dans ladite zone n'ait été présentée, le Conseil exécutif peut tenir compte de tous résultats de leurs investigations aux fins de ses délibérations, conformément à l'article IV.

Procédure à suivre à l'issue de l'inspection

109. Au terme d'une inspection, l'équipe d'inspection se réunit avec le représentant de l'État partie inspecté pour passer en revue les résultats préliminaires obtenus par l'équipe et lever d'éventuelles ambiguïtés. L'équipe d'inspection communique par écrit au représentant de l'État partie inspecté les résultats préliminaires qu'elle a obtenus, en se conformant à un modèle de présentation donné; elle lui fournit aussi une liste de tous échantillons prélevés et autres éléments retirés de la zone d'inspection conformément au paragraphe 98. Ce document est signé par le chef de l'équipe d'inspection. Le représentant de l'État partie inspecté le contresigne pour indiquer qu'il a pris note de son contenu. La réunion s'achève au plus tard 24 heures après la fin de l'inspection.

Départ

110. Une fois achevée la procédure suivie à l'issue de l'inspection, l'équipe d'inspection et l'observateur quittent le territoire de l'État partie inspecté dès que faire se peut. L'État partie inspecté fait tout ce qui est en son pouvoir pour prêter assistance à l'équipe d'inspection et pour assurer la sécurité du transport de celle-ci, du matériel et des bagages au point de sortie. Sauf accord contraire entre l'État partie inspecté et l'équipe d'inspection, le point utilisé pour la sortie est celui qui a été utilisé pour l'entrée.

TROISIÈME PARTIE

MESURES DE CONFIANCE

1. En application du paragraphe 68 de l'article IV, chaque État partie notifie librement au Secrétariat technique toute explosion chimique utilisant 300 tonnes d'explosif ou plus, en équivalent TNT, effectuée en un tir unique, qui serait réalisée en quelque endroit de son territoire ou en un lieu placé sous sa juridiction ou son contrôle. Notification en est donnée à l'avance, si possible. L'État partie fournit à ce titre des précisions sur le lieu, l'heure et la date du tir, sur la quantité et le type d'explosif utilisés, ainsi que sur la configuration du tir et le but dans lequel celui-ci est censé être ou avoir été effectué.

2. Chaque État partie fournit librement au Secrétariat technique, aussitôt que possible après l'entrée en vigueur du Traité, des renseignements concernant toutes les autres explosions chimiques utilisant plus de 300 tonnes d'équivalent TNT, qui sont normalement effectuées sur le plan national, cette première communication étant suivie de mises à jour annuelles. En particulier, l'État partie s'efforce de lui faire tenir les renseignements suivants :

a) Les coordonnées géographiques des sites dans lesquels les tirs ont lieu;

b) La nature des activités dans le cadre desquelles les tirs sont effectués ainsi que le profil général et la fréquence de ces tirs;

c) Tout autre élément d'information pertinent dont il disposerait;

Il s'efforce aussi d'aider le Secrétariat technique à élucider l'origine de tout événement de cette nature qui serait détecté par le Système de surveillance international.

3. L'État partie peut inviter librement et suivant des modalités mutuellement acceptables des représentants du Secrétariat technique ou d'autres États parties à visiter les sites visés aux paragraphes 1 et 2 qui se trouvent sur son territoire.

4. Aux fins de l'étalonnage du Système de surveillance international, les États parties peuvent se mettre en rapport avec le Secrétariat technique afin de réaliser des explosions chimiques d'étalonnage ou de fournir des renseignements pertinents sur les explosions chimiques répondant à un autre objectif.

ANNEXE 1 DU PROTOCOLE

Tableau 1-A

Liste des stations sismologiques constituant le réseau primaire

	État responsable de la station	Lieu	Latitude	Longitude	Type
1	Argentine	PLCA Paso Flores	40,7 S	70,6 O	3-C
2	Australie	WRA Warramunga, NT	19,9 S	134,3 E	Miniréseau
3	Australie	ASAR Alice Springs, NT	23,7 S	133,9 E	Miniréseau
4	Australie	STKA Stephens Creek, SA	31,9 S	141,6 E	3-C
5	Australie	MAW Mawson, Antarctique	67,6 S	62,9 E	3-C
6	Bolivie	LPAZ La Paz	16,3 S	68,1 O	3-C
7	Brésil	BDFB Brasilia	15,6 S	48,0 O	3-C
8	Canada	ULMC Lac du Bonnet, Man.	50,2N	95,9 O	3-C
9	Canada	YKAC Yellowknife, T.N.-O.	62,5 N	114,6 O	Miniréseau
10	Canada	SCH Schefferville, Québec	54,8 N	66,8 O	3-C
11	République centrafricaine	BGCA Bangui	05,2 N	18,4 E	3-C
12	Chine	HAI Hailar	49,3 N	119,7 E	3-C > Miniréseau
13	Chine	LZH Lanzhou	36,1 N	103,8 E	3-C > Miniréseau
14	Colombie	XSA El Rosal	04,9 N	74,3 O	3-C
15	Côte d'Ivoire	DBIC Dimbroko	06,7 N	04,9 O	3-C
16	Égypte	LXEG Louqsor	26,0 N	33,0 E	Miniréseau

	État responsable de la station	Lieu	Latitude	Longitude	Type
17	Finlande	FINES Lahti	61,4 N	26,1 E	Miniréseau
18	France	PPT Tahiti	17,6 S	149,6 O	3-C
19	Allemagne	GEC2 Freyung	48,9 N	13,7 E	Miniréseau
20	À déterminer	À déterminer	À déterminer	À déterminer	À déterminer
21	Iran (Rép. islamique d')	THR Téhéran	35,8 N	51,4 E	3-C
22	Japon	MJAR Matsushiro	36,5 N	138,2 E	Miniréseau
23	Kazakstan	MAK Makantchi	46,8 N	82,0 E	Miniréseau
24	Kenya	KMBO Kilimambogo	01,1 S	37,2 E	3-C
25	Mongolie	JAVM Javhlant	48,0 N	106,8 E	3-C > Miniréseau
26	Niger	Nouveau site	À déterminer	À déterminer	3-C > Miniréseau
27	Norvège	NAO Hamar	60,8 N	10,8 E	Miniréseau
28	Norvège	ARAO Karasjok	69,5 N	25,5 E	Miniréseau
29	Pakistan	PRPK Pari	33,7 N	73,3 E	Miniréseau
30	Paraguay	CPUP Villa Florida	26,3 S	57,3 O	3-C
31	République de Corée	KSRS Wonju	37,5 N	127,9 E	Miniréseau
32	Fédération de Russie	KBZ Khabaz	43,7 N	42,9 E	3-C
33	Fédération de Russie	ZAL Zalessovo	53,9 N	84,8 E	3-C > Miniréseau
34	Fédération de Russie	NRI Noriïlsk	69,0 N	88,0 E	3-C
35	Fédération de Russie	PDY Peledouy	59,6 N	112,6 E	3-C > Miniréseau

	État responsable de la station	Lieu	Latitude	Longitude	Type
36	Fédération de Russie	PET Petropavlovsk-Kamtchatsky	53,1 N	157,8 E	3-C > Miniréseau
37	Fédération de Russie	USK Oussouriïsk	44,2 N	132,0 E	3-C > Miniréseau
38	Arabie saoudite	Nouveau site	À déterminer	À déterminer	Miniréseau
39	Afrique du Sud	BOSA Boshof	28,6 S	25,6 E	3-C
40	Espagne	ESDC Sonseca	39,7 N	04,0 O	Miniréseau
41	Thaïlande	CMTO Chiang Mai	18,8 N	99,0 E	Miniréseau
42	Tunisie	THA Thala	35,6 N	08,7 E	3-C
43	Turquie	BRTR Belbashi Le miniréseau pourra être redéployé à Keskin	39,9 N	32,8 E	Miniréseau
44	Turkménistan	GEYT Alibeck	37,9 N	58,1 E	Miniréseau
45	Ukraine	AKASG Maline	50,4 N	29,1 E	Miniréseau
46	États-Unis d'Amérique	LJTX Lajitas, TX	29,3 N	103,7 O	Miniréseau
47	États-Unis d'Amérique	MNV Mina, NV	38,4 N	118,2 O	Miniréseau
48	États-Unis d'Amérique	PIWY Pinedale, WY	42,8 N	109,6 O	Miniréseau
49	États-Unis d'Amérique	ELAK Eielson, AK	64,8 N	146,9 O	Miniréseau
50	États-Unis d'Amérique	VNDA Vanda, Antarctique	77,5 S	161,9 E	3-C

Légende : 3-C > miniréseau : Cette mention indique que la station pourrait commencer à fonctionner dans le Système de surveillance international en tant que station à trois composantes et être ultérieurement mise à niveau pour devenir un miniréseau.

Tableau 1-B

Liste des stations sismologiques constituant le réseau auxiliaire

	État responsable de la station	Lieu	Latitude	Longitude	Type
1	Argentine	CFA Coronel Fontana	31,6 S	68,2 O	3-C
2	Argentine	USHA Ushuaia	55,0 S	68,0 O	3-C
3	Arménie	GNI Garni	40,1 N	44,7 E	3-C
4	Australie	CTA Charters Towers, QLD	20,1 S	146,3 E	3-C
5	Australie	FITZ Fitzroy Crossing, WA	18,1 S	125,6 E	3-C
6	Australie	NWAO Narrogin, WA	32,9 S	117,2 E	3-C
7	Bangladesh	CHT Chittagong	22,4 N	91,8 E	3-C
8	Bolivie	SIV San Ignacio	16,0 S	61,1 O	3-C
9	Botswana	LBTB Lobatse	25,0 S	25,6 E	3-C
10	Brésil	PTGA Pitinga	0,7 S	60,0 O	3-C
11	Brésil	RGNB Rio Grande do Norte	6,9 S	37,0 O	3-C
12	Canada	FRB Iqaluit, T.N.-O.	63,7 N	68,5 O	3-C
13	Canada	DLBC Dease Lake, C.-B.	58,4 N	130,0 O	3-C
14	Canada	SADO Sadowa, Ont.	44,8 N	79,1 O	3-C
15	Canada	BBB Bella Bella, C.-B.	52,2 N	128,1 O	3-C
16	Canada	MBC Mould Bay, T.N.-O.	76,2 N	119,4 O	3-C
17	Canada	INK Inuvik, T.N.-O.	68,3 N	133,5 O	3-C

	État responsable de la station	Lieu	Latitude	Longitude	Type
18	Chili	RPN Île de Pâques	27,2 S	109,4 O	3-C
19	Chili	LVC Limon Verde	22,6 S	68,9 O	3-C
20	Chine	BJT Baijiatuan	40,0 N	116,2 E	3-C
21	Chine	KMI Kunming	25,2 N	102,8 E	3-C
22	Chine	SSE Sheshan	31,1 N	121,2 E	3-C
23	Chine	XAN Xi'an	34,0 N	108,9 E	3-C
24	Îles Cook	RAR Rarotonga	21,2 S	159,8 O	3-C
25	Costa Rica	JTS Las Juntas de Abangares	10,3 N	85,0 O	3-C
26	République tchèque	VRAC Vranov	49,3 N	16,6 E	3-C
27	Danemark	SFJ Sondre Stromfjord, Groenland	67,0 N	50,6 O	3-C
28	Djibouti	ATD Arta Tunnel	11,5 N	42,9 E	3-C
29	Égypte	KEG Kottamya	29,9 N	31,8 E	3-C
30	Éthiopie	FURI Furi	8,9 N	38,7 E	3-C
31	Fidji	MSVF Monasavu, Viti Levu	17,8 S	178,1 E	3-C
32	France	NOUC Port Laguerre, Nouvelle-Calédonie	22,1 S	166,3 E	3-C
33	France	KOG Kourou, Guyane française	5,2 N	52,7 O	3-C
34	Gabon	BAMB Bambay	1,7 S	13,6 E	3-C
35	Allemagne/ Afrique du Sud	--- Station SANAE, Antarctique	71,7 S	2,9 O	3-C

	État responsable de la station	Lieu	Latitude	Longitude	Type
36	Grèce	IDI Anógia, Crète	35,3 N	24,9 E	3-C
37	Guatemala	RDG Rabir	15,0 N	90,5 O	3-C
38	Islande	BORG Borgarnes	64,8 N	21,3 O	3-C
39	À déterminer	À déterminer	À déterminer	À déterminer	À déterminer
40	Indonésie	PACI Cibinong, Jawa Barat	6,5 S	107,0 E	3-C
41	Indonésie	JAY Jayapura, Irian Jaya	2,5 S	140,7 E	3-C
42	Indonésie	SWI Sorong, Irian Jaya	0,9 S	131,3 E	3-C
43	Indonésie	PSI Parapat, Sumatera	2,7 N	98,9 E	3-C
44	Indonésie	KAPI Kappang, Sulawesi Selatan	5,0 S	119,8 E	3-C
45	Indonésie	KUG Kupang, Nusatenggara Timur	10,2 S	123,6 E	3-C
46	Iran (Rép. islamique d')	KRM Kerman	30,3 N	57,1 E	3-C
47	Iran (Rép. islamique d')	MSN Masjed-e-Soleyman	31,9 N	49,3 E	3-C
48	Israël	MBH Eilat	29,8 N	34,9 E	3-C
49	Israël	PARD Parod	32,6 N	35,3 E	Miniréseau
50	Italie	ENAS Enna, Sicile	37,5 N	14,3 E	3-C
51	Japon	JNU Ohita, Kyushu	33,1 N	130,9 E	3-C
52	Japon	JOW Kunigami, Okinawa	26,8 N	128,3 E	3-C

	État responsable de la station	Lieu	Latitude	Longitude	Type
53	Japon	JHJ Hachijojima, Îles Izu	33,1 N	139,8 E	3-C
54	Japon	JKA Kamikawa-asahi, Hokkaido	44,1 N	142,6 E	3-C
55	Japon	JCJ Chichijima, Ogasawara	27,1 N	142,2 E	3-C
56	Jordanie	--- Ashqof	32,5 N	37,6 E	3-C
57	Kazakstan	BRVK Borovoye	53,1 N	70,3 E	Miniréseau
58	Kazakstan	KURK Kourtchatov	50,7 N	78,6 E	Miniréseau
59	Kazakstan	AKTO Aktyoubinsk	50,4 N	58,0 E	3-C
60	Kirghizistan	AAK Ala-Archa	42,6 N	74,5 E	3-C
61	Madagascar	TAN Antananarive	18,9 S	47,6 E	3-C
62	Mali	KOWA Kowa	14,5 N	4,0 O	3-C
63	Mexique	TEYM Tepich, Yucatan	20,2 N	88,3 O	3-C
64	Mexique	TUVM Tuzandepeti, Veracruz	18,0 N	94,4 O	3-C
65	Mexique	LPBM La Paz, Baja California Sur	24,2 N	110,2 O	3-C
66	Maroc	MDT Midelt	32,8 N	4,6 O	3-C
67	Namibie	TSUM Tsumeb	19,1 S	17,4 E	3-C
68	Népal	EVN Everest	28,0 N	86,8 E	3-C
69	Nouvelle-Zélande	EWZ Erewhon, Île du Sud	43,5 S	170,9 E	3-C
70	Nouvelle-Zélande	RAO Île Raoul	29,2 S	177,9 O	3-C

	État responsable de la station	Lieu	Latitude	Longitude	Type
71	Nouvelle-Zélande	URZ Urewera, île du Nord	38,3 S	177,1 E	3-C
72	Norvège	SPITS Spitsberg	78,2 N	16,4 E	Miniréseau
73	Norvège	JMI Jan Mayen	70,9 N	8,7 O	3-C
74	Oman	WSAR Wadi Sarin	23,0 N	58,0 E	3-C
75	Papouasie-Nouvelle-Guinée	PMG Port Moresby	9,4 S	147,2 E	3-C
76	Papouasie-Nouvelle-Guinée	BIAL Bialla	5,3 S	151,1 E	3-C
77	Pérou	CAJP Cajamarca	7,0 S	78,0 O	3-C
78	Pérou	NNA Nana	12,0 S	76,8 O	3-C
79	Philippines	DAV Davao, Mindanao	7,1 N	125,6 E	3-C
80	Philippines	TGY Tagaytay, Luçon	14,1 N	120,9 E	3-C
81	Roumanie	MLR Muntele Rosu	45,5 N	25,9 E	3-C
82	Fédération de Russie	KIRV Kirov	58,6 N	49,4 E	3-C
83	Fédération de Russie	KIVO Kislovodsk	44,0 N	42,7 E	Miniréseau
84	Fédération de Russie	OBN Obninsk	55,1 N	36,6 E	3-C
85	Fédération de Russie	ARU Arti	56,4 N	58,6 E	3-C
86	Fédération de Russie	SEY Seymtchan	62,9 N	152,4 E	3-C
87	Fédération de Russie	TLY Talaya	51,7 N	103,6 E	3-C
88	Fédération de Russie	YAK Yakoutsk	62,0 N	129,7 E	3-C
89	Fédération de Russie	URG Ourgal	51,1 N	132,3 E	3-C

	État responsable de la station	Lieu	Latitude	Longitude	Type
90	Fédération de Russie	BIL Bilibino	68,0 N	166,4 E	3-C
91	Fédération de Russie	TIXI Tiksi	71,6 N	128,9 E	3-C
92	Fédération de Russie	YSS Youjno-Sakhalinsk	47,0 N	142,8 E	3-C
93	Fédération de Russie	MA2 Magadan	59,6 N	150,8 E	3-C
94	Fédération de Russie	ZIL Zilime	53,9 N	57,0 E	3-C
95	Samoa	AFI Afiamalu	13,9 S	171,8 O	3-C
96	Arabie saoudite	RAYN Ar Rayn	23,6 N	45,6 E	3-C
97	Sénégal	MBO M'Bour	14,4 N	17,0 O	3-C
98	Îles Salomon	HNR Honiara, Guadalcanal	9,4 S	160,0 E	3-C
99	Afrique du Sud	SUR Sutherland	32,4 S	20,8 E	3-C
100	Sri Lanka	COC Colombo	6,9 N	79,9 E	3-C
101	Suède	HFS Hagfors	60,1 N	13,7 E	Miniréseau
102	Suisse	DAVOS Davos	46,8 N	9,8 E	3-C
103	Ouganda	MBRU Mbarara	0,4 S	30,4 E	3-C
104	Royaume-Uni	EKA Eskdalemuir	55,3 N	3,2 O	Miniréseau
105	États-Unis d'Amérique	GUMO Guam, Îles Mariannes	13,6 N	144,9 E	3-C
106	États-Unis d'Amérique	PMSA Palmer Station, Antarctique	64,8 S	64,1 O	3-C
107	États-Unis d'Amérique	TKL Tuckaleechee Caverns, TN	35,7 N	83,8 O	3-C

	État responsable de la station	Lieu	Latitude	Longitude	Type
108	États-Unis d'Amérique	PFCA Pinon Flat, CA	33,6 N	116,5 O	3-C
109	États-Unis d'Amérique	YBH Yreka, CA	41,7 N	122,7 O	3-C
110	États-Unis d'Amérique	KDC Île Kodiak, AK	57,8 N	152,5 O	3-C
111	États-Unis d'Amérique	ALQ Albuquerque, NM	35,0 N	106,5 O	3-C
112	États-Unis d'Amérique	ATTU Île Attu, AK	52,8 N	172,7 E	3-C
113	États-Unis d'Amérique	ELK Elko, NV	40,7 N	115,2 O	3-C
114	États-Unis d'Amérique	SPA Pôle Sud, Antarctique	90,0 S		3-C
115	États-Unis d'Amérique	NEW Newport, WA	48,3 N	117,1 O	3-C
116	États-Unis d'Amérique	SJG San Juan, PR	18,1 N	66,2 O	3-C
117	Venezuela	SDV Santo Domingo	8,9 N	70,6 O	3-C
118	Venezuela	PCRV Puerto la Cruz	10,2 N	64,6 O	3-C
119	Zambie	LSZ Lusaka	15,3 S	28,2 E	3-C
120	Zimbabwe	BUL Bulawayo	À indiquer	À indiquer	3-C

Tableau 2-A

Liste des stations de surveillance des radionucléides

	État responsable de la station	Lieu	Latitude	Longitude
1	Argentine	Buenos Aires	34,0 S	58,0 O
2	Argentine	Salta	24,0 S	65,0 O
3	Argentine	Bariloche	41,1 S	71,3 O
4	Australie	Melbourne, VIC	37,5 S	144,6 O
5	Australie	Mawson, Antarctique	67,6 S	62,5 E
6	Australie	Townsville, QLD	19,2 S	146,8 E
7	Australie	Île Macquarie	54,0 S	159,0 E
8	Australie	Îles des Cocos	12,0 S	97,0 E
9	Australie	Darwin, NT	12,4 S	130,7 E
10	Australie	Perth, WA	31,9 S	116,0 E
11	Brésil	Rio de Janeiro	22,5 S	43,1 O
12	Brésil	Recife	8,0 S	35,0 O
13	Cameroun	Douala	4,2 N	9,9 E
14	Canada	Vancouver, C.-B.	49,3 N	123,2 O
15	Canada	Resolute, T.N.-O.	74,7 N	94,9 O
16	Canada	Yellowknife, T.N.-O.	62,5 N	114,5 O
17	Canada	St. John's, T.-N.	47,0 N	53,0 O
18	Chili	Punta Arenas	53,1 S	70,6 O
19	Chili	Hanga-Roa, Île de Pâques	27,1 S	108,4 O
20	Chine	Beijing	39,8 N	116,2 E
21	Chine	Lanzhou	35,8 N	103,3 E
22	Chine	Guangzhou	23,0 N	113,3 E
23	Îles Cook	Rarotonga	21,2 S	159,8 O
24	Équateur	Île San Cristobal, Galapagos	1,0 S	89,2 O
25	Éthiopie	Filtu	5,5 N	42,7 E
26	Fidji	Nandi	18,0 S	177,5 E
27	France	Papeete, Tahiti	17,0 S	150,0 O
28	France	Pointe-à-Pitre, Guadeloupe	17,0 N	62,0 O
29	France	Réunion	21,1 S	55,6 E
30	France	Port-aux-Français, Kerguelen	49,0 S	70,0 E

	État responsable de la station	Lieu	Latitude	Longitude
31	France	Cayenne, Guyane française	5,0 N	52,0 O
32	France	Dumont d'Urville, Antarctique	66,0 S	140,0 E
33	Allemagne	Schauinsland/Fribourg	47,9 N	7,9 E
34	Islande	Reykjavik	64,4 N	21,9 O
35	À déterminer	À déterminer	À déterminer	À déterminer
36	Iran (Rép. islamique d')	Téhéran	35,0 N	52,0 E
37	Japon	Okinawa	26,5 N	127,9 E
38	Japon	Takasaki, Gunma	36,3 N	139,0 E
39	Kiribati	Kiritimati	2,0 N	157,0 O
40	Koweït	Koweït City	29,0 N	48,0 E
41	Libye	Misratah	32,5 N	15,0 E
42	Malaisie	Kuala Lumpur	2,6 N	101,5 E
43	Mauritanie	Nouakchott	18,0 N	17,0 O
44	Mexique	Baja California	28,0 N	113,0 O
45	Mongolie	Ulaanbaatar	47,5 N	107,0 E
46	Nouvelle-Zélande	Île Chatham	44,0 S	176,5 O
47	Nouvelle-Zélande	Kaitaia	35,1 S	173,3 E
48	Niger	Bilma	18,0 N	13,0 E
49	Norvège	Spitsberg	78,2 N	16,4 E
50	Panama	Panama	8,9 N	79,6 O
51	Papousie-Nouvelle-Guinée	New Hanover	3,0 S	150,0 E
52	Philippines	Quezon City	14,5 N	121,0 E
53	Portugal	Ponta Delgada, São Miguel, Açores	37,4 N	25,4 O
54	Fédération de Russie	Kirov	58,6 N	49,4 E
55	Fédération de Russie	Norilsk	69,0 N	88,0 E
56	Fédération de Russie	Peledouy	59,6 N	112,6 E
57	Fédération de Russie	Bilibino	68,0 N	168,4 E
58	Fédération de Russie	Oussouriisk	43,7 N	131,9 E
59	Fédération de Russie	Zalessovo	53,9 N	84,8 E
60	Fédération de Russie	Petropavlovsk-Kamtchatsky	53,1 N	158,8 E
61	Fédération de Russie	Doubna	56,7 N	37,3 E
62	Afrique du Sud	Île Marion	46,5 S	37,0 E

	État responsable de la station	Lieu	Latitude	Longitude
63	Suède	Stockholm	59,4 N	18,0 E
64	Tanzanie	Dar es-Salaam	6,0 S	39,0 E
65	Thaïlande	Bangkok	13,8 N	100,5 E
66	Royaume-Uni	BIOT/Arch. de Chagos	7,0 S	72,0 E
67	Royaume-Uni	Sainte-Hélène	16,0 S	6,0 O
68	Royaume-Uni	Tristan da Cunha	37,0 S	12,3 O
69	Royaume-Uni	Halley, Antarctique	76,0 S	28,0 O
70	États-Unis d'Amérique	Sacramento, CA	38,7 N	121,4 O
71	États-Unis d'Amérique	Sand Point, AK	55,0 N	160,0 O
72	États-Unis d'Amérique	Melbourne, FL	28,3 N	80,6 O
73	États-Unis d'Amérique	Palmer Station, Antarctique	64,5 S	64,0 O
74	États-Unis d'Amérique	Ashland, KS	37,2 N	99,8 O
75	États-Unis d'Amérique	Charlottesville, VA	38,0 N	78,0 O
76	États-Unis d'Amérique	Salchaket, AK	64,4 N	147,1 O
77	États-Unis d'Amérique	Île de Wake	19,3 N	166,6 E
78	États-Unis d'Amérique	Îles de Midway	28,0 N	177,0 O
79	États-Unis d'Amérique	Oahu, HI	21,5 N	158,0 O
80	États-Unis d'Amérique	Upi, Guam	13,7 N	144,9 E

Tableau 2-B

Liste des laboratoires radionucléides

	État responsable du laboratoire	Nom et lieu du laboratoire
1	Argentine	Office national de la réglementation nucléaire Buenos Aires
2	Australie	Australian Radiation Laboratory Melbourne, VIC
3	Autriche	Centre de recherche autrichien Seibersdorf
4	Brésil	Institut de protection contre les rayonnements et de dosimétrie Rio de Janeiro
5	Canada	Santé-Canada Ottawa, Ont.
6	Chine	Beijing
7	Finlande	Centre pour la sécurité radiologique et nucléaire Helsinki
8	France	Commissariat à l'énergie atomique Montlhéry
9	Israël	Centre de recherche nucléaire de Soreq Yavne
10	Italie	Laboratoire de l'Agence nationale pour la protection de l'environnement Rome
11	Japon	Institut japonais de recherche sur l'énergie nucléaire Tokai, Ibaraki
12	Nouvelle-Zélande	National Radiation Laboratory Christchurch
13	Fédération de Russie	Laboratoire central de contrôle des rayonnements Service spécial de vérification du Ministère de la défense Moscou
14	Afrique du Sud	Atomic Energy Corporation Pelindaba
15	Royaume-Uni	AWE Blacknest Chilton
16	États-Unis d'Amérique	McClellan Central Laboratories Sacramento, CA

Tableau 3

Liste des stations hydroacoustiques

	État responsable de la station	Lieu	Latitude	Longitude	Type
1	Australie	Cape Leeuwin, WA	34,4 S	115,1 E	Hydrophones
2	Canada	Île de la Reine Charlotte, C.-B.	53,3 N	132,5 O	Phases T
3	Chili	Îles Juan Fernández	33,7 S	78,8 O	Hydrophones
4	France	Îles Crozet	46,5 S	52,2 E	Hydrophones
5	France	Guadeloupe	16,3 N	61,1 O	Phases T
6	Mexique	Île de Clarión	18,2 N	114,6 O	Phases T
7	Portugal	Flores	39,3 N	31,3 O	Phases T
8	Royaume-Uni	BIOT/Archipel des Tchagos	7,3 S	72,4 E	Hydrophones
9	Royaume-Uni	Tristan da Cunha	37,2 S	12,5 O	Phases T
10	États-Unis d'Amérique	Ascension	8,0 S	14,4 O	Hydrophones
11	États-Unis d'Amérique	Île de Wake	19,3 N	166,6 E	Hydrophones

Tableau 4

Liste des stations de détection des infrasons

	État responsable de la station	Lieu	Latitude	Longitude
1	Argentine	Paso Flores	40,7 S	70,6 O
2	Argentine	Ushuaia	55,0 S	68,0 O
3	Australie	Davis Base, Antarctique	68,4 S	77,6 E
4	Australie	Narrogin	32,9 S	117,2 E
5	Australie	Hobart, TAS	42,1 S	147,2 E
6	Australie	Îles Cocos	12,3 S	97,0 E
7	Australie	Warramunga, NT	19,9 S	134,3 E
8	Bolivie	La Paz	16,3 S	68,1 O
9	Brésil	Brasilia	15,6 S	48,0 O
10	Canada	Lac du Bonnet, Man.	50,2 N	95,9 O
11	Cap-Vert	Îles du Cap-Vert	16,0 N	24,0 O
12	Rép. centrafricaine	Bangui	5,2 N	18,4 E
13	Chili	Île de Pâques	27,0 S	109,2 O
14	Chili	Îles Juan Fernández	33,8 S	80,7 O
15	Chine	Beijing	40,0 N	116,0 E
16	Chine	Kunming	25,0 N	102,8 E
17	Côte d'Ivoire	Dimbokro	6,7 N	4,9 O
18	Danemark	Dundas, Groenland	76,5 N	68,7 O
19	Djibouti	Djibouti	11,3 N	43,5 E
20	Équateur	Îles Galapagos	0,0 N	91,7 O
21	France	Îles Marquises	10,0 S	140,0 O
22	France	Port Laguerre, Nouvelle-Calédonie	22,1 S	166,3 E
23	France	Kerguelen	49,2 S	69,1 E
24	France	Tahiti	17,6 S	149,6 O
25	France	Kourou, Guyane française	5,2 N	52,7 O
26	Allemagne	Freyung	48,9 N	13,7 E

	État responsable de la station	Lieu	Latitude	Longitude
27	Allemagne	Georg von Neumayer, Ant.	70,6 S	8,4 O
28	À déterminer	À déterminer	À déterminer	À déterminer
29	Iran (Rép. islamique d')	Téhéran	35,7 N	51,4 E
30	Japon	Tsukuba	36,0 N	140,1 E
31	Kazakstan	Aktyoubinsk	50,4 N	58,0 E
32	Kenya	Kilimanbogo	1,3 S	36,8 E
33	Madagascar	Antananarive	18,8 S	47,5 E
34	Mongolie	Javhlant	48,0 N	106,8 E
35	Namibie	Tsumeb	19,1 S	17,4 E
36	Nouvelle-Zélande	Iles Chatham	44,0 S	176,5 O
37	Norvège	Karasjok	69,5 N	25,5 E
38	Pakistan	Rahimyar Khan	28,2 N	70,3 E
39	Palaos	Palaos	7,5 N	134,5 E
40	Papouasie-Nouvelle-Guinée	Rabaul	4,1 S	152,1 E
41	Paraguay	Villa Florida	26,3 S	57,3 O
42	Portugal	Açores	37,8 N	25,5 O
43	Fédération de Russie	Doubna	56,7 N	37,3 E
44	Fédération de Russie	Petropavlovsk-Kamtchatsky	53,1 N	158,8 E
45	Fédération de Russie	Oussouriïsk	43,7 N	131,9 E
46	Fédération de Russie	Zalessovo	53,9 N	84,8 E
47	Afrique du Sud	Boshof	28,6 S	25,4 E
48	Tunisie	Thala	35,6 N	8,7 E
49	Royaume-Uni	Tristan da Cunha	37,0 S	12,3 O
50	Royaume-Uni	Ascension	8,0 S	14,3 O
51	Royaume-Uni	Bermudes	32,0 N	64,5 O
52	Royaume-Uni	.BIOT/Arch. des Tchagos	5,0 S	72,0 E
53	États-Unis	Eielson, AK	64,8 N	146,9 O
54	États-Unis	Base de Siple, Ant.	75,5 S	83,6 O

	État responsable de la station	Lieu	Latitude	Longitude
55	États-Unis	Windless Bight, Ant.	77,5 S	161,8 E
56	États-Unis	Newport, WA	48,3 N	117,1 O
57	États-Unis	Piñon Flats, CA	33,6 N	116,5 O
58	États-Unis	Iles de Midway	28,1 N	177,2 O
59	États-Unis	Hawaii, HI	19,6 N	155,3 O
60	États-Unis	Ile de Wake	19,3 N	166,6 E

ANNEXE 2 DU PROTOCOLE

Liste des paramètres de caractérisation pour le filtrage standard des événements au Centre international de données

1. Les critères de filtrage standard des événements au Centre international de données sont basés sur les paramètres standard de caractérisation des événements qui sont établis pendant le traiteme combiné des données issues de toutes les technologies participant au Système de surveillance international. Aux fins du filtrage standa événements, le Centre applique des critères valables à l'échelle mond et des critères complémentaires pour tenir compte de variations régionales là où cela est possible.

2. Pour les événements détectés par la composante sismologique du Système de surveillance international, les critères suivants, entre autres, peuvent être appliqués :

- Lieu de l'événement;
- Profondeur de l'événement;
- Rapport entre la magnitude des ondes de surface et la magnitude des ondes de volume;
- Contenu fréquentiel des signaux;
- Rapports spectraux des phases;
- Rebonds spectraux;
- Premier mouvement de l'onde P;
- Mécanisme au foyer;
- État d'excitation relative des phases sismiques;
- Mesures comparatives avec d'autres événements et groupes d'événements;
- Discriminants régionaux, là où ils sont applicables.

3. Pour les événements détectés par la composante hydroacoustique du Système de surveillance international, les critères suivants, entre autres, peuvent être appliqués :

- Contenu fréquentiel des signaux, y compris la fréquence-coin, énergie large bande, fréquence centrale moyenne et largeur de bande;
- Durée du signal en fonction de la fréquence;
- Rapport spectral;
- Indications de signaux de pulsations de bulle et retard des pulsations de bulle.

4. Pour les événements détectés par la composante infrasons du Système de surveillance international, les critères suivants, entre autres, peuvent être appliqués :

- Contenu fréquentiel des signaux et dispersion;
- Durée des signaux;
- Amplitude des crêtes.

5. Pour les événements détectés par la composante radionucléides du Système de surveillance international, les critères suivants, entre autres, peuvent être appliqués :

- Concentration des radionucléides naturels et artificiels dans le bruit de fond;
- Concentration de produits de fission et d'activation spécifiques en dehors des observations courantes;
- Rapport d'un produit de fission et d'activation spécifique à un autre.

TRADUZIONE NON UFFICIALE

PREAMBOLO

Gli Stati Parte al presente Trattato (di seguito denominati "Stati Parte"),

Felicitandosi per gli accordi internazionali e le altre misure positive intervenute nei recenti anni nel campo del disarmo nucleare in particolare le riduzioni di arsenali nucleari, come pure nel campo della prevenzione della proliferazione nucleare in tutti i suoi aspetti,

Sottolineando l'importanza dell'attuazione rapida e completa di tali accordi e misure,

Convinti che la situazione internazionale offre oggi la possibilità di prendere nuove misure per progredire sulla via del disarmo nucleare e per lottare efficacemente contro la proliferazione delle armi nucleari in tutti i suoi aspetti, e dichiarando il loro intento di adottare queste misure,

Sottolineando la necessità' di sforzi continui, sistematici e progressivi per ridurre le armi nucleari a livello mondiale, in vista dell'obiettivo finale della loro eliminazione e del disarmo generale e completo sotto un controllo internazionale efficace e rigoroso,

Riconoscendo che la cessazione di tutte le esplosioni sperimentali nucleari e delle altre esplosioni nucleari, col fatto di porre un freno allo sviluppo ed al miglioramento qualitativo delle armi nucleari e di far cessare lo sviluppo di nuovi tipi ancor più progrediti di armi nucleari, contribuirà in maniera efficace al disarmo nucleare ed alla non-proliferazione in tutti i suoi aspetti,

Riconoscendo che la cessazione di tutte le esplosioni nucleari costituirà in tal modo un progresso significativo per la realizzazione graduale e sistematica del disarmo nucleare,

Convinti che il modo più efficace di porre fine agli esperimenti nucleari é la conclusione di un trattato universale per la messa al bando completa di tali esperimenti, internazionalmente ed effettivamente controllabile, che rappresenta da lungo tempo uno degli obiettivi cui la Comunità internazionale attribuisce la massima priorità nel campo del disarmo e della non-proliferazione,

Notando che le Parti del Trattato del 1963 per il bando degli esperimenti di armi nucleari nell'atmosfera, nello spazio extra-atmosferico e sottomarino hanno espresso l'auspicio di garantire per sempre la cessazione di tutte le esplosioni sperimentali di armi nucleari,

Notando inoltre i pareri espressi secondo i quali il presente Trattato potrebbe contribuire alla protezione dell'ambiente,

Ribadendo l'intento di di suscitare l'adesione di tutti gli Stati al presente Trattato e l'obiettivo dello stesso di contribuire efficacemente alla prevenzione della proliferazione delle armi nucleari in tutti i suoi aspetti, al processo di disarmo nucleare e pertanto al rafforzamento della pace e della sicurezza internazionale,

Hanno convenuto quanto segue:

ARTICOLO I

OBBLIGHI FONDAMENTALI

Ciascuno Stato Parte s'impegna a non effettuare qualsiasi esplosione sperimentale di un'arma nucleare o altra esplosione nucleare ed a vietare e prevenire qualsiasi esplosione nucleare di questo tipo in ogni luogo sotto la sua giurisdizione ed il suo controllo.

2. Ciascun Stato Parte s'impegna inoltre ad astenersi dal causare, incoraggiare o partecipare in qualsiasi maniera allo svolgimento di esplosioni sperimentali di qualsiasi arma nucleare, o ad altre esplosioni nucleari.

ARTICOLO II

L'ORGANIZZAZIONE

A. DISPOSIZIONI GENERALI

1. Gli Stati Parte istituiscono l'Organizzazione per il Trattato del Bando Totale degli Esperimenti Nucleari (di seguito denominata "l'Organizzazione",) per conseguire le finalità e lo scopo del presente Trattato, assicurare l'applicazione delle sue disposizioni, comprese quelle relative alla verifica internazionale dell'osservanza del Trattato e rappresentare un'istanza di consultazione e di cooperazione tra gli Stati Parte.

2. Tutti gli Stati Parte sono membri dell'Organizzazione. Uno Stato Parte non può essere privato della sua qualità di membro nell'Organizzazione.

3. La sede dell'Organizzazione é a Vienna, Repubblica d'Austria.

4. Sono di seguito istituiti come organi dell'Organizzazione: la Conferenza degli Stati Parte, il Consiglio esecutivo ed il Segretariato tecnico che comprende il Centro internazionale di dati.

5. Ciascun Stato Parte coopera con l'Organizzazione per l'adempimento dei suoi compiti in base al presente Trattato. Gli Stati Parte si consultano direttamente tra di loro o tramite l'Organizzazione, o secondo altre procedure internazionali appropriate, in particolare procedure stabilite nel quadro dell'Organizzazione delle Nazioni Unite e conformemente allo Statuto delle Nazioni Unite, su qualsiasi questione sollevata in

relazione all'oggetto ed allo scopo del presente Trattato o all' esecuzione delle disposizioni dello stesso.

6. L'Organizzazione esegue le attività di verifica stabilite nel presente Trattato con la minore intrusione possibile, compatibilmente con l'adempimento degli obiettivi nei termini stabiliti e con l'efficacia necessaria. Essa chiede solo le informazioni ed i dati necessari per adempiere alle responsabilità che le incombono in base al Trattato. Essa prende ogni precauzione per tutelare la confidenzialità delle informazioni sulle attività e strutture civili e militari di cui viene a conoscenza nell'attuazione del Trattato ed in modo particolare, si attiene alle disposizioni sulla confidenzialità enunciate nello stesso.

7. Ogni Stato Parte tratta in modo riservato e particolare le informazioni ed i dati che riceve a titolo confidenziale dall'Organizzazione in connessione con l'attuazione del presente Trattato. Esso tratta tali informazioni e dati esclusivamente in connessione con i suoi diritti ed obblighi in base al presente Trattato.

8. L'Organizzazione in quanto organo indipendente fa il possibile per utilizzare, secondo convenienza, il know how e le strutture esistenti e potenziare il rapporto costo- rendimento per mezzo di intese di collaborazione con altre organizzazioni internazionali, come l'Agenzia Internazionale per l'Energia Atomica. Tali intese, escluse quelle di importanza secondaria e di natura semplicemente commerciale e contrattuale, saranno stipulate in accordi che saranno presentati alla Conferenza degli Stati Parte per approvazione.

9. I costi delle attività dell'Organizzazione saranno coperti ogni anno dagli Stati parte secondo la tariffa delle quote dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, adattata in modo da tener conto delle differenze tra il numero degli Stati membri dell'Organizzazione delle Nazioni Unite e quello degli Stati membri dell'Organizzazione.

10. I contributi finanziari degli Stati Parte alla Commissione preparatoria saranno adeguatamente scalati dai loro contributi al bilancio preventivo ordinario.

11. Un membro dell'Organizzazione che é in stato di ritardato pagamento del suo contributo all'Organizzazione, non può partecipare alle votazioni dell'Organizzazione se l'ammontare degli arretrati che deve pagare é pari o superiore all'ammontare dei contributi dovuto per i due anni precedenti. Tuttavia la Conferenza degli Stati Parte può autorizzare questo membro a votare se ritiene che l'inadempienza é dovuta a circostanze indipendenti dalla volontà del membro.

B. CONFERENZA DEGLI STATI PARTE

Composizione, procedure e adozione di decisioni

12. La Conferenza degli Stati Parte (di seguito denominata "la Conferenza") é composta da tutti gli Stati Parte. Ciascun Stato Parte ha un rappresentante alla Conferenza che può essere accompagnato da sostituti e consiglieri.

13. La prima sessione della Conferenza é convocata dal depositario non oltre 30 giorni dopo l'entrata in vigore del presente Trattato.

14. La Conferenza si riunisce in sessioni speciali che hanno luogo ogni anno salvo se diversamente deciso.

15. Sono convocate sessioni speciali della Conferenza:

a) quando deciso dalla Conferenza;
b) quando richiesto dal Consiglio esecutivo;
c) quando richiesto da uno Stato Parte con l'appoggio di una maggioranza di Stati Parte.

La sessione speciale é convocata non oltre 30 giorni dopo la decisione della Conferenza, la richiesta del Consiglio esecutivo o l'ottenimento dell'appoggio necessario salvo se diversamente specificato nella decisione o nella richiesta.

16. La Conferenza può inoltre essere convocata sotto forma di Conferenza di emendamento, secondo l'Articolo VIII.

17. la Conferenza può inoltre essere convocata sotto forma di una Conferenza di revisione secondo l'articolo VIII.

18. Le sessioni si svolgono presso la sede dell'Organizzazione a meno che la Conferenza non decida diversamente.

19. La Conferenza adotta il proprio regolamento procedurale. All'inizio di ogni sessione, essa elegge il suo Presidente e tutti gli altri funzionari che potrebbero essere richiesti. Essi rimangono in carica fino a quando il nuovo Presidente ed altri ufficiali non sono eletti nella sessione successiva

20. Una maggioranza di Stati Parte costituisce un quorum.

21. Ciascuno Stato Parte ha un voto.

22. La Conferenza adotta decisioni su questioni di procedura a maggioranza dei membri presenti e votanti. Le decisioni sulle questioni sostanziali sono adottate non appena possibile mediante consenso. Se non si riesce a raggiungere un consenso quando il problema é presentato per la decisione il Presidente della Conferenza rinvia ogni votazione di 24 ore e durante questo periodo fa ogni forzo per facilitare l'ottenimento di un consenso e fa rapporto alla Conferenza prima della fine di detto periodo. Se non é stato possibile ottenere un consenso al termine delle 24 ore, la Conferenza adotta una decisione a maggioranza di due terzi dei membri presenti e votanti salvo se diversamente specificato

nel presente Trattato. Quando il problema si pone di sapere se la questione é sostanziale o non, tale questione sarà trattata come sostanziale salvo se diversamente deciso dalla maggioranza prevista per le decisioni su questioni sostanziali.

23. Nell'esercitare le funzioni che le sono conferite in base al paragrafo 26 (k), la Conferenza decide l'iscrizione del nome di qualsiasi Stato sulla lista figurante nell'Allegato 1 al presente Trattato secondo la procedura decisionale di cui al paragrafo 22 stabilita per le questioni sostanziali. Nonostante le disposizioni del paragrafo 22, la Conferenza decide mediante consenso su ogni altra modifica da apportare all'Allegato 1 del Trattato.

Poteri e Funzioni

24. La Conferenza é l'organo principale dell'Organizzazione. Essa esamina tutte le questioni, problemi o decisioni nell'ambito del presente Trattato, comprese quelle relative ai poteri ed alle funzioni del Consiglio esecutivo e del Segretariato tecnico, in conformità al presente Trattato. Essa può fare raccomandazioni ed adottare decisioni su qualsiasi questione, affare o problema nell'ambito del presente Trattato, sollevato da uno Stato Parte o sottoposto alla sua attenzione dal Consiglio esecutivo.

25. La Conferenza sovraintende all'applicazione del presente Trattato, controlla il rispetto delle disposizioni dello stesso e agisce al fine di realizzare le sue finalità ed i suoi scopi. Essa inoltre vigila sulle attività del Consiglio esecutivo e del Segretariato Tecnico e potrà rilasciare direttive per l'uno o per l'altro organo nell'esercizio delle sue funzioni.

26. La Conferenza :

a) esamina ed adotta il rapporto dell'Organizzazione sull'attuazione del presente Trattato, nonché il bilancio preventivo/programma annuale dell'Organizzazione presentati dal Consiglio esecutivo ed esamina altri rapporti;

b) decide in merito alla tariffa delle quote che spettano agli Stati Parte secondo il paragrafo 9;

c) elegge i membri del Consiglio esecutivo;

c) nomina il Direttore Generale del Segretariato tecnico (di seguito denominato "Direttore generale")

e) esamina ed approva il regolamento procedurale del Consiglio esecutivo sottoposto dallo stesso;

(f) esamina e passa in rassegna gli sviluppi scientifici e tecnologici che potrebbero incidere sul funzionamento del presente Trattato. In tale contesto la Conferenza può dare istruzioni al Direttore Generale di istituire un consiglio scientifico consultivo per consentirgli nell'esercizio delle sue funzioni di fornire pareri specializzati in settori della scienza e della tecnologia pertinenti al presente Trattato, alla Conferenza, al Consiglio esecutivo o agli Stati Parte. Il consiglio scientifico consultivo sarà composto da esperti indipendenti che partecipano a titolo personale e che sono designati in conformità al mandato

conferito dalla Conferenza, in base alla loro competenza ed esperienza in determinati settori scientifici aventi attinenza con l'attuazione del Trattato;

(g) prende le misure necessarie per garantire l'osservanza del presente Trattato e risolvere e porre rimedio ad ogni situazione che contravvenga alle disposizioni del presente Trattato secondo l'Articolo V;

(h) esamina ed approva nella sua prima sessione tutti i progetti di accordo, d'intesa, di disposizioni, di procedure, di manuali operativi o di direttive e gli altri documenti predisposti e raccomandati dalla Commissione preparatoria;

(i) esamina ed approva gli accordi o le intese negoziate dal Segretariato Tecnico con gli Stati Parte, altri Stati o Organizzazioni internazionali che saranno conclusi dal Consiglio esecutivo per conto dell'Organizzazione secondo il paragrafo 38 (h);

(j) istituisce gli organi sussidiari che ritiene necessari per l'esercizio delle sue funzioni in conformità al presente Trattato;

k) aggiorna, come opportuno, l'Allegato 1 del Trattato secondo il paragrafo 23.

C. Il Consiglio Esecutivo
Composizione, procedure e processi decisionali

27. Il Consiglio esecutivo é composto da 51 membri. Ogni Stato Parte ha diritto, in conformità alle disposizioni del presente Articolo, di essere rappresentato nel Consiglio esecutivo.

28. In considerazione dell'esigenza di un'equa ripartizione geografica, il Consiglio esecutivo comprende:

(a) Dieci Stati Parte d'Africa
(b) Sette Stati Parte dell'Europa orientale;
(c) Nove Stati Parte dell'America latina e dei Caraibi;
(d) Sette Stati Parte del Medio Oriente e del Sud-Est asiatico;
(e) Dieci Stati Parte del Nord America e dell'Europa Occidentale;
(f) Otto Stati Parte del Sud-Est asiatico del Pacifico e dell'Estremo Oriente.

Tutti gli Stati delle regioni geografiche sopra menzionate sono elencati nell'Allegato I del Trattato. L'Allegato 1 del Trattato sarà aggiornato, come opportuno, dalla Conferenza secondo i paragrafi 23 e 26(k). Non é oggetto ad emendamenti o a modifiche secondo le procedure contenute all'Articolo VII.

29. I membri del Consiglio esecutivo sono eletti dalla Conferenza. In questa circostanza ciascun gruppo regionale designa gli Stati Parte della regione ai fini dell'elezione a membri del Consiglio esecutivo, come segue:

(a) Almeno un terzo dei seggi assegnati a ciascuna regione geografica sarà occupato, in considerazione di interessi politici e di sicurezza, dagli Stati Parte di quella regione, designati in base alle capacità nucleari attinenti al Trattato come determinate per mezzo dei dati internazionali o secondo tutti o uno qualsiasi dei seguenti criteri indicativi secondo l'ordine di priorità stabilito da ciascuna regione:

(i) Numero delle strutture di monitoraggio del Sistema di monitoraggio internazionale;
(ii) Competenza ed esperienza in tecnologie di monitoraggio;
(iii) Contributo al bilancio annuale dell'Organizzazione;

(b) Uno dei seggi assegnati a ciascuna regione geografica sarà attribuito, secondo un criterio di avvicendamento, allo Stato Parte che, secondo l'ordine alfabetico inglese, é il primo tra gli Stati Parte di quella regione che per più tempo non hanno fatto parte del Consiglio esecutivo, dalla data di scadenza del loro ultimo mandato o dalla data in cui sono divenuti Stati Parte. Lo Stato Parte designato su tale base può decidere di rinunciare al suo turno, indirizzando una lettera di rinuncia al Direttore generale; il seggio sarà attribuito allo Stato Parte che occupa il secondo posto nella graduatoria stabilita secondo le norme del presente capoverso;

(c) I rimanenti seggi attribuiti ad ogni regione geografica sono occupati dagli Stati Parte designati tra tutti quelli della regione in oggetto, in base ad un principio di avvicendamento o mediante elezioni.

30. Ogni membro del Consiglio esecutivo ha un rappresentante in detto organo che può essere accompagnato da sostituti e consiglieri.

31. Ogni membro del Consiglio esecutivo rimane in carica dalla fine della sessione della Conferenza in cui é stato eletto, fino alla fine della seconda sessione annuale ordinaria della Conferenza successiva: tuttavia, nella prima elezione del Consiglio esecutivo, saranno eletti 26 membri i quali rimarranno in carica fino alla fine della terza sessione ordinaria annuale della Conferenza tenendo debitamente conto delle proporzioni numeriche stabilite al paragrafo 28.

32. Il Consiglio esecutivo elabora il suo regolamento procedurale e lo sottopone alla Conferenza per approvazione.

33. Il Consiglio esecutivo elegge il suo Presidente tra i suoi membri.

34. Il Consiglio esecutivo si riunisce in sessioni ordinarie. Negli intervalli tra le sessioni può riunirsi tutte le volte che ciò é necessario per l'esercizio dei suoi poteri e delle sue funzioni.

35. Ogni membro del Consiglio esecutivo dispone di un voto.

36. Il Consiglio esecutivo prende decisioni su questioni procedurali a maggioranza di tutti i suoi membri. Il Consiglio esecutivo decide sulle questioni sostanziali a maggioranza di due terzi di tutti i suoi membri salvo se diversamente specificato nel presente Trattato. Quando il problema si pone di sapere se la questione é sostanziale o non, tale questione sarà trattata come sostanziale salvo se diversamente deciso dalla maggioranza prevista per le decisioni su questioni sostanziali.

Poteri e Funzioni

37. Il Consiglio esecutivo é l'organo esecutivo dell'Organizzazione. Esso é responsabile dinnanzi alla Conferenza ed esercita i poteri e le funzioni che gli sono conferite secondo il presente Trattato. Ciò facendo, agisce in conformità alle raccomandazioni, decisioni e direttive della Conferenza ed assicura che siano applicate in modo continuativo ed adeguato.

38. Consiglio esecutivo:

(a)promuove l'effettiva attuazione del Trattato ed il rispetto delle sue disposizioni;

(b) sovraintende alle attività del Segretariato tecnico;

(c) formula raccomandazioni, se del caso, alla Conferenza riguardo all'esame di ulteriori proposte volte a promuovere le finalità e gli scopi del presente Trattato.

(d) coopera con l'autorità nazionale di ciascuno Stato Parte;

(e) esamina e sottopone alla Conferenza il progetto di bilancio preventivo/programma annuale dell'Organizzazione, il progetto di rapporto dell'Organizzazione sull'attuazione del presente Trattato, il rapporto sull'esecuzione delle sue attività e tutti gli altri rapporti che ritiene necessari o che la Conferenza potrebbe richiedere;

(f) prende i provvedimenti necessari per l'organizzazione della Conferenza, in particolare la preparazione del progetto di ordine del giorno;

(g) esamina le proposte volte ad apportare emendamenti di natura tecnica o amministrativa al Protocollo o ai suoi Allegati in applicazione dell'Articolo VII, e formula agli Stati Parte raccomandazioni per la loro adozione;

(h) Conclude a nome dell'Organizzazione, previa approvazione della Conferenza, accordi o intese con gli Stati Parte, altri Stati ed organizzazioni, e sovraintende alla loro attuazione, ad eccezione degli accordi o delle intese di cui al capoverso (i);

(i) Approva e sovraintende al funzionamento di accordi o di intese sull'attuazione delle attività di verifica, di comune accordo con gli Stati Parte ed altri Stati;

(j) approva i nuovi manuali operativi proposti dal Segretariato tecnico, nonché ogni modifica ai manuali operativi esistenti eventualmente suggerita dal Segretariato tecnico.

39. Il Consiglio esecutivo può richiedere lo svolgimento di una sessione straordinaria della Conferenza.

40. Il Consiglio esecutivo:

(a) facilita mediante scambi informativi la cooperazione tra gli Stati Parte, nonché tra gli Stati Parte ed il Segretariato tecnico per l'attuazione del presente Trattato ;

(b) facilita la consultazione ed il chiarimento tra gli Stati Parte in conformità all'Articolo IV;

(c) Riceve ed esamina le richieste d'ispezione <u>in loco</u> ed i rapporti d'ispezione e definisce la propria azione riguardo alle prime ed ai secondi, in conformità all'Articolo IV.

41. Il Consiglio esecutivo esamina ogni motivo di preoccupazione di uno Stato Parte circa un'eventuale inadempienza del presente Trattato e l'uso abusivo dei diritti stabiliti dallo stesso.
A tal fine il Consiglio esecutivo consulta gli Stati Parte implicati e, se opportuno, chiede ad uno Stato Parte di prendere provvedimenti per rimediare alla situazione in tempi stabiliti. Se ritiene di dover dar seguito alla questione, il Consiglio esecutivo prende, tra l'altro, una o più delle seguenti misure:

(a) informa tutti gli Stati Parte del problema o della questione;

(b) sottopone il problema o la questione all'attenzione della Conferenza;

(c) formula raccomandazioni alla Convenzione oppure prende una decisione, a seconda di come meglio convenga, sulle misure per rimediare alla situazione e garantire il rispetto delle disposizioni del Trattato secondo l'Articolo V.

<u>D. Il Segretariato tecnico</u>

42. Il Segretariato tecnico aiuta gli Stati Parte ad applicare il presente Trattato . Esso aiuta la Conferenza ed il Consiglio esecutivo nell'esercizio delle loro funzioni. Il Segretariato tecnico esercita le funzioni di verifica e le altre funzioni che gli sono conferite dal presente Trattato, come pure le funzioni delegategli dalla Conferenza o dal Consiglio esecutivo conformemente alle disposizioni del Trattato . Il Segretariato tecnico comprende il Centro internazionale di dati, che ne fa parte integrante.

43. Per quanto riguarda la verifica del rispetto delle disposizioni del presente Trattato , il Segretariato tecnico, secondo l'Articolo IV ed il Protocollo, tra le altre funzioni: :

(a) é incaricato di sovraintendere e di coordinare il funzionamento del Sistema di monitoraggio internazionale;

(b) utilizza il Centro internazionale di dati;

(c) riceve, elabora e analizza regolarmente i dati del Sistema di monitoraggio internazionale e fa regolarmente rapporto su tali dati;

(d) fornisce assistenza e supporto tecnico per l'installazione ed il funzionamento delle stazioni di monitoraggio;

(e) aiuta il Consiglio esecutivo a facilitare la consultazione ed il chiarimento tra gli Stati Parte;

(f) riceve le richieste d' ispezione in loco e le esamina, agevola l'esame di tali richieste da parte del Consiglio esecutivo, effettua i preparativi delle ispezioni in loco fornendo un supporto tecnico durante il loro svolgimento e e fa rapporto al Consiglio esecutivo;

(g) negozia e, con riserva dell'approvazione preliminare del Consiglio esecutivo conclude con gli Stati Parte, gli altri Stati e le organizzazioni internazionali accordi o intese relative alle attività di verifica;

(h) assiste gli Stati Parte tramite la loro autorità nazionale, per altri problemi sollevati dalla verifica dell'esecuzione del Trattato.

44. Il Segretariato tecnico elabora e aggiorna, con riserva dell'approvazione del Consiglio esecutivo, manuali operativi per guidare l'uso dei vari componenti del regime di verifica, in conformità con l'articolo IV ed il Protocollo. Tali manuali non sono parte integrante del presente Trattato o del Protocollo e possono essere modificati dal Segretariato tecnico con riserva dell'approvazione del Consiglio esecutivo. Il Segretariato tecnico informa sollecitamente gli Stati Parte di qualsiasi modifica dei manuali operativi.

45. Le funzioni del Segretariato tecnico per quanto riguarda le questioni amministrative sono, fra l'altro, le seguenti:

(a) predisporre e presentare al Consiglio esecutivo il progetto di bilancio preventivo/ programma dell'Organizzazione;

(b) Predisporre e sottoporre al Consiglio esecutivo il progetto di rapporto dell'Organizzazione sull'attuazione del presente Trattato ed ogni altro rapporto eventualmente richiesto dalla Conferenza o dal Consiglio esecutivo;

(c) fornire un supporto amministrativo e tecnico alla Conferenza, al Consiglio esecutivo e agli organi sussidiari;

(d) Indirizzare e ricevere comunicazioni per conto dell'Organizzazione in relazione all'attuazione del presente Trattato ; e

(e) svolgere le mansioni amministrative derivanti da accordi tra l'Organizzazione ed altre organizzazioni internazionali.

46. Tutte le richieste e le notifiche indirizzate da Stati Parte all'Organizzazione sono inviate al Direttore generale tramite le autorità nazionali. Le richieste e le notifiche devono essere redatte in una delle lingue ufficiali del Trattato. La risposta del Direttore generale é formulata nella stessa lingua.

47. Ai fini della definizione del progetto di programma/ bilancio preventivo dell'Organizzazione e della presentazione dello stesso al Consiglio esecutivo il Segretariato tecnico stabilisce e mantiene una precisa contabilità di tutti i costi inerenti a ciascuna struttura del Sistema di monitoraggio internazionale.

Esso procede in maniera analoga per tutte le altre attività dell'Organizzazione indicate nel progetto di programma/ bilancio preventivo.

48. Il Segretariato tecnico informa sollecitamente il Consiglio esecutivo di qualsiasi problema incontrato durante lo svolgimento delle sue attività e che non é stato in grado di risolvere per mezzo di consultazioni con lo Stato Parte interessato.

49. Il Segretariato tecnico comprende un Direttore generale che ne é il capo ed il direttore amministrativo, nonché il personale scientifico, tecnico e di altro tipo necessario. Il Direttore generale é nominato dalla Conferenza su raccomandazione del Consiglio esecutivo con un mandato di quattro anni rinnovabile una sola volta.Il primo Direttore generale é nominato dalla Conferenza nella sua prima sessione su raccomandazione della Commissione preparatoria.

50. Il Direttore generale é incaricato della nomina dei membri del personale, nonché dell'organizzazione e del funzionamento del Segretariato tecnico e ne risponde alla Conferenza ed al Consiglio esecutivo. Criterio fondamentale per l'assunzione di personale e la definizione delle sue condizioni di servizio é l'esigenza di assicurare i massimi livelli di conoscenza professionale, di esperienza, di efficienza, di competenza e d'integrità. Solo i cittadini degli Stati Parte possono essere nominati Direttore generale,o essere assunti come ispettori, quadri, o impiegati amministrativi. Si terrà in debita considerazione l'importanza di reclutare il personale u una base geografica la più ampia possibile. Ai fini del reclutamento, si dovrà tener conto del principio di mantenere il personale al numero minimo necessario, affinché il Segretariato tecnico possa adempiere correttamentealle sue responsabilità.

51. Il Direttore generale può, se necessario, e previa consultazione con il Consiglio esecutivo, istituire gruppi di lavoro temporanei di esperti scientifici per formulare raccomandazioni su problemi specifici.

52. Nell'esercizio delle loro funzioni, il Direttore generale, gli ispettori, gli assistenti d'ispezione e gli altri membri del personale non sollecitano né ricevono istruzioni da qualunque Governo o ente esterno all'Organizzazione. Essi si astengono da qualsiasi azione suscettibile di nuocere al loro statuto di

funzionario internazionale dipendente unicamente dall'Organizzazione. Il Direttore generale si assume la responsabilità delle attività di una squadra ispettiva.

53. Ciascun Stato Parte rispetta il carattere esclusivamente internazionale delle responsabilità del Direttore generale, degli ispettori, degli assistenti d'ispezione e dei membri del personale e non tenta di influenzarli nell'adempimento delle loro funzioni.

E. Privilegi ed immunità

54. L'Organizzazione gode, sul territorio ed in qualsiasi altro luogo sotto la giuridizione o il controllo di uno Stato Parte, della capacità giuridica e dei privilegi ed immunità necessari per l'esercizio delle sue funzioni.

55. I delegati degli Stati Parte, assieme ai loro sostituti e consiglieri, i rappresentanti dei membri eletti al Consiglio esecutivo assieme ai loro sostituti e consiglieri, il Direttore generale, gli ispettori, gli assistenti d'ispezione, ed i membri del personale dell'Organizzazione godono dei privilegi e delle immunità necessarie per l'esercizio indipendente delle loro funzioni in connessione con l'Organizzazione.

56. La capacità giuridica, i privilegi e le immunità di cui al presente Articolo sono definiti in accordi tra l'Organizzazione ed gli Stati Parte nonché in un accordo tra l'Organizzazione e lo Stato dove l'Organizzazione ha la sede. Questi accordi devono essere esaminati e approvati secondo il paragrafo 26 (h) e (i).

57. Nonostante i paragrafi 54 e 55, il Direttore generale, gli ispettori, gli assistenti d'ispezione,i membri del personale del Segretariato tecnico godono, durante l'esecuzione delle attività di verifica, dei privilegi e delle immunità enunciate nel Protocollo.

ARTICOLO III

Misure di attuazione nazionale

1. Ciascun Stato Parte adotta, in conformità con le procedure previste dalla sua Costituzione, tutte le misure richieste per l'adempimento dei suoi obblighi in base al presente Trattato. In modo particolare, prende le misure necessarie al fine di:

(a) vietare a persone fisiche e giuridiche ovunque ubicate sul suo territorio o in ogni altro luogo sotto la sua giurisdizione riconosciuta dal diritto internazionale, di intraprendere qualsiasi attività vietata ad uno Stato Parte in base al presente Trattato ;

(b) vietare a persone fisiche e giuridiche di intraprendere qualsiasi attività di tale natura in qualsiasi luogo sotto il suo controllo;

(c) vietare, in conformità al diritto internazionale, a persone fisiche aventi la sua nazionalità di intraprendere ogni attività di tale natura in qualsiasi luogo.

2. Ciascun Stato Parte coopera con gli altri Stati Parte e procura l'assistenza giuridica necessaria per facilitare l'attuazione degli obblighi secondo il paragrafo 1.

3. Ciascun Stato Parte informa l'Organizzazione delle misure che ha adottato ai sensi del presente Articolo.

4. Per adempiere agli obblighi che ha contratto in forza del presente Trattato, ogni Stato Parte designa o istituisce un'autorità nazionale e ne informa l'Organizzazione nel momento in cui il Trattato entra in vigore nei suoi confronti. L'autorità nazionale funge da centro nazionale per i collegamenti con l'Organizzazione e con gli altri Stati Parte.

ARTICOLO IV
VERIFICA

A. DISPOSIZIONI GENERALI

1. Per verificare il rispetto delle disposizioni del presente Trattato, é istituito un sistema di verifica basato sui seguenti elementi:

(a) un sistema internazionale di monitoraggio;
(b) consultazione e chiarimenti;
(c) ispezioni in loco ; e
(d) misure per rafforzare la fiducia.

Al momento dell'entrata in vigore del presente Trattato,il sistema di verifica deve essere in grado di corrispondere ai requisiti di verifica del presente Trattato

2. Le attività di verifica si basano su informazioni obiettive, sono limitate all'oggetto del presente Trattato e sono effettuate nel completo rispetto della sovranità degli Stati Parte e nel modo meno intrusivo possibile, compatibilmente con il conseguimento degli obiettivi nei termini stabiliti e con l'efficacia richiesta. Ciascun Stato Parte si astiene da qualsiasi abuso del diritto di verifica.

3. Ciascun Stato Parte s'impegna, ai sensi del presente Trattato a cooperare, attraverso la sua autorità nazionale istituita secondo il paragrafo 4 dell'Articolo III, con l'Organizzazione e con altri Stati Parte per facilitare la verifica dell'osservanza dal presente Trattato,in particolare:

(a) creando i dispositivi necessari per partecipare alle misure di verifica e stabilendo le comunicazioni necessarie;

(b) fornendo i dati ottenuti dalle stazioni nazionali che fanno parte del Sistema internazionale di monitoraggio;

(c) partecipando, come opportuno, ad una procedura di consultazione e di chiarimento;

(d) autorizzando le ispezioni in loco;

(e) partecipando, come opportuno, a misure per rafforzare la fiducia.

4. Tutti gli Stati Parte, a prescindere dai loro mezzi tecnici e finanziari, hanno, in condizioni di parità un diritto di verifica e l'obbligo di accettare la verifica

5. Ai fini del presente Trattato, non é vietato ad alcun Stato Parte di utilizzare informazioni, ottenute con i mezzi tecnici nazionali di verifica compatibilmente con i principi generalmente riconosciuti del diritto internazionale, ivi compreso quello del rispetto della sovranità degli Stati.

6. Fatto salvo il diritto degli Stati Parte di proteggere impianti, attività o localizzazioni sensibili non attinenti al

presente Trattato , gli Stati Parte non ostacolano gli elementi del sistema di verifica del Trattato o i mezzi tecnici nazionali di verifica utilizzati secondo il paragrafo 5.

7. Ciascun Stato Parte ha diritto di prendere misure per tutelare gli impianti sensibili e impedire la divulgazione di informazioni e dati confidenziali non attinenti al presente Trattato .

8. Inoltre, saranno prese tutte le misure necessarie per proteggere la confidenzialità di qualsiasi informazione relativa ad attività e strutture civili e militari, ottenuta durante le attività di verifica

9. Fatto salvo il paragrafo 8, le informazioni ottenute dall'Organizzazione nell'ambito del sistema di verifica istituito dal presente Trattato sono a disposizione di tutti gli Stati Parte secondo le disposizioni pertinenti del presente Trattato e del Protocollo.

10. Le disposizioni del presente Trattato non saranno interpretate nel senso di limitare lo scambio internazionale di dati per scopi scientifici.

11. Ciascun Stato Parte s'impegna a cooperare con l'Organizzazione e con altri Stati Parte per migliorare il sistema di verifica e per esaminare le possibilità offerte da altre tecnologie di monitoraggio addizionali a livello di verifica come il rilevamento dell'impulso elettromagnetico o il monitoraggio via satellite,in vista di sviluppare, se del caso, misure specifiche per potenziare l'efficacia ed il rendimento delle operazioni di verifica dell'esecuzione del Trattato. Una volta decise, queste misure possono essere incorporate nelle disposizioni esistenti del Protocollo o sotto forma di sezioni addizionali del Protocollo, in conformità all'Articolo VII, oppure, se del caso, essere indicate nei manuali operativi in conformità al paragrafo 44 dell'Articolo II,

12. Gli Stati Parte s'impegnano a promuovere tra di loro una cooperazione che faciliti e consenta la loro partecipazione ad uno scambio il più completo possibile sulle tecnologie utilizzate per la verifica del presente Trattato, al fine di consentire a tutti gli Stati Parte di consolidare l' attuazione a livello nazionale delle misure di verifica e beneficiare dell'applicazione di tali tecnologie per scopi pacifici.

13. Le disposizioni del presente Trattato saranno attuate evitando di intralciare lo sviluppo economico e tecnologico degli Stati Parte ai fini dello sviluppo dell'applicazione dell'energia atomica a scopi pacifici.

Responsabilità in materia di verifica del Segretariato Tecnico

14. Nell'adempiere alle proprie responsabilità nell'area di verifica specificata nel presente Trattato e nel Protocollo, il Segretariato tecnico in cooperazione con gli Stati Parte, ai fini del presente Trattato :

(a) prende provvedimenti per ricevere e distribuire i dati ed i rapporti attinenti alla verifica del presente Trattato secondo le disposizioni dello stesso, e per disporre di un' adeguata infrastruttura di telecomunicazione mondiale;

(b) nell'ambito delle sue attività regolari e tramite il suo Centro internazionale di dati che é in linea di massima l'elemento centrale del Segretariato tecnico per l'immagazzinaggio l'elaborazione dei dati:

(i) riceve e presenta le richieste di dati provenienti dal Sistema di monitoraggio internazionale ;

(ii) riceve, come opportuno, i dati derivanti dalla procedura di consultazione e di chiarimento, dalle ispezioni in loco e dalle misure per rafforzare la fiducia; e

iii) riceve altri dati pertinenti dagli Stati Parte e dalle organizzazioni internazionali in conformità al presente Trattato ed al Protocollo;

(c) sovrintende, coordina ed assicura il funzionamento del Sistema di monitoraggio internazionale e dei suoi componenti, nonché del Centro internazionale di dati in conformità ai manuali operativi pertinenti;

(d) nell'ambito delle sue attività regolari, elabora regolarmente e analizza i dati del Sistema di monitoraggio internazionale e fa rapporto al riguardo secondo procedure convenute per consentire una concreta verifica internazionale dell'esecuzione del Trattato e contribuire a risolvere tempestivamente le preoccupazioni circa l'osservanza delle disposizioni del Trattato;

(e) mette a disposizione tutti i dati sia allo stato naturale che elaborati, nonché tutti i rapporti a tutti gli Stati Parte, ciascun Stato Parte assumendosi la responsabilità dell'uso dei dati del Sistema internazionale di monitoraggio in conformità al paragrafo 7 dell'Articolo II ed ai paragrafi 8 e 13 del presente Articolo;

(f) fornisce a tutti gli Stati Parte, in condizioni di parità, l' accesso libero e agevole a tutti i dati immagazzinati;

(g) immagazzina tutti i dati sia allo stato naturale che elaborati, nonché tutti i documenti e rapporti;

(h) coordina ed agevola le richieste di dati addizionali provenienti dal Sistema di monitoraggio internazionale ;

(i) coordina le richieste di dati addizionali indirizzate da uno Stato Parte ad un altro State Parte;

(j) fornisce allo Stato che ne fa richiesta, assistenza e supporto tecnico per l'installazione ed il funzionamento delle strutture di monitoraggio e dei mezzi di comunicazione corrispondenti;

(k) mette a disposizione di ogni Stato Parte che ne faccia richiesta le tecnologie utilizzate da se-stesso e dal suo Centro internazionale di dati per compilare, immagazzinare, elaborare, ed analizzare i dati relativi al sistema di verifica fare rapporto al riguardo;

(l) controlla e valuta la prestazione generale del Sistema di monitoraggio internazionale e del Centro internazionale di dati .

15.Le procedure approvate di cui il Segretariato tecnico si deve avvalere per adempiere ai suoi compiti in materia di verifica, menzionate al paragrafo 14 e dettagliate nel Protocollo sono precisate nei manuali operativi pertinenti.

B. SISTEMA DI MONITORAGGIO INTERNAZIONALE

16. Il Sistema di monitoraggio internazionale comprende gli impianti per il monitoraggio sismologico, il monitoraggio dei radionuclidi compresi i laboratori omologati, il monitoraggio idroacustico,il monitoraggio mediante rilevamento degli infrasuoni nonché i mezzi di comunicazione corrispondenti; esso beneficia del supporto del Centro internazionale di dati del Segretariato tecnico.

17. Il Sistema di monitoraggio internazionale é posto sotto l'autorità del Segretariato tecnico. Tutte le strutture di monitoraggio di questo sistema sono di proprietà e gestite dagli Stati di accoglienza o che in altro modo se ne assumono la responsabilità in conformità al Protocollo.

18. Ciascun Stato Parte ha diritto di partecipare allo scambio internazionale di dati e di avere accesso a tutti i dati messi a disposizione del Centro internazionale di dati. Ciascun Stato Parte coopera con il Centro internazionale di dati tramite la sua autorità nazionale.

Finanziamento del Sistema internazionale di monitoraggio

19. Per quanto riguarda le strutture incorporate nel Sistema internazionale di monitoraggio ed iscritte nelle Tavole 1-A, 2-A, 3 e 4 dell'Allegato 1 del Protocollo ed il loro funzionamento, nella misura in cui lo Stato interessato e l'Organizzazione hanno convenuto di fornire dati al Centro internazionale di dati in conformità ai requisiti tecnici enunciati nel Protocollo e nei manuali operativi pertinenti, l'Organizzazione, come specificato negli accordi o nelle intese ai sensi del paragrafo 4 della Parte I del Protocollo, si fa carico dei costi delle seguenti operazioni:

(a) installazione di nuove strutture e miglioramento di quelle esistenti, a meno che lo Stato che ha la responsabilità di tali strutture non si faccia carico di tali costi;

(b) il funzionamento e la manutenzione delle strutture del Sistema di monitoraggio internazionale ivi compreso il mantenimento della loro sicurezza materiale, se del caso, e l'applicazione di procedure approvate di autenticazione dei dati;

(c) la trasmissione dei dati (allo stato naturale o elaborati) del Sistema di monitoraggio internazionale al Centro internazionale di dati con i mezzi più diretti e produttivi a disponibili, in particolare (e se necessario mediante snodi di comunicazione appropriati) a partire da stazioni di monitoraggio , laboratori, strutture di analisi o centri nazionali di dati; oppure la trasmissione di questi dati (compresi se del caso i campioni) ai laboratori ed alle attrezzature di analisi a partire dalle stazioni di monitoraggio;

(d) l'analisi dei campioni per conto dell'Organizzazione;

20. Per le stazioni sismiche della rete ausiliaria riportate nella Tavola 1-B dell'Allegato 1 del Protocollo, l'Organizzazione come specificato negli accordi o nelle intese secondo il paragrafo 4 della I Parte del Protocollo, si farà carico unicamente dei costi relativi a:

(a) la trasmissione dei dati al Centro internazionale di dati;

(b) l'autenticazione dei dati provenienti da tali stazioni;

(c) il potenziamento delle stazioni per adeguarle ai requisiti tecnici richiesti, salvo se lo Stato responsabile di tali strutture provvede ai costi relativi;

(d) in caso di necessità, l'installazione di nuove stazioni ai fini del presente Trattato qualora non esistano attualmente adeguate strutture , a meno che lo Stato che sarà responsabile di tali strutture non provveda esso stesso a detti costi; e

(e) tutti le altre spese relative alla fornitura dei dati chiesti dall'Organizzazione,come specificato nei manuali operativi pertinenti.

21. L'Organizzazione si farà anche carico dei costi per la fornitura a ciascun Stato Parte dei rapporti e dei servizi che lo stesso Stato ha selezionato nella gamma standard del Centro internazionale di dati secondo la sezione F della I Parte del Protocollo. Il costo per la preparazione e la trasmissione di qualsiasi dato o prodotto addizionale é a carico dello Stato Parte richiedente.

22. Gli accordi o, se del caso le intese concluse con gli Stati Parte o gli Stati che ospitano o si assumono la responsabilità delle strutture del Centro Dati Internazionale, includono le disposizioni per il pagamento di tali costi. Tali disposizioni possono includere modalità secondo le quali uno Stato Parte si fa carico di una parte qualsiasi dei costi previsti ai paragrafi 19 (a) e 20(c) e (d) per le strutture che ospita o di cui é responsabile, beneficiando in cambio di un'adeguata riduzione del suo contributo finanziario all'Organizzazione. Tale riduzione non deve superare il 50 per cento del contributo finanziario dovuto da tale Stato Parte e potrà essere ripartita su più anni consecutivi. Uno Stato Parte può dividere questa riduzione con un altro Stato Parte mediante accordo o intesa con lo stesso e con il consenso del Consiglio esecutivo. Gli accordi

o le intese menzionate nel presente paragrafo saranno approvate in conformità all'Articolo II, paragrafi 26 (h(e 38 (i).

Modifiche al Sistema internazionale di monitoraggio

23. Tutte le misure di cui al paragrafo 11 che incidono sul Sistema internazionale di monitoraggio per via dell'aggiunta o dell'eliminazione di una o più tecnologie di monitoraggio saranno, una volta decise, incorporate nel presente Trattato e nel Protocollo ai sensi dell'Articolo VII, paragrafi 1 a 6.

24. Le seguenti modifiche che si propone di apportare al Sistema di monitoraggio internazionale sono considerate, con riserva dell'accordo degli Stati direttamente interessati, attinenti a questioni di natura amministrativa o tecnica ai fini dei paragrafi 7 e 8 dell'Articolo VII:

(a) modifiche del numero, stabilito nel Protocollo, delle installazioni che utilizzano una determinata tecnologia di monitoraggio ;

(b) modifiche da apportare ad altre indicazioni relative ad una determinata installazione,come indicate nelle Tavole dell'Allegato 1 del Protocollo (in particolare lo Stato responsabile dell'installazione; la localizzazione dell'installazione , la sua denominazione o tipo, nonché la sua assegnazione alla rete sismologica primaria o ausiliaria).

In linea di massima, se il Consiglio Esecutivo raccomanda ai sensi del paragrafo ((d) dell'Articolo VII l'adozione di tali modifiche, dovrà anche raccomandare secondo il paragrafo 8 (g) Articolo VII, che tali modifiche entrino in vigore non appena il Direttore generale avrà notificato che sono state approvate.

25. In caso di qualsiasi proposta formulata ai sensi del paragrafo 24, il Direttore generale fa pervenire al Consiglio esecutivo ed agli Stati Parte, oltre alle informazioni ed alla valutazione previste al paragrafo 8 (b), Articolo VII:

(a) una valutazione tecnica della proposta;

(b) una resoconto dell'impatto amministrativo e finanziario della proposta; e

(c) un rapporto sulle consultazioni che ha avuto con gli Stati direttamente interessati dalla proposta, con l'indicazione del loro eventuale accordo.

Accordi temporanei

26. In caso di avaria significativa o irreparabile di un' installazione di monitoraggio specificata nelle Tavole dell'Allegato 1 del Protocollo, oppure al fine di far fronte ad una riduzione temporanea del campo coperto dal servizio di monitoraggio, il Direttore generale previa consultazione e con l'accordo degli Stati direttamente interessati e con l'approvazione del Consiglio esecutivo, stipula accordi temporanei di durata non superiore ad un anno, rinnovabili una sola volta in

caso di necessità, con l'accordo del Consiglio esecutivo e degli Stati direttamente interessati.Tali accordi dovranno tuttavia evitare che il numero delle strutture operative del Sistema di monitoraggio internazionale superi il numero prescritto per la rete in oggetto; essi dovranno conformarsi per quanto possibile ai requisiti tecnici ed operativi specificati nel manuale operativo per la rete in questione e dovranno essere gestiti entro i limiti dei crediti iscritti nel bilancio preventivo dell'Organizzazione. Il Direttore generale può effettuare ulteriori passi per rimediare alla situazione e formulare proposte per risolverla in via definitiva. Il Direttore generale notifica tutte le Parti di ogni decisione adottata ai sensi del presente paragrafo.

Intese di cooperazione con le strutture nazionali

27. Gli Stati Parte possono stabilire separatamente intese di cooperazione con l'Organizzazione per fornire al Centro internazionale di dati, dati supplementari provenienti dalle stazioni nazionali di monitoraggio che non fanno parte ufficialmente del Sistema di monitoraggio internazionale.

28. Tali intese di cooperazione possono essere stabilite come segue:

(a) Su richiesta di uno Stato Parte e a spese dello stesso, il Segretariato tecnico fa quanto necessario per certificare che una determinata struttura di monitoraggio é conforme ai requisiti tecnici ed operativi specificati nei manuali operativi pertinenti per le installazioni del Sistema di monitoraggio internazionale , e provvede a far autenticare i dati relativi. Fatto salvo l'accordo del Consiglio esecutivo, il Segretariato tecnico designa quindi ufficialmente questa installazione in quanto installazione nazionale cooperativa . Il Segretariato Tecnico provvede a ri convalidare adeguatamente la certificazione relativa;

(b) Il Segretariato tecnico conserva una lista aggiornata delle installazioni nazionali cooperative e la distribuisce a tutti gli Stati Parte;

(c) Se richiesto in tal senso da uno Stato Parte, il Centro internazionale di dati può utilizzare i dati provenienti da installazioni nazionali cooperative, per facilitare le consultazioni ed i chiarimenti nonché l'esame delle richieste d'ispezione in loco ; i costi di trasmissione di tali dati sono a carico di detto Stato Parte.

Le condizioni in cui i dati complementari provenienti da tali strutture sono messi a disposizione del Centro ed in cui quest'ultimo può chiedere la comunicazione di tali dati o la loro trasmissione accelerata o un chiarimento sono precisate nel manuale operativo per la rete di monitoraggio corrispondente.

C. Consultazione e chiarimenti.

29. Fatto salvo il diritto di qualsiasi Stato Parte di richiedere un'ispezione in loco, gli Stati Parte dovrebbero, ogni qualvolta ciò sia possibile, innanzitutto fare ogni sforzo per chiarire e risolvere tra di loro o attraverso l'Organizzazione ogni questione suscettibile di causare preoccupazioni circa una eventuale inadempienza degli obblighi fondamentali del presente Trattato.

30. Uno Stato Parte che riceve direttamente da un altro Stato Parte, una richiesta ai sensi del paragrafo 29, fornisce il chiarimento allo Stato Parte richiedente il prima possibile ma in ogni caso non più tardi di 48 ore dopo aver ricevuto la richiesta. Lo Stato Parte richiedente e gli Stati Parte sollecitati possono informare il Consiglio esecutivo ed il Direttore generale della richiesta e del seguito che vi é stato dato.

31. Lo Stato Parte ha diritto di chiedere assistenza al Direttore generale per chiarire ogni questione suscettibile di causare preoccupazioni circa un'eventuale inadempienza degli obblighi fondamentali del presente Trattato.

32. Lo Stato Parte ha diritto di sollecitare il Consiglio Esecutivo ad ottenere da un altro Stato Parte chiarimenti su ogni questione suscettibile di causare preoccupazioni circa un'eventuale circa un'eventuale inadempienza degli obblighi fondamentali del presente Trattato. In tal caso si applicheranno le disposizioni seguenti:

(a) Il Consiglio esecutivo inoltra la domanda di chiarimenti allo Stato Parte richiesto tramite il Direttore generale non più tardi di 24 ore dopo averla ricevuta;

(b) Lo Stàto Parte richiesto fornisce il chiarimento al Consiglio Esecutivo il prima possibile ma in ogni caso non oltre 48 ore dopo aver ricevuto la domanda;

(c) Il Consiglio Esecutivo prende nota del chiarimento e lo inoltra allo Stato Parte richiedente non oltre 24 ore dopo averlo ricevuto;

(d) Lo Stato Parte richiedente, se ritiene il chiarimento insufficiente, ha diritto di sollecitare il Consiglio esecutivo ad ottenere ulteriori precisazioni dallo Stato Parte richiesto.

Il Consiglio esecutivo informa senza indugio tutti gli altri Stati Parte su ogni domanda di chiarimenti ai sensi del presente paragrafo come pure ogni risposta fornita dallo Stato Parte richiesto.

33. Lo Stato Parte richiedente, se ritiene che il chiarimento ottenuto in base al paragrafo 32 (d) é insoddisfacente, ha il diritto di sollecitare una riunione del Consiglio Esecutivo alla quale gli Stati Parte coinvolti che non sono membri del Consiglio esecutivo hanno diritto di partecipare. In tale riunione, il

Consiglio Esecutivo esamina la questione e può raccomandare qualsiasi misura secondo l'Articolo V.

D. ISPEZIONI IN LOCO

Richiesta di ispezione in loco

34. Ciascun Stato Parte ha diritto, in conformità alle disposizioni del presente Articolo e della Parte II del Protocollo, di chiedere un'ispezione in loco sul territorio o in qualsiasi altro luogo sotto la giuridizione o il controllo di qualsiasi Stato Parte, o in qualsiasi area che non dipende dalla giuridizione o dal controllo di uno Stato.

35. Scopo esclusivo di un'ispezione in loco é di determinare se l'esplosione sperimentale di un'arma nucleare o qualsiasi altra esplosione nucleare é stata svolta in violazione dell'Articolo I, e nella misura del possibile di raccogliere gli elementi concreti che potrebbero contribuire ad individuare ogni eventuale trasgressore.

36. Lo Stato Parte richiedente ha l'obbligo di contenere la richiesta d'ispezione in loco nella portata del presente Trattato e di fornire nella richiesta le informazioni previste al paragrafo 37. Lo Stato richiedente si asterrà da richieste d'ispezione prive di fondamento o abusive.

37. La richiesta d'ispezione in loco si appoggia sui dati raccolti dal Sistema di monitoraggio internazionale, su tutte le informazioni tecniche pertinenti ottenute conformemente ai principi del diritto internazionale generalmente riconosciuti con i mezzi di verifica tecnici nazionali, o su una combinazione di questi due tipi di informazioni. La richiesta d'ispezione in loco dovrà contenere le informazioni previste al paragrafo 41 della II Parte del Protocollo.

38. Lo Stato Parte richiedente sottopone la richiesta d'ispezione in loco al Consiglio esecutivo e, contemporaneamente, al Direttore generale affinché quest'ultimo vi dia immediatamente seguito.

Seguito dato ad una richiesta d'ispezione in loco

39. Il Consiglio esecutivo, quando riceve la richiesta d'ispezione in loco, procede immediatamente ad esaminarla.

40. Il Direttore generale accusa ricevuta della richiesta d'ispezione in loco indirizzata dallo Stato Parte richiedente entro due ore, e trasmette la stessa, entro sei ore, allo Stato Parte di cui si chiede l'ispezione. Il Direttore generale si accerta che la richiesta é conforme ai requisiti specificati nel paragrafo 41 della Parte II del Protocollo e, se del caso, aiuta lo Stato Parte richiedente a presentare la richiesta ; egli la comunica al Consiglio esecutivo e agli altri Stati Parte entro 24 ore.

41. Se la richiesta d'ispezione in loco é conforme ai requisiti, il Segretariato tecnico inizia senza indugio i preparativi per l'ispezione in loco.

42. Il Direttore generale, nel ricevere una richiesta d'ispezione in loco riferentesi ad una zona d'ispezione sotto la giuridizione o il controllo di uno Stato Parte, sollecita immediatamente un chiarimento a quest'ultimo al fine di precisare i fatti e risolvere ogni preoccupazione espressa nella richiesta.

43. Lo Stato Parte che riceve una richiesta di chiarimento ai sensi del paragrafo 42 fornisce al Direttore generale le spiegazioni e le informazioni pertinenti disponibili il prima possibile e non oltre 72 ore dopo aver ricevuto la domanda di chiarimenti.

44. Prima che il Consiglio esecutivo adotti qualsiasi decisione circa una richiesta d'ispezione in sito, il Direttore generale gli trasmette immediatamente tutte le informazioni supplementari disponibili presso il Sistema di monitoraggio internazionale o fornite da uno Stato Parte, sull'evento specificato nella richiesta, compresi i chiarimenti ai sensi dei paragrafi 42 e 43, nonché ogni altra informazione del Segretariato tecnico che il Direttore generale giudica pertinente o che é richiesta dal Consiglio esecutivo.

45. A meno che lo Stato Parte richiedente non ritiri la sua richiesta, considerando risolto il dubbio sollevato nella richiesta d'ispezione in loco, il Consiglio esecutivo decide in merito alla richiesta secondo il paragrafo 46.

Decisioni del Consiglio Esecutivo

46. Il Consiglio esecutivo prende una decisione sulla richiesta d'ispezione in loco non oltre 96 ore dopo averla ricevuta dallo Stato Parte richiedente. La decisione di approvare l'ispezione in loco ha luogo con almeno 30 voti favorevoli di membri del Consiglio esecutivo. Se il Consiglio esecutivo non approva l'ispezione, i preparativi sono interrotti e alla richiesta non é dato seguito.

47. Non più tardi di 25 giorni dopo l'approvazione secondo il paragrafo 46 di un'ispezione in loco , la squadra ispettiva trasmette al Consiglio esecutivo, tramite il Direttore generale, un rapporto sull'andamento dell'ispezione.

Il prosieguo dell'ispezione é considerato approvato salvo se il Consiglio esecutivo, non oltre 72 ore dopo aver ricevuto il rapporto interinale decide a maggioranza di tutti i suoi membri di non proseguire l'ispezione. Se il Consiglio Esecutivo decide di non proseguire l'ispezione, si pone fine alla stessa e la squadra ispettiva lascia la zona d'ispezione ed il territorio dello Stato Parte ispezionato il prima possibile, in conformità ai paragrafi 109 e 110 della II Parte del Protocollo.

48. Nel corso dell'ispezione in loco la squadra ispettiva può proporre al Consiglio esecutivo, tramite il Direttore generale di effettuare delle perforazioni. Il Consiglio esecutivo prende una

decisione su tale proposta non oltre 72 ore dopo averla ricevuta. La decisione di approvare le perforazioni é presa a maggioranza di tutti i membri del Consiglio esecutivo.

49. La squadra ispettiva può chiedere al Consiglio esecutivo, tramite il Direttore generale, di prorogare la durata dell'ispezione per 70 giorni al massimo oltre il periodo di 60 giorni specificato nel paragrafo 4 della II Parte del Protocollo, qualora ritenga che tale proroga é essenziale per espletare il suo mandato. La squadra ispettiva deve indicare nella sua richiesta quale delle attività e tecnologie elencate al paragrafo 69 della II Parte del Protocollo essa intende effettuare durante il periodo di proroga. Il Consiglio esecutivo decide riguardo alla proroga non oltre 72 ore dopo aver ricevuto la richiesta. La decisione di approvare la proroga dell'ispezione é presa a maggioranza di tutti i membri del Consiglio esecutivo.

50. In ogni momento dopo l'approvazione del prosieguo dell'ispezione in loco secondo il paragrafo 47, la squadra ispettiva può raccomandare al Consiglio Esecutivo, attraverso il Direttore generale, di porre fine all'ispezione. Questa raccomandazione é considerata approvata salvo se il Consiglio Esecutivo, non oltre 72 ore dopo averla ricevuta, decide a maggioranza di due terzi di tutti i membri di non approvare la chiusura dell'ispezione. In caso di chiusura dell'ispezione, la squadra ispettiva lascia la zona dell'ispezione ed il territorio dello Stato Parte ispezionato il prima possibile in conformità ai paragrafi 109 e 110 della II Parte del Protocollo.

51. Lo Stato Parte richiedente e lo Stato Parte di cui si chiede l'ispezione possono partecipare alle deliberazioni del Consiglio esecutivo sull'ispezione in loco senza votare. Lo Stato Parte richiedente e lo Stato Parte ispezionato possono anche partecipare senza votare a qualsiasi ulteriore deliberazione del Consiglio esecutivo relativa all'ispezione.

52. Il Direttore generale informa entro 24 ore tutti gli Stati Parte di ogni decisione presa dal Consiglio esecutivo secondo i paragrafi da 46 a 50, nonché di tutti i rapporti, proposte, richieste e raccomandazioni indirizzate a quest'ultimo in base ai sopra menzionati paragrafi.

Seguito di un'approvazione del Consiglio esecutivo circa un'ispezione in loco

53. L'ispezione in loco approvata dal Consiglio Esecutivo é condotta senza indugio ed in conformità alle disposizioni del presente Trattato e del Protocollo da una squadra ispettiva designata dal Direttore generale . La squadra ispettiva giunge al punto di entrata non oltre sei giorni dopo che il Consiglio Esecutivo ha ricevuto la richiesta d'ispezione in loco dallo Stato Parte richiedente.

54 Il Direttore generale rilascia un mandato d'ispezione per la conduzione dell'ispezione in loco. Il mandato d'ispezione contiene le informazioni specificate nel paragrafo 42 della II Parte del Protocollo.

55. Il Direttore generale notifica l'ispezione allo Stato Parte da ispezionare almeno 24 prima dell'arrivo previsto della squadra ispettiva al punto di entrata, in conformità al paragrafo 43 della II Parte del Protocollo.

Conduzione di un'ispezione in sito

56. Ciascun Stato Parte autorizza l'Organizzazione a procedere ad un'ispezione in loco sul suo territorio o in luoghi sotto la sua giuridizione o il suo controllo in conformità alle disposizioni del presente Trattato e del Protocollo. Tuttavia nessun Stato Parte é tenuto ad accettare ispezioni in loco simultanee sul suo territorio o in tali luoghi.

57. In conformità alle disposizioni del presente Trattato e del Protocollo, lo Stato Parte ispezionato ha:

(a) il diritto e l'obbligo di fare ogni ragionevole sforzo per dimostrare la sua osservanza del presente Trattato ed a tal fine, consentire alla squadra ispettiva di espletare il suo mandato;

(b) il diritto di prendere le misure che giudica necessarie per tutelare interessi di sicurezza nazionale ed evitare la divulgazione di informazioni confidenziali estranee allo scopo dell'ispezione;

(c) L'obbligo di consentire l'accesso, nell'ambito della zona d'ispezione, unicamente al fine di accertare i fatti pertinenti allo scopo dell'ispezione, in considerazione delle disposizioni del capoverso (b) e di ogni obbligo costituzionale che potrebbe dover soddisfare in materia di diritti di proprietà, perquisizione o sequestro;

(d) L'obbligo di non invocare il presente paragrafo o il paragrafo 88 della II Parte del Protocollo per occultare qualsiasi inadempienza degli obblighi che gli incombono in base all'Articolo I;

(e) L'obbligo di non impedire alla squadra ispettiva di spostarsi all'interno della zona d'ispezione e di svolgere attività d'ispezione in conformità al presente Trattato ed al Protocollo.

L'"accesso", nel contesto di un'ispezione in loco, significa sia l'accesso fisico della squadra ispettiva e delle sue attrezzature d'ispezione nella zona d'ispezione, sia la conduzione delle attività ispettive nella stessa zona.

58. L'ispezione in loco sarà condotta nel modo meno intrusivo possibile e compatibilmente con l'esecuzione del mandato d'ispezione nei termini stabiliti e con l'efficacia richiesta. Ove possibile, la squadra ispettiva inizierà con le procedure meno intrusive, continuando con quelle più intrusive solo se ritiene necessario raccogliere adeguate informazioni per chiarire i dubbi circa l'eventuale inosservanza del presente Trattato . Gli ispettori ricercano unicamente le informazioni ed i dati necessari ai fini dell'ispezione, curando di interferire il meno possibile con le normali operazioni dello Stato Parte ispezionato.

59. Lo Stato Parte ispezionato assiste la squadra ispettiva durante tutta l'ispezione in loco ed agevola il suo compito.

60. Se lo Stato Parte ispezionato agendo in conformità ai paragrafi 86 e 96 della II Parte del Protocollo, limita l'accesso all'interno della zona d'ispezione, esso dovrà fare tutto quanto gli é ragionevolmente possibile, in consultazione con la squadra ispettiva, per dimostrare con altri mezzi il suo rispetto del presente Trattato.

Osservatori

61. La partecipazione degli osservatori é regolamentata come segue:

a) con riserva dell'accordo dello Stato Parte ispezionato, lo Stato Parte richiedente può inviare un rappresentante ad osservare lo svolgimento dell'ispezione in loco, che dovrà essere cittadino sia dello Stato Parte richiedente sia di Stato Parte terzo;

(b) Lo Stato Parte ispezionato notifica al Direttore generale entro 12 ore dopo l'approvazione dell'ispezione in loco da parte del Consiglio Esecutivo, la sua accettazione o il suo rifiuto dell'osservatore proposto;

(c) In caso di accettazione, lo Stato Parte ispezionato concede l'accesso all'osservatore secondo il Protocollo;

(d) Lo Stato Parte ispezionato, di regola accetta l'osservatore proposto, ma qualora lo rifiuti, questo fatto deve essere riportato nel rapporto d'ispezione..

Quando più Stati Parte richiedono un'ispezione, gli osservatori che vi partecipano non possono essere più di tre.

Rapporti sull'ispezione in loco

62. I rapporti d'ispezione contengono:

(a) una descrizione delle attività svolte dalla squadra ispettiva;
(b) i fatti attinenti allo scopo dell'ispezione che sono stati accertati dalla squadra d'ispezione;
(c) un resoconto dell'assistenza fornita durante l'ispezione in loco;a
(d) una descrizione concreta della portata dell'accesso concesso, compresi i mezzi alternativi forniti alla squadra durante l'ispezione in loco;
(e) ogni altro particolare pertinente ai fini dell'ispezione.

Se vi sono osservazioni divergenti degli ispettori, esse possono essere riprodotte in un allegato al rapporto.

63. Il Direttore generale può mette a disposizione dello Stato Parte ispezionato, progetti di rapporti d'ispezione. Lo Stato Parte ispezionato ha diritto di far pervenire al Direttore generale entro 48 ore le sue osservazioni e spiegazioni e di indicare le informazioni ed i dati che a suo parere sono estranei allo scopo dell'ispezione e che non dovrebbero essere divulgati fuori dal Segretariato tecnico. Il Direttore generale esamina le proposte di modifiche del progetto di rapporto d'ispezione effettuato dallo Stato Parte ispezionato e, per quanto possibile, le incorpora nel progetto. Il Direttore generale include inoltre in un annesso al rapporto d'ispezione i commenti e le spiegazioni fornite dallo Stato Parte ispezionato.

64. Il Direttore generale trasmette rapidamente il rapporto d'ispezione allo Stato Parte richiedente, allo Stato Parte ispezionato, al Consiglio esecutivo ed a tutti gli altri Stati Parte. Il Direttore generale trasmette quindi rapidamente al Consiglio Esecutivo ed a tutti gli altri Stati Parte i risultati delle analisi di campioni fatte nei laboratori designati in conformità al paragrafo 104 della II Parte del Protocollo, i dati pertinenti del Sistema di monitoraggio internazionale, la valutazione dello Stato Parte richiedente e quella dello Stato parte ispezionato, nonché ogni altra informazione che il Direttore generale giudica pertinente. Per quanto concerne il rapporto interinale sull'andamento dell'ispezione di cui al paragrafo 47, il Direttore generale lo trasmette al Consiglio esecutivo entro il termine stabilito in detto paragrafo.

65. Il Consiglio Esecutivo, secondo i suoi poteri e le sue funzioni, riesamina il rapporto d'ispezione ed ogni documento fornito ai sensi del paragrafo 64 e valuta qualsiasi dubbio per decidere se:

(a) vi é stata un'inadempienza del presente Trattato

(b) vi é stato abuso del diritto di richiedere un'ispezione in sito.

66. Se, agendo in conformità ai suoi poteri e funzioni, il Consiglio Esecutivo perviene alla conclusione che potrebbe essere necessario dare ulteriormente seguito alla questione in funzione del paragrafo 65, esso adotta le misure appropriate secondo l'Articolo V.

<u>Richieste d'ispezione in sito temerarie o abusive</u>

67. Se il Consiglio Esecutivo non approva l'ispezione in sito giudicando che la richiesta d'ispezione in sito é temeraria o abusiva, o se pone fine all'ispezione per le stesse ragioni, il Consiglio esecutivo considera e decide se applicare misure appropriate per rimediare alla situazione, ivi comprese le seguenti:

(a) invitare lo Stato Parte richiedente a pagare i costi di qualsiasi preparativo effettuato dal Segretariato Tecnico;

(b) sospendere il diritto dello Stato Parte richiedente di chiedere un'ispezione in loco per un periodo di tempo che potrà esso stesso determinare;

(c) sospende il diritto dello Stato Parte richiedente di essere rappresentato al Consiglio Esecutivo per un determinato periodo di tempo.

E. MISURE PER RAFFORZARE LA FIDUCIA

68. In vista di :

(a) contribuire a risolvere in tempo utile qualsiasi preoccupazione relativa all'osservanza del Trattato, che potrebbe derivare dall'interpretazione erronea dei dati di verifica relativi alle esplosioni chimiche; e

(b) fornire assistenza per la calibratura delle stazioni che fanno parte della rete di componenti del Sistema di monitoraggio internazionale,

ciascun Stato Parte s'impegna a cooperare con l'Organizzazione e con altri Stati Parti per l'applicazione delle misure pertinenti enunciate nella Parte III del Protocollo.

ARTICOLO V

MISURE PER RIMEDIARE AD UNA SITUAZIONE E GARANTIRE IL RISPETTO DELLE DISPOSIZIONI DEL TRATTATO , SANZIONI COMPRESE

1. La Conferenza in considerazione tra l'altro delle raccomandazioni del Consiglio Esecutivo,prende le misure necessarie enunciate nei paragrafi 2 e 3 per assicurare l'osservanza del presente Trattato e rimediare a qualsiasi situazione che contravviene alle disposizioni del presente Trattato.

2. Qualora uno Stato Parte sia stato richiesto dalla Conferenza o dal Consiglio esecutivo di porre rimedio ad una situazione che solleva dei problemi circa l'osservanza del Trattato, ma non ottempera alla richiesta nel termine stabilito, la Conferenza può decidere di limitare o di sospendere l'esercizio dei diritti e privilegi di cui lo Stato Parte gode in base al presente Trattato fino a quando la Conferenza non decide diversamente.

3. Nei casi in cui l'oggetto e le finalità del presente Trattato potrebbero essere pregiudicati per via di una inadempienza agli obblighi fondamentali stabiliti dallo stesso, la Conferenza può raccomandare agli Stati Parte misure collettive conformi al diritto internazionale.

4. La Conferenza, o in alternativa il Consiglio Esecutivo se il caso é urgente, può sottoporre la questione, ivi comprese le informazioni pertinenti e le conclusioni, all'attenzione delle Nazioni Unite.

ARTICOLO VI

SOLUZIONE DELLE CONTROVERSIE

1. Qualora sorgano controversie concernenti l'applicazione o l'interpretazione del presente Trattato, esse saranno risolte secondo le disposizioni pertinenti del presente Trattato ed in conformità alle disposizioni della Carta delle Nazioni Unite.

2. Quando una controversia sorge tra due o più Stati Parte, o tra uno o più Stati Parte e l'Organizzazione, in merito all'applicazione o all'interpretazione del presente Trattato, le Parti interessate si consultano reciprocamente in vista di una soluzione rapida della controversia per mezzo di negoziazione o di altri mezzi pacifici, a discrezione delle parti, compreso il ricorso ad appropriati organi del presente Trattato nonché il deferimento di comune accordo alla Corte Internazionale di Giustizia in conformità allo Statuto della Corte. Le parti in causa tengono il Consiglio Esecutivo informato delle azioni intraprese.

3. Il Consiglio Esecutivo può contribuire alla soluzione di una controversia sorta riguardo all'applicazione o all'interpretazione del presente Trattato con qualunque mezzo che ritiene appropriato, compresa la profferta di buoni uffici raccomandando agli Stati Parte ad una controversia di ricercare una soluzione per mezzo di una procedura di loro scelta, sottoponendo la questione all'attenzione della Conferenza e raccomandando un limite di tempo per qualsiasi procedura approvata.

4. La Conferenza esamina, per quanto riguarda le controversie, le questioni sollevate dagli Stati Parte o sottoposte alla sua attenzione dal Consiglio esecutivo. Se lo ritiene opportuno, la Conferenza istituisce degli organi incaricati di contribuire alla soluzione delle controversie oppure affida questo compito al paragrafo 26 (j) dell'Articolo II.

5. La Conferenza ed il Consiglio esecutivo sono abilitati individualmente, fatta salva l'autorizzazione dell'Assemblea Generale delle Nazioni Unite, a chiedere alla Corte internazionale di Giustizia di fornire un parere consultivo su qualsiasi questione giuridica che potrebbe sorgere nell'ambito delle attività dell'Organizzazione. A tal fine, sarà concluso un accordo tra l'Organizzazione e le Nazioni Unite ai sensi dell'Articolo II, paragrafo 38 (h).

6. Il presente Articolo non pregiudica gli Articoli IV e V.

ARTICOLO VII

EMENDAMENTI

1. In ogni momento dopo l'entrata in vigore del presente Trattato ogni Stato Parte può proporre emendamenti al presente Trattato, al Protocollo o agli Allegati al Protocollo. Ogni Stato Parte può inoltre proporre modifiche , secondo il paragrafo 7, al Protocollo o ai suoi Allegati. Le proposte di emendamenti sono soggette alle procedure dei paragrafi 2 a 6. le proposte di modifiche, secondo il paragrafo 7, sono soggette alle procedure al paragrafo 8.

2. La proposta di emendamento può essere considerata ed approvata solo da una conferenza di emendamento.

3. Ogni proposta di emendamento sarà comunicata al Direttore generale che la divulgherà a tutti gli Stati Parte ed al Depositario e richiederà il parere degli Stati Parte per sapere se una conferenza di emendamento deve essere convocata per esaminare la proposta. Se, non oltre 30 giorni dopo la distribuzione del testo della proposta, una maggioranza di Stati Parte informa il Direttore generale di essere favorevole ad un ulteriore esame della proposta, il Direttore generale convoca una conferenza di emendamento alla quale sono invitati tutti gli Stati Parte.

4. La conferenza di emendamento ha luogo immediatamente dopo una sessione ordinaria della Conferenza, a meno che tutti gli Stati Parte favorevoli alla convocazione della conferenza di emendamento non chiedano che abbia luogo prima. Una conferenza di emendamento non può aver luogo meno di 60 giorni dopo la distribuzione del testo della proposta.

5. Gli emendamenti sono adottati dalla conferenza di emendamento con il voto favorevole di una maggioranza di Stati Parte e senza che nessuno Stato Parte abbia espresso un voto negativo.

6. Gli emendamenti entrano in vigore, per tutti gli Stati Parte, il trentesimo giorno dopo il deposito degli strumenti di ratifica o di accettazione di tutti gli Stati che hanno votato a favore nella conferenza di emendamento.

7. Per garantire la fattibilità e l'efficacia del presente Trattato, le Parti I e III del Protocollo e gli Allegati 1 e 2 del Protocollo possono essere oggetto di modifiche secondo il paragrafo 8 solo se le modifiche proposte concernono questioni di natura amministrativa o tecnica. Tutte le altre disposizioni del Protocollo e dei suoi Allegati non sono soggette a modifiche secondo il paragrafo 8.

8. Le modifiche proposte di cui al paragrafo 7 seguono la seguente procedura:

(a) Il testo della proposta di modifica é trasmesso al Direttore generale con le informazioni necessarie. Ogni Stato Parte ed il Direttore generale possono fornire informazioni

complementari ai fini dell'esame della proposta. Il Direttore generale comunica sollecitamente tale proposta e informazioni a tutti gli Stati Parte, al Consiglio esecutivo ed al Depositario;

(b) non oltre 60 giorni dopo averla ricevuta, il Direttore generale valuta la proposta per determinare le sue eventuali conseguenze sulle disposizioni e l'attuazione del presente Trattato e comunica queste informazioni a tutti gli Stati Parte ed al Consiglio esecutivo;

(c) Il Consiglio esecutivo esamina la proposta alla luce di tutte le informazioni che ha a disposizione, ed in particolare accerta che la proposta si confà ai requisiti del paragrafo 7. Non oltre 90 giorni dopo aver ricevuto la proposta il Consiglio esecutivo notifica a tutti gli Stati Parte la sua raccomandazione, accompagnata da adeguate spiegazioni, per esame. Gli Stati Parte ne accusano ricevuta entro 10 giorni;

(d) Se il Consiglio esecutivo raccomanda a tutti gli Stati Parte di adottare la proposta, la stessa sarà considerata approvata se nessun Stato Parte solleva obiezioni entro 90 giorni dopo aver ricevuto la raccomandazione. Se il Consiglio esecutivo raccomanda di respingere la proposta, la stessa sarà considerata respinta se nessun Stato Parte si oppone a tale rigetto entro 90 giorni dopo aver ricevuto la raccomandazione;

(e) Se la raccomandazione del Consiglio Esecutivo non riscuote l'approvazione prevista al capoverso (d), La Conferenza si pronuncia nella sessione seguente sul merito di tale proposta, in particolare sul fatto di sapere se é conforme ai requisiti del paragrafo 7;

(f) Il Direttore generale notifica tutti gli Stati Parte ed il Depositario di qualsiasi decisione adottata in base al presente paragrafo;

(g) le modifiche approvate in base alla procedura di cui sopra entrano in vigore per tutti gli Stati Parte 180 giorni dopo la data in cui il Direttore generale ha notificato che sono state approvate, salvo se un altro termine é raccomandato dal Consiglio esecutivo o stabilito dalla Conferenza.

ARTICOLO VIII

REVISIONE DEL TRATTATO

1. Salvo se diversamente deciso da una maggioranza di Stati Parte dieci anni dopo l'entrata in vigore del presente Trattato, una Conferenza di Stati Parte avrà luogo per esaminare il funzionamento e l'efficacia del presente Trattato in vista di accertare che gli obiettivi e gli scopi enumerati nel Preambolo e le disposizioni del Trattato sono in via di realizzazione. Tale revisione dovrà tener conto di tutte le innovazioni scientifiche e tecnologiche con rilevanza per il presente Trattato. In base alla richiesta di qualsiasi Stato Parte, la conferenza di revisione esamina la possibilità di autorizzare la realizzazione di esplosioni nucleari nel sottosuolo per scopi pacifici. Se la conferenza di revisione decide mediante consenso che tali esplosioni nucleari possono essere autorizzate essa inizia senza indugio i suoi lavori in vista di raccomandare agli Stati Parte un emendamento al presente Trattato che impedisce di ricavare vantaggi militari da tali esplosioni nucleari. Ogni proposta di emendamento a tal fine é comunicata al Direttore generale da qualsiasi Stato Parte e sarà trattata secondo la procedura enunciata nelle relative disposizioni dell'Articolo VII.

2. In seguito, altre conferenze di revisione con lo stesso oggetto possono essere convocate ad intervalli di dieci anni, se la Conferenza così decide, l'anno precedente, con la maggioranza richiesta per le questioni sostanziali. Una Conferenza sullo stesso oggetto può essere convocata dopo un intervallo inferiore a 10 anni, se la Conferenza così decide secondo la procedura prevista per le questioni sostanziali .

3. Di regola,le conferenze di revisione hanno luogo immediatamente dopo la sessione annuale ordinaria della Conferenza prevista all'Articolo II.

ARTICOLO IX

DURATA E RECESSO

1. Il presente Trattato ha una durata illimitata.

2. Ciascun Stato Parte, esercitando la sua sovranità nazionale, ha diritto di recedere dal presente Trattato qualora decida che avvenimenti eccezionali rilevanti per l'oggetto del presente Trattato hanno messo a repentaglio i suoi interessi supremi.

3. Il recesso si effettua notificando un preavviso di sei mesi a tutti gli altri Stati Parte, al Consiglio esecutivo, al Depositario ed al Consiglio di Sicurezza delle Nazioni Unite. La notifica del recesso include un'esposizione dell'avvenimento o degli avvenimenti eccezionali che secondo lo Stato Parte hanno messo a repentaglio i suoi interessi supremi.

ARTICOLO X

STATUTO DEL PROTOCOLLO E DEGLI ALLEGATI

Gli Allegati al presente Trattato, il Protocollo e gli Allegati al Protocollo sono parte integrante del Trattato. Ogni riferimento al presente Trattato include gli Allegati al presente Trattato, al Protocollo ed agli Allegati al Protocollo.

ARTICOLO XI

FIRMA

Il presente Trattato é aperto alla firma di tutti gli Stati prima della sua entrata in vigore.

ARTICOLO XII

RATIFICA

Il presente Trattato é soggetto alla ratifica degli Stati firmatari secondo i loro rispettivi regolamenti costituzionali.T

ARTICOLO XIII

ADESIONE

Ogni Stato che non ha firmato il presente Trattato prima della sua entrata in vigore può aderirvi successivamente in ogni momento.

ARTICOLO XIV

ENTRATA IN VIGORE

1. Il presente Trattato entra in vigore il 180° giorno dopo la data di deposito degli strumenti di ratifica di tutti gli Stati elencati all'Allegato 2 al presente Trattato ma in nessun caso prima dello scadere di un termine di due anni a partire dalla sua apertura alla firma.

2. Se il presente Trattato non é entrato in vigore tre anni dopo la data in cui ricorre l'anniversario della sua apertura alla firma, il Depositario convoca, a richiesta della maggioranza degli Stati che hanno già depositato il loro strumento di ratifica una Conferenza di tali Stati. Questi determinano, nella Conferenza, in che misura il requisito stabilito all'articolo 1 é stato soddisfatto e considerano e decidono mediante consenso quali misure potrebbe essere prese secondo il diritto internazionale per accelerare il processo di ratifica e facilitare l' entrata in vigore del presente Trattato ad una data ravvicinata.

3. Salvo se diversamente deciso nella Conferenza di cui al paragrafo 2 o da altre conferenze della stessa natura, questa procedura sarà ripetuta ad ogni successivo anniversario dell'apertura alla firma del presente Trattato, fino a quando quest'ultimo non entra in vigore.

4. Tutti gli Stati firmatari sono invitati ad assistere, come osservatori, alla Conferenza di cui al paragrafo 2 e ad ogni ulteriore conferenza indetta secondo il paragrafo 3.

5. Per gli Stati il cui strumento di ratifica o di adesione é depositato dopo l'entrata in vigore del presente Trattato, lo stesso entra in vigore il trentesimo giorno successivo alla data di deposito del loro strumento di ratifica o di adesione.

ARTICOLO XV

RISERVE

Gli Articoli e gli Allegati al presente Trattato non possono dar luogo a riserve. Le disposizioni del Protocollo al presente Trattato e gli Allegati al Protocollo non possono dar luogo a riserve incompatibili con l'oggetto e lo scopo del presente Trattato.

ARTICOLO XVI

DEPOSITARIO

1. Il Segretariato generale delle Nazioni Unite é Depositario del presente Trattato; egli registra le firme e riceve gli strumenti di ratifica o di adesione.

2. Il Depositario informa sollecitamente tutti gli Stati che hanno firmato il presente Trattato o che vi hanno aderito circa la data di ciascuna firma, la data di deposito di ciascun strumento di ratifica o di adesione, la data di entrata in vigore del presente Trattato e di ogni emendamento o modifica relativi, nonché il ricevimento di altre notifiche.

3. Il Depositario fa pervenire ai Governi degli Stati che hanno firmato il presente Trattato o che vi hanno aderito, copie certificate conformi del testo del presente Trattato.

4. Il presente Trattato é registrato dal Depositario ai sensi dell'Articolo 102 della Carta delle Nazioni Unite.

ARTICOLO XVII

TESTI AUTENTICI

Il presente Trattato i cui testi in lingua araba, cinese, francese inglese, russa, e spagnola fanno ugualmente fede autentici é depositato presso il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

ANNESSO 1 AL TRATTATO

LISTA DI STATI AI SENSI DELL'ARTICOLO II, PARAGRAFO 28

Africa

Algeria, Angola, Benin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Camerun, Capo Verde, Ciad, Comore, Congo, Costa d'Avorio, Gibuti, Egitto, , Eritrea, Etiopia, Gabon, Ghana, Gambia, Guinea, Guinea Bissau,Guinea Equatoriale, Kenia, Lesotho, Liberia, Jamahiriya Araba Libica, Madagascar, Malawi, Mali,Mauritania, Mauritius, Marocco, Mozambico, Namibia, Niger, Nigeria, Repubblica Centro-africana, Repubblica Unita di Tanzania, Rwanda, Sao Tomé & Principe, Senegal, Seychelles, Sierra Leone, Somalia, Sud Africa, Sudan, Swaziland, Togo, Tunisia, Uganda, Zaire, Zambia, Zimbabwe.

Europa Orientale

Albania, Armenia, Azerbajdzan, Bielorussia, Bosnia ed Erzegovina, Bulgaria, Croazia, Estonia, Federazione Russa, Georgia, Iugoslavia, Latvia, Lituania, Moldava, Polonia, Romania, Repubblica Ceca, ex-Repubblica Iugoslava di Macedonia, Slovacchia, Slovenia, Ucraina, Ungheria .

America Latina ed Caraibi

Antigua e Barbuda, Argentina, Bahamas, Barbados, Belize, Bolivia Brasile, Cile, Colombia, Costa Rica, Cuba, Dominica, Ecuador, El Salvador, Grenada, Guatemala,Guyana, Haiti, Honduras, Giamaica, Messico, Nicaragua, Panama, Paraguay, Peru, Repubblica Dominicana, S. Kitts e Nevis, S. Lucia, S. Vincent e Grenadine, Suriname, Trinidad e Tobago, Uruguay, Venezuela.

Medio Oriente e Asia del Sud

Afghanistan, Arabia Saudita, Bahrain, Bangladesh, Bhutan,Emirati Arabi Uniti, Giordania, India, Iran (Repubblica Islamica dell')Iraq, Israele, Kazahstan, Kuwait Kyryzstan, Libano, Maldive, Nepal,Oman, Pakistan, Qatar, Sri Lanka, Repubblica Araba Siriana, Tajikistan, Turmenistan,Yemen, Uzbekistan,

America del Nord ed Europa Occidentale

Andorra, Austria, Belgio, Canada, Cipro, Danimarca, Finlandia, Francia, Germania, Grecia, Irlanda, Islanda, Italia, Liechtenstein, Lussemburgo, Malta, Monaco, Norvegia, Paesi Bassi, Portogallo, San Marino, Spagna, Svezia, Svizzera,Turchia, Regno Unito di Gran Bretagna e d'Irlanda del Nord, Santa Sede, Stati Uniti d'America.

Sud Est Asiatico, Pacifico e Estremo Oriente

Australia, Brunei Darussalam, Cambogia, Cina, Filippine, Fiji, Giappone, Indonesia, Isole Cook, Isole Solomon, Kiribati, Malesia, Isole Marshall, Micronesia (Stati Federati di), Mongolia, Myanmar, Nauru, Nuova Zelanda, Niue, Palau, Papua Nuova Guinea, Repubblica di Corea, Repubblica popolare democratica di Corea Repubblica democratica popolare del Laos, Samoa, Singapore, Tailandia, Tonga, Tuvalu, Vanuatu, Viet Nam.

ANNESSO 2 AL TRATTATO

LISTA DI STATI AI SENSI DELL'ARTICOLO XIV

Lista degli Stati membri della Conferenza sul Disarmo in data 18 giugno 1996 che hanno formalmente partecipato ai lavori della sessione 1996 della Conferenza e che figurano nella Tavola 1 dell' edizione di aprile 1996 "Reattori ad energia nucleare nel mondo" dell'Agenzia Internazionale per l'Energia Atomica e degli Stati membri della Conferenza sul Disarmo del 18 giugno 1996 che hanno partecipato formalmente ai lavori della sessione 1996 della Conferenza e che figurano nella Tavola 1 dell' edizione di aprile 1996 "Reattori ad energia nucleare nel mondo" dell'Agenzia Internazionale per l'Energia Atomica

Algeria, Argentina, Australia, Austria, Bangladesh, Belgio, Brasile, Bulgaria, Canada, Cile, Cina, Colombia, Egitto, Federazione Russa, Finlandia, Francia, Germania, Giappone, India, Indonesia, Iran (Repubblica Islamica dell'), Israele, Italia,Messico, Norvegia, Paesi Bassi, Pakistan, Peru, Polonia, Regno Unito di Gran Bretagna e d'Irlanda del Nord, Repubblica di Corea, Repubblica democratica popolare di Corea, Slovacchia, , Spagna Svezia, Svizzera,Sud Africa, Stati Uniti d'America , Ungheria, Viet nam, Zaire.

PROTOCOLLO DEL TRATTATO SUL BANDO TOTALE DEGLI ESPERIMENTI NUCLEARI

PARTE I

SISTEMA DI MONITORAGGIO INTERNAZIONALE E FUNZIONI DEL CENTRO DATI INTERNAZIONALE

A. DISPOSIZIONI GENERALI

1. Il Sistema di monitoraggio internazionale comprende le strutture di monitoraggio enunciate all'Articolo IV, paragrafo 16 ed i mezzi di comunicazione corrispondenti.

2. Le strutture di monitoraggio incorporate nel Sistema internazionale di monitoraggio sono quelle specificate nell'Allegato 1 al presente Protocollo. Il Sistema internazionale di monitoraggio deve conformarsi ai requisiti tecnici ed operativi specificati nei manuali operativi pertinenti.

3. L'Organizzazione, in conformità all'Articolo II, in cooperazione e consultazione con gli Stati Parte, con altri Stati e con le organizzazioni internazionali, se del caso, istituisce il Sistema di monitoraggio internazionale, ne coordina il funzionamento e la manutenzione e vi fa apportare successivamente ogni eventuale modifica o sistemazione convenuta.

4. In conformità agli accordi o intese e secondo le procedure pertinenti, lo Stato - Parte o non -che accoglie strutture del Sistema di monitoraggio internazionale o se ne assume in altro modo la responsabilità, si accorda e coopera con il Segretariato tecnico per istituire, far funzionare, potenziare, finanziare e mantenere le strutture di monitoraggio, i laboratori omologati pertinenti ed i mezzi di comunicazione corrispondenti in zone soggette alla loro giuridizione o al loro controllo, o altrove, in conformità al diritto internazionale. Tale cooperazione deve essere conforme alle prescrizioni relative alla sicurezza ed all'autenticazione, nonché alle specifiche tecniche contenute nei manuali operativi pertinenti. Lo Stato conferisce al Segretariato tecnico un diritto d'accesso alla struttura di monitoraggio per controllare il materiale ed i collegamenti di comunicazione, ed accetta di apportare al materiale ed alle procedure operative le modifiche necessarie per assicurare la conformità alle specifiche convenute. Il Segretariato tecnico offre a tali Stati l'assistenza tecnica appropriata che il Consiglio esecutivo ritiene necessaria ai fini di un buon funzionamento della struttura nell'ambito del Sistema di monitoraggio internazionale.

5. Le modalità di questa cooperazione tra l'Organizzazione e lo Stato - Parte o non - che ospita strutture del Sistema internazionale di monitoraggio o se ne assume in altro modo la responsabilità, sono enunciate in accordi o intese, a seconda di come convenga per ciascun caso.

B. MONITORAGGIO SISMOLOGICO

6. Ciascun Stato Parte s'impegna a cooperare ad uno scambio internazionale di dati sismologici per aiutare la verifica della conformità con il presente Trattato. Questa cooperazione comprende l'istituzione ed il funzionamento di una rete globale di stazioni di monitoraggio primarie ed ausiliarie. Tali stazioni forniscono dati, secondo le procedure approvate, al Centro internazionale di dati.

7. La rete delle stazioni primarie é costituita dalle 50 stazioni specificate nella Tavola 1-A dell'Allegato 1 del presente Protocollo. Tali stazioni devono conformarsi ai requisiti tecnici ed operativi specificati nel Manuale operativo per il monitoraggio sismologico e lo scambio internazionale di dati sismologici. I dati ininterrottamente forniti dalle stazioni primarie sono trasmessi in linea al Centro internazionale di dati, sia direttamente sia attraverso un centro nazionale di dati nazionale.

8. Per completare la rete primaria, una rete ausiliaria di 120 stazioni fornirà informazioni, direttamente o attraverso un centro nazionale di dati al Centro internazionale di dati. Le stazioni ausiliarie da utilizzare sono elencate alla Tavola 1-B dell'Allegato 1 al presente Protocollo. Le stazioni ausiliarie devono conformarsi ai requisiti tecnici ed operativi specificati nel Manuale operativo per il monitoraggio sismologico e lo scambio internazionale di dati sismologici. I dati delle stazioni ausiliarie possono essere richiesti in ogni momento dal Centro internazionale di dati e saranno immediatamente disponibili mediante collegamenti diretti inter-computers sempre in funzione.

C. MONITORAGGIO DEI RADIONUCLIDI

9. Ciascun Stato Parte s'impegna a cooperare ad uno scambio internazionale di dati sui radionuclidi nell'atmosfera per facilitare la verifica del rispetto del presente Trattato. Questa cooperazione comprende l'istituzione ed il funzionamento di una rete mondiale di stazioni di monitoraggio dei radionuclidi e di laboratori omologati. La rete fornisce dati al Centro internazionale di dati secondo le procedure convenute.

10. La rete di stazioni che serve a misurare i radionuclidi nell'atmosfera comprende una rete mondiale di 80 stazioni come indicata nella Tavola 2-A dell'Annesso 1 del presente Protocollo. Tutte le stazioni hanno la capacità richiesta per rilevare la presenza di particelle materiali nell'atmosfera, Quaranta di loro hanno ugualmente,al momento dell'entrata in vigore del Trattato,la capacità necessaria per rilevare la presenza di gas nobili (rari) pertinenti. A tal fine la Commissione preparatoria sottopone all'approvazione della Conferenza durante la sua sessione iniziale una raccomandazione che destinato a queste 40 stazioni scelte tra quelle indicate nella Tavola 2-A dell'Annesso 1 del presente Protocollo. Nella sua prima sessione annuale ordinaria la Conferenze considera e si pronuncia riguardo ad un programma di attuazione di capacità per il rilevamento dei gas rari nell'insieme della rete. Il Direttore generali compila un rapporto destinato alla Conferenza sulle modalità di attuazione di tali

capacità. Tutte le stazioni devono essere conformi alle esigenze tecniche ed operative precisate nel Manuale operativo per il monitoraggio dei radionuclidi e lo scambio internazionale di radionuclidi.

11. La rete di stazioni di monitoraggio dei radionuclidi si appoggia su laboratori omologati dal Segretariato tecnico, secondo il manuale operativo pertinente ai fini dell'analisi in base ad un contratto stipulato con l'Organizzazione ed a titolo oneroso, dei campioni provenienti dalle stazioni di monitoraggio dei radionuclidi. I laboratori adeguatamente equipaggiati indicati alla tavola 2-B dell'Annesso 1 del presente Protocollo sono inoltre a seconda di come convenga, incaricati dal Segretariato tecnico di fare analisi complementari dei campioni provenienti da stazioni di monitoraggio dei radionuclidi. Con l'accordo del Consiglio esecutivo, altri laboratori possono essere omologati dal Segretario tecnico, come necessario, ai fini dell'analisi regolare dei campioni provenienti da stazioni di monitoraggio che funzionano manualmente. Tutti i laboratori omologati forniscono i risultati delle loro analisi al Centro internazionale di dati, soddisfacendo alle esigenze tecniche ed operative precisate nel Manuale operativo per il monitoraggio dei radionuclidi e lo scambio internazionale di dati sui radionuclidi.

D. MONITORAGGIO IDROACUSTICO

12. Ciascun Stato Parte s'impegna a cooperare ad uno scambio internazionale di dati idroacustici per aiutare la verifica dell'osservanza del presente Trattato . Questa cooperazione include l'istituzione ed il funzionamento di una rete mondiale di stazioni di monitoraggio idroacustico. Queste stazioni forniscono dati al Centro internazionale di dati secondo le procedure convenute.

13. La rete di stazioni idroacustiche é costituita dalle stazioni indicate nella Tavola 3 dell'Allegato 1 al presente Protocollo e comprende in tutto sei stazioni ad idrofoni e cinque stazioni di rilevamento delle fasi T. Tali stazioni devono essere conformi ai requisiti tecnici ed operativi specificati nel Manuale operativo per il monitoraggio idroacustico e lo scambio internazionale di dati idroacustici.

E. MONITORAGGIO INFRASUONI

14. Ciascun Stato Parte s'impegna a cooperare ad uno scambio internazionale di dati infrasonori per aiutare la verifica dell'osservanza del presente Trattato . Tale cooperazione include l'istituzione ed il funzionamento di una rete mondiale di stazioni per il rilevamento degli infrasuoni. Queste stazioni forniscono dati,secondo le procedure approvate,al Centro Dati Internazionale,

15. La rete di stazioni infrasuoni é costituita dalle stazioni specificate nella Tavola 4 dell'Allegato 1 al presente Protocollo e comprende una rete globale di 60 stazioni. Tali stazioni devono essere conformi ai requisiti tecnici ed operativi specificati nel Manuale operativo di monitoraggio infrasuoni e lo scambio internazionale di dati infrasuoni..

E. FUNZIONI DEL CENTRO INTERNAZIONALE DI DATI.

16. Il Centro internazionale di dati riceve, riunisce, elabora analizza ed archivia i dati provenienti dalle strutture del Sistema di monitoraggio internazionale compresi i risultati delle analisi condotte in laboratori omologati.

17. Le procedure ed i criteri standard per il vaglio dell'avvenimento che il Centro internazionale di dati deve applicare nello svolgimento delle funzioni che gli sono state conferite, in particolare per produrre dati e documenti standard e fornire agli Stati Parte una gamma d servizi standard, sono enunciate nel manuale operativo del Centro internazionale di dati e saranno gradualmente elaborate. Le procedure ed i criteri inizialmente sviluppati dalla Commissione preparatoria sono soggetti all'approvazione della Conferenza nella sua prima sessione.

Prodotti standard del Centro internazionale di dati.

18. Il Centro internazionale di dati applica regolarmente ai dati grezzi del Sistema di monitoraggio internazionale, metodi di elaborazione automatica e di analisi interattiva con l'intervento dell'uomo al fine di produrre ed archiviare i suoi dati e documenti standard per conto di tutti gli Stati Parte. Tali prodotti che sono forniti gratuitamente agli Stati Parte e che non pregiudicano la decisione definitiva sulla natura di qualsiasi avvenimento - che rimane sempre di competenza degli Stati Parte - includono:

(a) liste integrate di tutti i segnali rilevati dal Sistema di monitoraggio internazionale nonchè da liste e bollettini degli eventi standard, compresi i valori e incertezze connesse, calcolate per ciascun evento localizzato dal Centro internazionale di dati, in base ad una serie di parametri standard;

(b) bollettini standard degli eventi classificati, derivanti dall'applicazione di criteri di classificazione standard a ciascun avvenimento, da parte del Centro internazionale di dati, il quale

si avvale dei parametri di caratterizzazione indicati nell'Allegato 2 al presente Protocollo, in vista di caratterizzare, di evidenziare nel bollettino standard e quindi scartare gli avvenimenti considerati corrispondenti a fenomeni naturali o a fenomeni artificiali non nucleari. Il bollettino dell'avvenimento standard indica numericamente il grado con cui ciascun avvenimento risponde o non risponde ai criteri di classificazione dell'evento. Nell'applicare la classificazione standard dell'avvenimento, il Centro internazionale di dati applica criteri validi a livello mondiale e criteri complementari per tener conto di variazioni regionali ove possibile. Il Centro internazionale di dati migliora le sue capacità tecniche a mano a mano che acquisisce esperienza nel funzionamento del Sistema di monitoraggio internazionale .

(c) riassunti che ricapitolano i dati acquisiti ed archiviati dal Centro internazionale di dati, i prodotti del Centro, nonché il funzionamento e la capacità operativa del Sistema di monitoraggio internazionale e del Centro;

(d) estratti o sotto-insiemi dei prodotti del Centro internazionale di dati specificati nei capoversi (a) a (c) , selezionati in base alla richiesta di uno Stato Parte.

19. Il Centro internazionale di dati effettua. senza oneri per gli Stati Parte, studi speciali a richiesta dell'Organizzazione o di uno Stato Parte volti ad ottenere, mediante un approfondita analisi tecnica, compiuta dagli esperti, dei dati provenienti dal Sistema internazionale di monitoraggio, una definizione più precisa dei valori attributi ai parametri standard per determinati segnali e avvenimenti.

<u>Servizi forniti dal Centro internazionale di dati agli Stati Parte</u>

20. Il Centro internazionale di dati fornisce agli Stati Parte, in condizioni di parità ed in tempo utile, un accesso libero ed agevole a tutti i dati del Sistema di monitoraggio internazionale (grezzi o elaborati), a tutti i prodotti del Centro internazionale di dati ed a tutti gli altri dati provenienti dal Sistema di monitoraggio internazionale e che si trovano nell' archivio del Centro, oppure funge da tramite per l'accesso nelle medesime condizioni ai dati che si trovano negli archivi delle strutture del Sistema di monitoraggio internazionale. I metodi per agevolare l'accesso ai dati e la loro fornitura sono i seguenti :

(a) trasmissione automatica e regolare allo Stato Parte di prodotti del Centro internazionale di dati o di prodotti scelti dallo Stato Parte e, su richiesta, dei dati del Sistema di monitoraggio internazionale scelti dallo Stato Parte;

(b) fornitura di dati o di prodotti generati all'intenzione di Stati Parte che domandano in modo specifico che determinati dati e prodotti siano estratti dagli archivi del Centro internazionale di dati e dalle strutture del Sistema di monitoraggio internazionale,

compreso l'accesso elettronico interattivo alla banca dati del Centro;

(c) analisi tecnica effettuata da esperti per uno Stato Parte, senza oneri per il richiedente a condizione che si tratti di una richiesta ragionevole, dei dati del Sistema di monitoraggio internazionale e di altri dati attinenti forniti dal richiedente, al fine di aiutare quest'ultimo ad individuare la fonte di avvenimenti precisi. Il risultato di ogni analisi tecnica di questo tipo sarà considerato come un prodotto dello Stato Parte richiedente, pur essendo a disposizione di tutti gli Stati Parte.

I servizi del Centro internazionale di dati di cui ai capoversi a) e b) sono messi a disposizione gratuitamente per ciascun Stato Parte. I volumi di dati da mettere a disposizione ed il loro formato di presentazione sono indicati nel manuale operativo del Centro internazionale di dati.

Classificazione dell'avvenimento a livello nazionale

21. Il Centro internazionale di dati, se richiesto da uno Stato Parte, applica regolarmente ed automaticamente a qualsiasi suo prodotto standard i criteri di classificazione nazionali definiti da tale Stato e fornisce a quest'ultimo i risultati di tale analisi. Il servizio é effettuato senza oneri per lo Stato Parte richiedente. Il risultato della classificazione nazionale degli avvenimenti é considerata come un prodotto dello Stato Parte richiedente.

Assistenza Tecnica

22. Il Centro internazionale di dati fornisce su richiesta, un'assistenza tecnica individuale agli Stati Parte:

(a) aiutandoli a definire i loro bisogni in materia di selezione e di classificazione dei dati e dei prodotti;

(b) installando presso il Centro internazionale di dati,senza oneri per lo Stato Parte richiedente nella misura in cui si tratti di una richiesta ragionevole, algoritmi computerizzati o i programmi software forniti da dello Stato Parte per calcolare , per quanto concerne i segnali e gli avvenimenti, i parametri che non figurano nel Manuale operativo del Centro internazionale di dati, il risultati essendo considerati prodotti dello Stato Parte richiedente; e

(c) aiutando gli Stati Parte a sviluppare, in un centro nazionale di dati, la capacità di ricevere, elaborare ed analizzare i dati provenienti dal Sistema di monitoraggio internazionale .

23. Il Centro internazionale di dati rileva e fa sapere in permanenza lo stato di funzionamento delle strutture del Sistema di monitoraggio internazionale, dei collegamenti di comunicazione e dei propri sistemi di elaborazione. Esso informa immediatamente i responsabili se la prestazione operativa di qualsiasi componente non funziona al livello convenuto ed indicato nel manuale operativo pertinente.

PARTE II

ISPEZIONI IN LOCO

A. DISPOSIZIONI GENERALI

1. Le procedure stabilite in questa Parte sono attuate sai sensi delle disposizioni per le ispezioni in loco enunciate nell'Articolo IV.

2. L'ispezione in loco é effettuata nella zona dove é avvenuto l'evento che ha dato luogo alla richiesta d'ispezione in loco.

3. Il perimetro di un'ispezione in loco deve essere continuo e le sue dimensioni non devono superare 1000 chilometri quadrati. Non vi deve essere una distanza lineare superiore a 50 chilometri in qualsiasi direzione.

4. La durata di un' ispezione in loco non supera 60 giorni a decorrere dalla data dell'approvazione della richiesta d'ispezione in sito secondo l'Articolo IV, paragrafo 46, ma può essere prorogata al massimo di 70 giorni secondo l'Articolo IV, paragrafo 49.

5. Se il perimetro d'ispezione specificato nel mandato d'ispezione si estende al territorio o ad ogni altro luogo sotto la giuridizione o il controllo di più di uno Stato Parte, le disposizioni relative alle ispezioni in loco si applicheranno, come opportuno a ciascuno degli Stati Parte interessati.

6. Se il perimetro d'ispezione é soggetto alla giuridizione o al controllo dello Stato Parte ispezionato ma é ubicato sul territorio di un altro Stato Parte, o se occorre transitare sul territorio di un altro Stato Parte per avere accesso al perimetro d'ispezione a partire dal punto di entrata, lo Stato Parte ispezionato esercita i diritti ed adempie agli obblighi relativi a tali ispezioni secondo il presente Protocollo. In tal caso,lo Stato Parte sul cui territorio é ubicato il perimetro d'ispezione, agevola l'ispezione e fornisce il supporto necessario per consentire alla squadra ispettiva di svolgere i suoi compiti nei termini stabiliti e con l'efficacia richiesta. Gli Stati Parte, sul cui territorio occorre transitare per raggiungere il perimetro d'ispezione faciliteranno tale transito.

7. Se il perimetro d'ispezione é soggetto alla giuridizione o al controllo dello Stato Parte ispezionato ma é ubicato sul territorio di uno Stato che non é Parte al Trattato, lo Stato Parte ispezionato prende tutte le misure necessario per assicurare che l'ispezione possa essere svolta in conformità al presente Protocollo. Lo Stato Parte che ha sotto la sua giuridizione o il suo controllo una o più perimetri situati sul territorio di uno Stato non Parte al Trattato, prende tutte le misure necessarie per garantire che lo Stato sul cui territorio il perimetro d'ispezione é ubicato, accetti gli ispettori e gli assistenti d'ispezione designati a tale Stato Parte. Se uno Stato Parte ispezionato non é in grado di fornire l'accesso, esso deve

dimostrare che ha tuttavia preso ogni misura necessaria per fornirlo.

8. Se il perimetro d'ispezione é ubicato sul territorio di uno Stato Parte ma si trova sotto la giuridizione o il controllo di uno Stato che non é Parte al presente Trattato, lo Stato Parte prende tutte le misure necessarie richieste dallo Stato Parte ispezionato e dallo Stato Parte sul cui territorio il perimetro d'ispezione é ubicato, fatte salve le regole e le prassi del diritto internazionale, per assicurare che l'ispezione possa essere svolta in conformità con il presente Protocollo. Se uno Stato Parte non é in grado di fornire l'accesso al perimetro d'ispezione, esso deve dimostrare che ha tuttavia preso tutte le misure necessarie per fornirlo, fatte salve le regole e le prassi del diritto internazionale.

9. Il personale della squadra ispettiva deve essere limitato al minimo necessario affinché il mandato d'esecuzione sia debitamente eseguito.Il numero totale dei membri della squadra d'ispezione presente contemporaneamente sul territorio dello Stato Parte ispezionato non deve essere superiore a 40, salvo durante le operazioni di perforazione. Nessun cittadino dello Stato parte richiedente o dello Stato parte ispezionato é membro della squadra d'ispezione.

10. Il Direttore generale determina il personale della squadra ispettiva e ne sceglie i membri tra gli ispettori e gli assistenti d'ispezione figuranti sulla lista, in considerazione delle circostanze di una particolare richiesta.

11. Lo Stato Parte ispezionato fornisce o fa il necessario affinché siano forniti alla squadra d'ispezione i mezzi d'appoggio necessari per la squadra ispettiva, come mezzi di comunicazione, servizi d'interpretariato, mezzi di trasporto, locali, alloggio, vitto e cure mediche.

12. l'Organizzazione rimborsa allo Stato Parte ispezionato, entro un termine ragionevole dalla conclusione dell'ispezione, tutte le spese comportate dal soggiorno della squadra ispettiva e dall'esecuzione delle attività ufficiali di quest'ultima sul territorio di detto Stato, ivi comprese quelle comportate dai servizi di cui ai paragrafi 11 e 49.

13. Le procedure di esecuzione delle ispezioni in loco sono dettagliatamente contenute nel manuale operativo per le ispezioni in loco .

B. INTESE PERMANENTI

Designazione degli ispettori e degli assistenti all'ispezione

14. La squadra ispettiva può consistere di ispettori e di assistenti d'ispezione. Un'ispezione in loco può essere effettuata solo da ispettori qualificati specialmente designati per questa funzione. Essi possono essere assistiti da assistenti d'ispezione specialmente designati, come il personale tecnico ed

amministrativo, membri dell'equipaggio dell'aereo e gli interpreti.

15. Gli ispettori e gli assistenti all'ispezione sono designati degli Stati Parte, o, per il personale del Segretariato tecnico, dal Direttore generale in base alle loro competenze ed esperienza aventi rilevanza per lo scopo e le funzioni delle ispezioni in loco. La designazione delle persone prescelte deve essere approvata in anticipo dagli Stati Parte in conformità al paragrafo 18.

16. Ciascun Stato Parte, non oltre 30 giorni dopo l'entrata in vigore nei suoi confronti del presente Trattato, informa il Direttore generale del nome, della data di nascita, del sesso, del grado, nonché delle qualificazioni ed esperienza professionale delle persone che di propone di designare come ispettori e assistenti d'ispezione.

17. Al massimo 60 giorni dopo l'entrata in vigore del presente Trattato, il Segretariato tecnico comunica per iscritto a tutti gli Stati Parte una lista iniziale con il nome, la nazionalità, la data di nascita, il sesso ed il grado degli ispettori e degli assistenti all'ispezione che il Direttore generale e gli Stati Parti propongono per la nomina, ed indica inoltre le loro qualifiche ed esperienza professionale.

18. Ciascuno Stato Parte accusa immediatamente ricevuta della lista iniziale di ispettori e di assistenti d'ispezione proposti per la nomina. Ogni ispettore o assistente d'ispezione che figura nella presente lista è considerato accettato salvo se uno Stato Parte, non oltre 30 giorni dopo aver accusato ricevuta della lista, dichiara per iscritto di non accettarla. Lo Stato Parte può includere nella sua dichiarazione il motivo della sua opposizione. In caso di non-accettazione, l'ispettore o l'assistente d'ispezione proposto non deve procedere né partecipare ad ispezioni in loco sul territorio dello Stato parte che si é opposto alla sua nomina, né in alcun altro luogo soggetto alla giurisdizione o al controllo di tale Stato. Il Segretariato tecnico accusa immediatamente ricevuta dalla notifica di opposizione.

19. Ogni qualvolta il Direttore generale o uno Stato Parte propone di apportare aggiunte o modifiche alla lista degli ispettori o degli assistenti d'ispezione, gli ispettori o assistenti d'ispezione sostituti sono designati allo stesso modo delle persone che figurano nella lista iniziale. Se un ispettore o assistente d'ispezione nominato da uno Stato Parte non é più in grado di svolgere le funzioni di ispettore o d'assistente d'ispezione, lo Stato Parte ne informa sollecitamente il Segretario tecnico.

20. Il Segretariato tecnico aggiorna la lista degli ispettori e assistenti d'ispezione ed informa tutti gli Stati Parte di qualsiasi aggiunta o modifica apportata alla lista.

21. Lo Stato Parte che richiede un'ispezione in sito può proporre che un ispettore il cui nome figura sulla lista degli ispettori e assistenti d'ispezione presti servizio come

osservatore di detto Stato in conformità al paragrafo 61 dell' Articolo IV.

22. Fatto salvo il paragrafo 23, lo Stato Parte ha diritto in ogni momento di sollevare obiezioni riguardo ad un ispettore o assistente d'ispezione che é già stata accettato. Esso informa per iscritto il Segretariato tecnico della opposizione e può esporre le ragioni che la motivano.Tale opposizione ha effetto 30 giorni dopo il ricevimento della notifica da parte del Segretariato tecnico.Il Segretariato tecnico conferma immediatamente di aver ricevuto la notifica dell'obiezione ed informa lo Stato Parte che che si é opposto e lo Stato Parte che ha proposto la designazione dell'interessato, della data in cui l'ispettore o l'assistente all'ispezione cessa di essere designato per quanto riguarda tale Stato Parte.

23. Lo Stato Parte che é stato notificato di un'ispezione non tenta di far rimuovere dalla squadra ispettiva qualunque ispettore o assistente d'ispezione designato nel mandato d'ispezione.

24.Il numero di ispettori o di assistenti d'ispezione accettati da uno Stato Parte deve essere sufficiente per poter disporre di un numero appropriato d'ispettori e di assistenti d'ispezione. Se il Direttore generale ritiene che la mancata accettazione, da uno Stato Parte, di ispettori o assistenti d'ispezione proposti impedisce la designazione di un numero sufficiente d' ispettori o di assistenti d'ispezione, o ostacola in qualunque altro modo l'effettiva realizzazione degli scopi di un' ispezione in loco, egli investe il Consiglio esecutivo della questione.

25. Ciascun ispettore il cui nome figura sulla lista degli ispettori e degli assistenti d'ispezione, riceve una formazione adeguata. Tale formazione é impartita dal Segretariato tecnico secondo le procedure specificate nel Manuale operativo per le ispezioni in loco. Il Segretariato tecnico coordina di comune accordo con gli Stati Parte un programma di formazione per gli ispettori.

Privilegi ed Immunità

26. Dopo aver accettato la lista iniziale di ispettori o di assistenti d'ispezione prevista al paragrafo 18 o successivamente modificata secondo il paragrafo 19, ciascun Stato Parte é tenuto a rilasciare secondo le sue procedure nazionali e su domanda di un ispettore o di un assistente d'ispezione visti di entrata/uscita multipli o di transito ed ogni altro documente pertinente per consentire a ciascun ispettore o assistente d'ispezione di entrare e di rimanere sul territorio di detto Stato per il solo fine di svolgere attività d'ispezione. Ciascun Stato Parte rilascia i visti o documenti di viaggio necessari a questo fine non oltre 48 ore dopo aver ricevuto la domanda o immediatamente all'arrivo della squadra ispettiva al punto di entrata sul suo territorio. Questi documenti sono validi per tutto il tempo necessario per consentire all'ispettore o all'assistente d'ispezione di rimanere sul territorio dello Stato Parte ispezionato per il solo fine di svolgere attività d'ispezione.

27. Per poter esercitare con efficienza le loro funzioni, i membri della squadra ispettiva beneficiano dei privilegi ed immunità enunciati ai capoversi a) ad i). I privilegi e le immunità sono concessi ai membri della squadra ispettiva nell'interesse del Trattato e non a vantaggio personale dei singoli. Tali privilegi ed immunità sono loro concessi per tutto il periodo compreso tra il momento del loro arrivo sul territorio dello Stato Parte ispezionato ed il momento in cui lo lasciano, e, in seguito anche per gli atti da essi precedentemente effettuati nell'esercizio delle loro funzioni ufficiali.

(a) ai membri della squadra ispettiva é concessa l'inviolabilità di cui beneficiano gli agenti diplomatici ai sensi dell'articolo 29 della Convenzione di Vienna sulle relazioni diplomatiche del 18 aprile 1961;

(b) gli alloggi e gli uffici occupati dalla squadra ispettiva che svolge attività ispettive secondo il presente Trattato beneficiano dell'inviolabilità e della protezione concessa agli alloggi degli agenti diplomatici secondo il paragrafo 1 dell'articolo 30 della Convenzione di Vienna sulle relazioni diplomatiche;

(c) i documenti e la corrispondenza della squadra ispettiva, comprese le sue registrazioni, beneficiano dell'inviolabilità concessa a tutti i documenti ed alla corrispondenza degli agenti diplomatici secondo il paragrafo 1 dell'articolo 30 della Convenzione di Vienna sulle relazioni diplomatiche. La squadra ispettiva ha diritto di utilizzare dei codici per le sue comunicazioni con il Segretariato tecnico;

(d) i campioni ed il materiale approvato trasportati dai membri della squadra ispettiva sono inviolabili, fatte salve le disposizioni del presente Trattato, e sono esenti da ogni dazio doganale. I campioni pericolosi devono essere trasportati in conformità alla regolamentazione pertinente;

(e) i membri della squadra ispettiva beneficiano delle immunità concesse agli agenti diplomatici secondo i paragrafi 1, 2 e 3 dell'articolo 31 della Convenzione di Vienna sulle relazioni diplomatiche;

(f) i membri della squadra ispettiva che svolgono le attività di loro competenza secondo il presente Trattato beneficiano dell' l'esenzione da imposte e tasse concessa agli agenti diplomatici secondo l'articolo 34 della Convenzione di Vienna sulle relazioni diplomatiche;

(g) i membri della squadra ispettiva sono autorizzati ad introdurre nel territorio dello Stato Parte ispezionato, senza dazi doganale o altri oneri, gli oggetti per uso personale ad eccezione degli articoli la cui importazione o esportazione é vietata per legge o regolata da regolamenti di quarantena.

(h) i membri della squadra ispettiva beneficiano delle stesse agevolazioni valutarie e di cambio di quelle concesse ai

rappresentanti di governi stranieri in missioni ufficiali temporanee; e

(i) i membri della squadra ispettiva non intraprendono alcuna attività professionale o commerciale a fini di lucro sul territorio dello Stato Parte ispezionato

28. Quando transitano sul territorio di Stati Parte diversi dallo Stato Parte ispezionato, i membri della squadra ispettiva beneficiano dei privilegi e delle immunità di cui godono gli agenti diplomatici secondo il paragrafo 1 l'Articolo 40, della Convenzione di Vienna sulle Relazioni Diplomatiche. I documenti e la corrispondenza, comprese le registrazioni, i campioni ed il materiale approvato da essi trasportati beneficiano dell'inviolabilità e dell'esenzione stipulate ai capoversi c) e d) del paragrafo 27..

29. Fatti salvi i loro privilegi ed immunità, i membri della squadra ispettiva hanno l'obbligo di rispettare le leggi ed i regolamenti dello Stato Parte ispezionato e nella misura in cui ciò é compatibile con il mandato d'ispezione, di non interferire negli affari interni di detto Stato. Se lo Stato Parte ispezionato considera che vi é stato abuso dei privilegi e delle immunità specificate nel presente Protocollo, delle consultazioni hanno inizio tra lo Stato Parte in questione ed il Direttore generale per determinare se tale abuso si é effettivamente verificato ed in tal caso,impedire che si ripeta.

30. L'immunità dalla giuridizione dei membri della squadra ispettiva può essere abrogata dal Direttore generale in tutti i casi in cui a suo avviso l'immunità potrebbe impedire il corso della giustizia e che può essere abrogata senza pregiudicare l'applicazione delle disposizioni del presente Trattato.
L'abrogazione dell'immunità deve sempre essere formale.

31. Gli osservatori beneficiano degli stessi privilegi ed immunità di quelli concessi ai membri della squadra ispettiva secondo la presente sezione, salvo quelli concessi ai sensi del capoverso d) del paragrafo 27.

Punti d'entrata

32. Ciascun Stato Parte stabilisce i suoi punti d'entrata e fornisce al Segretariato tecnico le informazioni richieste non oltre 30 giorni dopo che il presente Trattato é entrato in vigore nei suoi confronti.I punti d'entrata saranno prescelti in modo tale che la squadra ispettiva possa, da almeno uno di essi, raggiungere qualsiasi perimetro d'ispezione entro 24 ore. Il Segretariato tecnico indica a tutti gli Stati Parte dove si trovano i punti d'entrata. I punti d' entrata possono anche servire da punti d' uscita.

33. Ciascun Stato Parte può modificare i punti d'entrata a condizione di avvisarne il Segretariato tecnico. Queste modifiche divengono effettive 30 giorni dopo che il Segretariato tecnico ne é stato avvisato informato, in modo che possa informarne debitamente tutti gli Stati Parte.

34. Se il Segretariato tecnico ritiene che non vi sono punti d'entrata sufficienti per garantire una rapida realizzazione delle ispezioni in tempo debito oppure che il fatto di modificare i punti d'entrata proposti da uno Stato parte intralcerebbe la sollecita conduzione delle ispezioni, esso si consulta con lo Stato Parte interessato per risolvere il problema.

Accordi per l'uso di aerei non di linea

35. Quando la squadra ispettiva non é in grado di recarsi al punto d'entrata in tempo utile per mezzo di voli di linea regolari, essa può utilizzare degli aerei che effettuano dei voli non di linea. Non più tardi di 30 giorni dopo l'entrata in vigore del presente Trattato nei suoi confronti, ciascun Stato Parte informa il Segretariato Tecnico un numero permanente di autorizzazione diplomatica per i voli non di linea di aerei che trasportano una squadra ispettiva ed il materiale necessario per l'ispezione. L'itinerario fissato segue le rotte aeree internazionali stabilite tone sono state convenute dallo Stato Parte e dal Segretariato tecnico come base dell'autorizzazione diplomatica rilasciata.

Materiale d'ispezione approvato

36. La Conferenza, nella sua prima sessione, esamina ed approva una lista del materiale da usare durante le ispezioni in loco. Ciascuno Stato Parte può sottoporre proposte per l'inclusione di materiale nella lista. Le specifiche per l'uso del materiale, come specificate nel manuale operativo per le ispezioni in loco, sono basate su motivi di sicurezza e di confidenzialità in considerazione dei luoghi dove il materiale ha probabilità di essere utilizzato.

37. Il materiale destinato ad essere utilizzato durante le ispezioni in loco si compone del materiale di base per le attività e tecniche d'ispezione specificate al paragrafo 69, nonché del materiale ausiliario necessario per effettuare le ispezioni in loco nei termini stabiliti e con l'efficacia richiesta.

38 Il Segretariato Tecnico accerta che tutti i tipi di materiale siano disponibili per le ispezioni in loco nel momento richiesto. Se del materiale é richiesto per un'ispezione in loco il Segretariato tecnico é tenuto a certificare che il materiale é stato calibrato, sottoposto a manutenzione e protetto. Per agevolare il controllo del materiale al punto d' entrata da parte dello Stato Parte ispezionato, il Segretariato tecnico fornisce una documentazione ed appone i sigilli per autenticare la certificazione.

39. Tutto il materiale a titolo permanente é custodito dal Segretariato tecnico. Il Segretariato tecnico é responsabile della manutenzione e della calibratura di tale materiale.

40. Se necessario, il Segretariato tecnico si accorda con gli Stati Parte affinché questi ultimi forniscano l'equipaggiamento menzionato nella lista. Tali Stati Parte sono responsabili della manutenzione e della calibratura del materiale.

C. RICHIESTA D'ISPEZIONE IN LOCO , MANDATO D'ISPEZIONE E NOTIFICA D'ISPEZIONE

Richiesta d'ispezione in loco

41. Ai sensi dell'Articolo IV, paragrafo 37, la richiesta d'ispezione in sito deve contenere almeno le seguenti informazioni:

(a) le coordinate geografiche e verticali previste del luogo dell'avvenimento che ha dato luogo alla richiesta, indicando l'eventuale margine di errore;

(b) i confini proposti del perimetro da ispezionare, tracciati su una carta e conformi ai paragrafi 2 e 3;

(c) lo Stato Parte o gli Stati Parte da ispezionare, o l'indicazione che il perimetro da ispezionare o una parte dello stesso non é soggetto alla giuridizione o a controllo di uno Stato;

(d) l'ambiente probabile dell'avvenimento che ha dato luogo alla richiesta:

(e) L'ora prevista dell'avvenimento che ha dato luogo alla richiesta, o l'indicazione dell'eventuale margine di errore;

(f) tutti i dati sui quali la richiesta si basa;

(g) i dati personali dell'osservatore proposto, se del caso;

(h) i risultati della procedura di consultazione e di chiarimento secondo l'Articolo IV, oppure la spiegazione, se del caso, dei motivi per i quali il processo di consultazione e di chiarimento non ha avuto luogo.

Mandato d'Ispezione

42. Il mandato di un'ispezione in loco contiene:

(a) la decisione del Consiglio Esecutivo sulla richiesta d'ispezione in loco ;

(b) Il nome dello Stato Parte o degli Stati Parte da ispezionare, o l'indicazione che il perimetro d'ispezione o una parte dello stesso non é soggetta alla giuridizione o al controllo di uno Stato;

(c) il luogo ed i confini del perimetro d'ispezione indicati su una carta, in considerazione di tutte le informazioni alla base della richiesta e di ogni altra informazione tecnica disponibile, previa consultazione con lo Stato Parte richiedente;

(d) i tipi di attività previsti della squadra ispettiva nel perimetro d'ispezione;

(e) il punto d'entrata previsto per la squadra ispettiva;

(f) tutti i punti di transito o le basi, come opportuno;

(g) il nome del capo della squadra ispettiva;

(h) i nomi dei membri della squadra ispettiva;

(i) il nome dell'osservatore proposto, se del caso;

(j) la lista del materiale da utilizzare nel perimetro d'ispezione.

Se la decisione presa dal Consiglio esecutivo secondo paragrafi 46 a 49 dell'Articolo IV, richiede una modifica del mandato d'ispezione il Direttore generale può modificare il mandato per quanto riguarda i capoversi d), h) e j), come opportuno. Il Direttore generale notifica immediatamente lo Stato Parte ispezionato di tale modifica.

<u>Notifica dell'ispezione</u>

43. La notifica effettuata dal Direttore generale secondo il paragrafo 55 dell'Articolo, include le seguenti informazioni:

(a) il mandato d'ispezione;
(b) la data e l'ora di arrivo prevista della squadra ispettiva al punto di entrata;
(c) i mezzi di trasporto al punto d'entrata ;
(d) se del caso, il numero permanente dell'autorizzazione diplomatica rilasciata per voli non di linea;
(e) una lista del materiale che il Direttore generale chiede allo Stato Parte di mettere a disposizione della squadra ispettiva per utilizzarlo nel perimetro d'ispezione.

44. Lo Stato Parte ispezionato accusa ricevuta della notifica del Direttore generale non oltre 12 ore dopo avere ricevuto tale notifica.

D. ATTIVITA PRE-ISPEZIONE

<u>Entrata nel territorio dello Stato Parte ispezionato, attività al punto di entrata e trasferimento al perimetro d'ispezione.</u>

45. Lo Stato Parte ispezionato che é stato avvisato dell'arrivo della squadra ispettiva provvede a far immediatamente entrare la squadra ispettiva nel suo territorio.

46. Se é stato utilizzato un aereo non di linea per il viaggio fino al punto di entrata, il Segretariato tecnico fornisce allo Stato Parte ispezionato tramite l'autorità nazionale, il piano di volo dell'aereo, dall'ultimo aeroporto prima di penetrare nello spazio aereo di tale Stato Parte fino al punto di entrata, almeno sei ore prima dell'ora di partenza prevista da tale aeroporto.Il piano é registrato secondo le procedure dell'Organizzazione dell'aviazione civile internazionale applicabili agli aerei civili. Il Segretariato tecnico include nella sezione osservazioni del piano di volo il numero permanente dell'autorizzazione diplomatica ed un'appropriata annotazione che identifica l'aereo come aereo d'ispezione. Se si tratta di un aereo militare, il Segretariato tecnico chiede preliminarmente allo Stato Parte ispezionato di concedere l'autorizzazione di penetrare nel suo spazio aereo.

47. Almeno tre ore prima della partenza prevista della squadra ispettiva dall'ultimo aeroporto precedente alla penetrazione nello spazio aereo dello Stato Parte ispezionato, quest'ultimo si accerta che il piano di volo depositato secondo le disposizioni

del paragrafo 46 é stato approvato, in modo che la squadra ispettiva possa giungere al punto d'entrata all'ora prevista.

48. Se necessario, il capo della squadra ispettiva ed il rappresentante dello Stato Parte ispezionato convengono di stabilire una base ed un piano di volo dal punto di entrata fino a questa base e, se necessario, fino al perimetro d'ispezione.

49. Lo Stato Parte ispezionato provvede o dà disposizioni per assicurare nel punto d'entrata e, se necessario, alla base e nel perimetro d'ispezione le agevolazioni richieste dal Segretariato Tecnico per il parcheggio,la sicurezza, la manutenzione corrente ed il rifornimento in carburante degli aerei della squadra ispettiva. A questi aerei o non sono applicabili tasse di d'atterraggio o di partenza ed altri oneri analoghi. Le disposizioni del presente paragrafo si applicano anche agli aerei utilizzati per il sorvolo durante l'ispezione in loco.

50. Fatte salve le disposizioni del paragrafo 51, lo Stato Parte ispezionato non impone alcun limite alla squadra ispettiva per il fatto di trasportare nel territorio di tale Stato del materiale approvato conforme al mandato d'ispezione, o di utilizzarlo in conformità alle disposizioni del Trattato e del presente Protocollo.

51. Lo Stato Parte ispezionato ha diritto,nel rispetto dei tempi stabiliti al paragrafo 54, di controllare alla presenza dei membri della squadra ispettiva al punto d'entrata che l'equipaggiamento é stato approvato e omologato secondo il paragrafo 38. Lo Stato Parte ispezionato può rifiutare il materiale non conforme al mancato d'ispezione o che non é stato approvato e omologato secondo il paragrafo 38.

52. All'arrivo al punto d'entrata e nel rispetto dei tempi stabiliti al paragrafo 54, il capo della squadra ispettiva presenta immediatamente al rappresentante dello Stato Parte ispezionato il mandato d'ispezione ed un piano d'ispezione iniziale preparato dalla squadra ispettiva che specifica le attività che la stessa dovrà svolgere. I rappresentanti dello Stato Parte ispezionato forniscono alla squadra ispettiva mediante carte ed altri documenti, a seconda di come convenga, informazioni generali sulle caratteristiche pertinenti del terreno naturale, sulle questioni di sicurezza e di confidenzialità e sui provvedimenti logistici per l'ispezione. Lo Stato Parte ispezionato può indicare i luoghi del perimetro d'ispezione che a suo parere non hanno rilevanza per i fini dell'ispezione.

53. Dopo l'esposizione informativa preliminare all'ispezione, la squadra ispettiva modifica, se del caso il piano iniziale d'ispezione in considerazione di ogni osservazione formulata dallo Stato Parte ispezionato. Il piano d'ispezione modificato sarà messo a disposizione del rappresentante dello Stato Parte ispezionato.

54. Lo Stato Parte ispezionato fa tutto quanto in suo potere per fornire assistenza alla squadra ispettiva e garantire la sicurezza del trasporto di quest'ultima, del materiale approvato specificato ai paragrafi 50 e 51 e dei bagagli, dal punto

d'entrata fino al perimetro d'ispezione, non oltre 36 ore dopo l'arrivo al punto d'entrata, se nessun'altro orario é stato convenuto nei termini indicati al paragrafo 57.

55. Per confermare che la zona in cui la squadra ispettiva é stata trasportata corrisponde al perimetro d'ispezione specificato nel mandato d'ispezione, la squadra ispettiva ha diritto di utilizzare del materiale di localizzazione approvato. Lo Stato Parte ispezionato l'assiste in questo compito.

E. SVOLGIMENTO DELLE ISPEZIONI

Regole generali

56. La squadra ispettiva adempie alle sue funzioni in conformità alle disposizioni del Trattato e del presente Protocollo.

57. La squadra ispettiva inizia le sue attività d'ispezione nel perimetro d'ispezione il prima possibile ma in ogni caso non oltre 72 ore dopo il suo arrivo al punto d'entrata .

58. Le attività della squadra ispettiva sono organizzate in modo tale che i suoi membri possano svolgere le loro funzioni nei termini stabiliti e con l'efficacia richiesta, arrecando il minor disturbo possibile allo Stato Parte ispezionato ed alla zona ispezionata.

59. Se lo Stato Parte ispezionato é richiesto ai sensi del paragrafo 43(e), o durante l'ispezione, di mettere a disposizione della squadra ispettiva del materiale utile nel perimetro d'ispezione, lo Stato Parte ispezionato soddisfa questa richiesta nella misura del possibile.

60. Durante l'ispezione in sito, la squadra ispettiva ha in particolare :

(a) il diritto di determinare come l'ispezione deve procedere, compatibilmente con il mandato d'ispezione ed in considerazione di qualsiasi provvedimento preso dallo Stato Parte ispezionato conformemente alle disposizioni per l'accesso regolamentato;

(b) il diritto di modificare il piano d'ispezione se ciò é necessario per garantire l'efficace esecuzione dell'ispezione;

(c) l'obbligo di tener conto di raccomandazioni e di modifiche formulate dallo Stato Parte ispezionato riguardo al piano d'ispezione;

(d) Il diritto di chiedere chiarimenti in relazione alle ambiguità che potrebbero emergere durante l'ispezione;

(e) l'obbligo di utilizzare solo le tecnologie specificate nel paragrafo 69 e di astenersi da attività estranee ai fini dell'ispezione. La squadra raccoglie e documenta i fatti materiali aventi rilevanza agli scopi dell'ispezione, ma non ricerca né documenta dati d'informazione materiali che esulano manifestamente dagli scopi dell'ispezione. Tutto il materiale raccolto e

successivamente considerato non pertinente é restituito allo Stato Parte ispezionato;

(f) l'obbligo di tener conto e di includere nel suo rapporto dati e spiegazioni sulla natura dell'avvenimento che ha dato luogo alla richiesta, forniti dallo Stato Parte ispezionato facendo ricorso alle sue reti di monitoraggio nazionale o ad altre fonti e di incorporare tali dati e spiegazioni nel suo rapporto;

(g) l'obbligo di fornire allo Stato Parte ispezionato, a sua richiesta, copie delle informazioni e dei dati raccolti nel perimetro d'ispezione;

(h) l'obbligo di rispettare i regolamenti dello Stato Parte ispezionato in materia di confidenzialità e di sicurezza e di sanità.

61. Durante l'ispezione in loco, lo Stato Parte ispezionato ha, tra l'altro:

(a) il diritto di fare in ogni momento raccomandazioni alla squadra ispettiva riguardo ad un'eventuale modifica del piano d'ispezione;

(b) il diritto e l'obbligo di designare un rappresentante per i collegamenti con la squadra ispettiva:

(c) il diritto di far accompagnare la squadra ispettiva da rappresentanti durante lo svolgimento delle sue mansioni, e di fare osservare da tali rappresentanti tutte le attività d'ispezione svolte dalla squadra ispettiva. Ciò non dovrà né ritardare, nè intralciare in qualsiasi modo la squadra ispettiva nell'esercizio delle sue funzioni;

(d) il diritto di fornire nuovi elementi d'informazione e di chiedere che siano raccolti ed accertati fatti materiali supplementari che giudica utili per l'ispezione;

(e) il diritto di esaminare tutti i prodotti fotografici e metrologici come pure i campioni, e di conservare tutte le fotografie o parti delle stesse che indicano siti sensibili e che non hanno rilevanza ai fini dell'ispezione. Lo Stato Parte ispezionato ha diritto di ricevere una copia di tutti i prodotti fotografici e metrologici. Lo Stato Parte ispezionato ha diritto di conservare gli originali ed i prodotti di prima generazione delle fotografie scattate e di mettere fotografie o parti di fotografie sotto sigillo comune in un luogo situato sul suo territorio. Lo Stato Parte ispezionato ha diritto di fornire il proprio cine-operatore per scattare fotografie o riprendere le immagini video come richiesto dalla squadra ispettiva; se non lo fa, queste funzioni saranno esercitate dai membri della squadra ispettiva.

(f) il diritto di fornire alla squadra ispettiva dati e spiegazioni sulla natura dell'avvenimento che ha dato luogo alla richiesta, e per ottenere le quali ha dovuto far ricorso alle sue reti di monitoraggio nazionali o ad altre fonti;

(g) l'obbligo di fornire alla squadra ispettiva tutti i chiarimenti necessari per risolvere qualsiasi ambiguità manifestatasi durante l'ispezione.

Comunicazioni

62. I membri della squadra ispettiva hanno diritto di comunicare tra di loro e con il Segretariato Tecnico in ogni momento durante l'ispezione in loco. A tal fine, possono utilizzare il loro materiale debitamente approvato e omologato, con il consenso dello Stato Parte ispezionato, qualora quest'ultimo non fornisca loro l'accesso ad altri mezzi di telecomunicazioni.

Osservatore

63. In conformità del paragrafo 61 dell'Articolo IV, lo Stato Parte richiedente si collega con il Segretariato tecnico per coordinare l'arrivo dell'osservatore allo stesso punto d'entrata o nella stessa base della squadra ispettiva, entro un termine ragionevole rispetto all'arrivo della squadra ispettiva.

64. L'osservatore ha diritto, per tutta la durata dell'ispezione, di mantenersi in comunicazione con l'ambasciata dello Stato Parte richiedente ubicata nello Stato Parte ispezionato o, in assenza di ambasciata, con lo stesso Stato Parte richiedente.

65. L'osservatore ha diritto di giungere sul perimetro d'ispezione e di avervi accesso, anche al suo interno, come concesso dallo Stato Parte ispezionato.

66. L'osservatore ha diritto di formulare raccomandazioni alla squadra ispettiva durante tutta l'ispezione.

67. Durante tutta l'ispezione, la squadra ispettiva terrà l'osservatore informato circa lo svolgimento dell'ispezione ed i suoi riscontri.

67. Durante tutta l'ispezione, lo Stato Parte ispezionato fornisce o dà disposizioni perché l'osservatore possa avvalersi di mezzi d'appoggio analoghi a quelli concessi alla squadra ispettiva come descritto al paragrafo 11. Tutti i costi relativi al soggiorno dell'osservatore sul territorio dello Stato Parte ispezionato sono a carico dello Stato Parte richiedente.

Attività e tecniche d'ispezione

69. Possono essere effettuate le seguenti attività d'ispezione ed applicate le seguenti tecniche nel rispetto delle disposizioni sull'accesso regolamentato, la raccolta, la manipolazione e l'analisi di campioni, e sui sorvoli:

(a) determinazione della posizione dall'alto, o in superficie, per confermare i confini del perimetro d'ispezione e stabilire le coordinate dei luoghi ivi contenuti, a titolo di supporto delle attività d'ispezione;

(b) osservazioni visive, riprese fotografiche e video ed immagini a multispettro, comprese le misurazioni infrarosse in superficie, sotto la superficie e dall'alto, per scoprire anomalie o manufatti;

(c) misurazione dei livelli di radioattività al di sopra della superficie e sotto la superficie, mediante monitoraggio dell'irradiamento gamma e analisi con risoluzione energetica dall'alto, in superficie o sotto la superficie, per ricercare ed ed identificare anomalie nelle radiazioni;

(d) prelievo di campioni nell'ambiente ed analisi di solidi, liquidi e gas al di sopra della superficie, in superficie o sotto la superficie, per individuare le anomalie;

(e) monitoraggio sismologico passivo degli effetti dell'urto eseguito per localizzare la zona di ricerca e facilitare la determinazione della natura dell'avvenimento;

(g) sismometria della risonanza e prospezione sismica attiva per reperire e localizzare anomalie sotterranee, ivi comprese cavità e zone di macerie;

(g) cartografia del campo magnetico e del campo gravitazionale, misurazione per mezzo di radar a penetrazione di suolo e misurazioni della conduttività elettrica in superficie e dall'alto, a seconda di come convenga, per individuare anomalie e manufatti;

h) perforazioni per ottenere campioni radioattivi.

70. Entro 25 giorni dopo l'approvazione dell'ispezione in loco in conformità al paragrafo 46 dell'articolo IV, la squadra ispettiva ha diritto di eseguire tutte le attività e di fare uso di tutte le tecnologie indicate al paragrafo 69 da (a) ad (e). Dopo che il prosieguo dell'ispezione é stato approvato secondo il paragrafo 47 dell'Articolo IV, la squadra ispettiva ha diritto di svolgere qualsiasi attività e di fare uso di qualunque tecnologia elencata al paragrafo 69 da (a) a (g). La squadra ispettiva effettua perforazioni solo con l'approvazione del Consiglio Esecutivo secondo il paragrafo 48 dell'Articolo IV. Se la squadra ispettiva chiede una proroga della durata dell'ispezione secondo il paragrafo 49 dell'Articolo IV, deve specificare nella sua richiesta quale delle attività e tecniche elencate al paragrafo 69 essa intende effettuare per poter espletare il suo mandato.

Sorvoli

71. La squadra ispettiva ha diritto di effettuare durante l'ispezione in loco un sorvolo sul perimetro d'ispezione per localizzare in generale il perimetro la zona perimetro d'ispezione, delimitando e posizionando al meglio i luoghi delle attività d'ispezione al suolo e facilitando la raccolta di prove concrete utilizzando il materiale specificato al paragrafo 79.

72. Il sorvolo del perimetro d'ispezione deve essere effettuato, per quanto fattibile il, prima possibile. La durata totale del sorvolo non deve eccedere 12 ore.

73. Possono essere effettuati sorvoli supplementari durante i quali si utilizza il materiale specificato ai paragrafi 79 e 80, fatto salvo l'accordo dello Stato Parte ispezionato.

74. L'area coperta dai sorvoli non deve estendersi al di là del perimetro d'ispezione.

75. Lo Stato Parte ispezionato ha diritto di imporre limitazioni, oppure,in casi eccezionali e con ragionevoli giustificazioni, di vietare il sorvolo dei siti sensibili che hnano rilevanza ai dell'ispezione. Possono essere oggetto di limitazioni l'altitudine del volo, il numero di passaggi e di giri circolari , la durata del volo stazionario, il tipo di aereo utilizzato, il numero di ispettori a bordo ed il tipo di misurazione o di osservazione che é stato effettuato. Se la squadra ispettiva giudica che le limitazioni o i divieti di sorvolo di siti sensibili può impedire l'espletamento del suo mandato, lo Stato Parte ispezionato farà tutto ciò che gli é ragionevolmente possibile per fornire mezzi alternativi d'ispezione.

76. I sorvoli sono eseguiti secondo un piano di volo debitamente comunicato ed approvato secondo le regole ed i regolamenti dello Stato Parte ispezionato in materia di circolazione aerea. I regolamenti di questo Stato in materia di sicurezza della navigazione aerea sono rigorosamente rispettati per tutto il tempo delle operazioni di volo.

77. Durante le oprazioni di sorvolo, l'atterraggio é di regola autorizzato solo per fini di scalo o di rifornimento.

78 I sorvoli sono effettuati alle altitudini richieste dalla squadra ispettiva compatibilmente con le attività da effettuare e le condizioni di visibilità, e con i regolamenti dello Stato Parte ispezionato in materia di circolazione aerea e di sicurezza, ed al proprio diritto di proteggere i dati d'informazione sensibili che non hanno rilevanza ai fini dell'ispezione. I sorvoli sono effettuati fino ad un'altitudine massima di 1 500 metri al di sopra della superficie.

79. Nei sorvoli effettuati secondo i paragrafi 71 e 72, può esser utilizzato a bordo dell'aereo il seguente materiale :

(a) binocoli da campo;

(b) materiale di localizzazione passiva;
(c) cineprese;
(d) macchine fotografiche manuali.

80. Per ogni sorvolo supplementare effettuato ai sensi del paragrafo 73, gli ispettori a bordo dell'aereo possono inoltre utilizzare equipaggiamenti portatili e di facile installazione per ottenere:
(a) immagini multi-spettrali (in particolare nell'infrarosso);
(b) spettroscopia gamma;
(c) cartografia del campo magnetico.

81.I sorvoli sono effettuati con un aereo relativamente lento munito di un'ala fissa o rotante. L'aereo deve consentire una visione ampia e non ostruita della superficie sottostante.

82. Lo Stato Parte ispezionato ha diritto di fornire un suo aereo preliminarmente equipaggiato in conformità ai requisiti tecnici enunciati nel manuale operativo pertinente, nonché l'equipaggio. In mancanza, l'aereo sarà fornito o noleggiato dal Segretariato tecnico.

83. Se l'aereo é fornito o noleggiato dal Segretariato tecnico, lo Stato Parte ispezionato ha diritto di controllarlo per accertare che sia equipaggiato con il materiale d'ispezione approvato. Tale controllo deve essere terminato entro il termine specificato al paragrafo 57.

84. Il personale a bordo dell'aereo si compone di:

(a) il numero minimo di membri d'equipaggio necessario per il funzionamento in sicurezza dell'aereo;

(b) fino a quattro membri della squadra ispettiva;

(c) fino a due rappresentanti dello Stato Parte ispezionato;

(d) un osservatore, se esiste, fatto salvo l'accordo dello Stato Parte ispezionato;

(e) un interprete, se necessario.

85. Le procedure per l'attuazione dei sorvoli sono dettagliate nel Manuale per le ispezioni in loco.

Accesso regolamentato

86. La squadra ispettiva ha diritto di accedere al perimetro d'ispezione secondo le disposizioni del Trattato e del presente Protocollo.

87. Lo Stato Parte ispezionato fornisce l'accesso all'interno del perimetro d'ispezione nei tempi fissati al paragrafo 57.

88. Ai sensi dell'Articolo IV, paragrafo 57 e paragrafo 86 di cui sopra, i diritti e gli obblighi dello Stato Parte ispezionato includono:

(e) il diritto di prendere misure per proteggere gli impianti ed i siti sensibili in conformità al presente Protocollo ;

(b) l'obbligo, in caso di restrizioni di accesso all'interno del perimetro d'ispezione, di fare tutto quanto gli é ragionevole possibile per conformarsi a requisiti del mandato d'ispezione con mezzi alternativi. La soluzione di problemi relativi a uno o più operazioni d'ispezione non dovrà né ritardare né ostacolare l' espletamento, da parte della squadra ispettiva, di altre attività d'ispezione;

(c) il diritto di prendere la decisione definitiva per ogni accesso concesso alla squadra ispettiva, in considerazione dei suoi obblighi in forza del presente Trattato e delle disposizioni relative all'accesso regolamentato.

89. Ai sensi del paragrafo 57 (b) dell'Articolo IV, e del paragrafo 88 (a) di cui sopra, lo Stato Parte ispezionato ha diritto di prendere, in tutto il perimetro d'ispezione, misure per proteggere gli impianti ed i siti sensibili e impedire la divulgazione di informazioni confidenziali senza rilevanza ai fini dell'ispezione. Tali misure possono includere, tra l'altro:

(a) la ricopertura di pannelli d'affissione, depositi e materiale sensibile;

(b) di limitare le misurazioni dell'attività dei radionuclidi e delle radiazioni nucleari alla determinazione della presenza o dell'assenza dei tipi ed energie d'irradiamento rilevanti ai fini dell'ispezione;

(c) di limitare il prelievo e l'analisi di campioni alla determinazione della presenza o dell'assenza di prodotti radioattivi o di altri prodotti rilevanti ai fini dell'ispezione;

(d) regolamentare l'accesso agli edifici ed altre strutture, in conformità con i paragrafi 90 e 91; e

(e) dichiarare l'accesso limitato di alcuni siti secondo i paragrafi da 92 a 96.

90. L'accesso agli edifici ed altre strutture é rinviato fino a dopo l'approvazione del prosieguo dell'ispezione in loco secondo il paragrafo 47 dell'Articolo IV, salvo per l'accesso ad edifici e altre strutture che contengono l'ingresso ad una miniera, ad altri scavi o a caverne di ampio volume non accessibili in altro modo. La squadra d'ispezione può solo passare attraverso gli edifici e le strutture di cui sopra secondo le istruzioni dello Stato Parte ispezionato, per entrare in dette miniere, caverne o altri scavi.

91. Se, dopo che il prosieguo dell'ispezione é stato approvato secondo il paragrafo 47 dell'articolo IV, la squadra d'ispezione dimostra credibilmente allo Stato Parte ispezionato che l'accesso agli edifici e ad altre strutture é necessario ai fini dell'espletamento del mandato d'ispezione e che le attività autorizzate nel mandato non possono essere effettuate dall'esterno, la squadra ispettiva ha diritto di accedere a tali edifici o ad altre strutture. Nel chiedere l'accesso ad un edificio o ad una struttura specifica, il capo della squadra ispettiva deve indicare lo scopo di tale accesso, il numero esatto di ispettori e le attività che prevede effettuare. Le modalità di accesso sono negoziate dalla squadra ispettiva con lo Stato Parte ispezionato. Quest'ultimo ha diritto di limitare, o, in casi eccezionali e con giustificazioni ragionevoli, di vietare l'accesso ad edifici ed altre strutture.

92. Nessuno dei siti ad accesso limitato, dichiarati secondo il paragrafo 89 (e), deve misurare più di 4 chilometri quadrati.

Lo Stato Parte ispezionato ha diritto di dichiarare fino a 50 chilometri quadrati di siti ad accesso limitato. Se si dichiara più di un sito ad accesso limitato, ciascun sito deve essere separato da un altro sito da una distanza minima di 20 metri. Ogni sito ad accesso limitato deve avere confini chiaramente definiti ed accessibili.

93. La superficie, la posizione ed i confini dei siti ad accesso limitato devono essere comunicati al capo della squadra ispettiva non più tardi del momento in cui la squadra ispettiva chiede l'accesso ad un luogo che contiene un sito di questo genere o parte di esso.

94. La squadra ispettiva ha diritto di collocare del materiale e di provvedere alle sistemazioni necessarie per svolgere l'ispezione fino al confine di un sito ad accesso limitato.

95. La squadra d'ispezione é autorizzata ad osservare visualmente tutti i luoghi all'aperto all'interno del sito ad accesso limitato dai confini del sito.

96. La squadra ispettiva deve fare ogni sforzo ragionevole per espletare il suo mandato d'ispezione all'esterno dei siti ad accesso limitato, prima di domandare l'accesso a tali siti. Se, in qualsiasi momento, la squadra ispettiva dimostra credibilmente allo Stato Parte ispezionato che le attività richieste ed autorizzate nel mandato non possono essere effettuate dall'esterno del sito, e che l'accesso ad un sito ad accesso limitato é indispensabile ai fini dell'espletamento del mandato, l'accesso é concesso ad alcuni membri della squadra ispettiva per compiere determinate attività all'interno del sito. Lo Stato Parte ispezionato ha diritto di schermare o di proteggere in altro modo il materiale, gli oggetti e l'equipaggiamento sensibile che non ha rilevanza ai fini dell'ispezione. Il numero di ispettori deve essere limitato al minimo indispensabile per l'adempimento dei compiti connessi con l'ispezione. Le modalità dell'accesso sono negoziate dalla squadra ispettiva con lo Stato Parte ispezionato.

<u>Prelievo , manipolazione e analisi dei campioni</u>

97. Fatte le disposizioni dei paragrafi da 86 a 96, e da 98 a 100, la squadra ispettiva ha diritto di prelevare nel perimetro d'ispezione dei campioni pertinenti e di portarli fuori dal perimetro.

98. Ogni qualvolta ciò sia possibile, la squadra ispettiva analizza i campioni in loco . I rappresentanti dello Stato Parte ispezionato hanno diritto di essere presenti quando i campioni sono analizzati in loco . A richiesta della squadra ispettiva, lo Stato Parte ispezionato fornisce assistenza, secondo le procedure convenute, per l'analisi dei campioni in loco. La squadra ispettiva ha diritto di inviare dei campioni fuori dal sito per analizzarli in laboratori designati dall'Organizzazione solo se dimostra che le indispensabili analisi di campioni non possono essere effettuate in loco.

99. Lo Stato Parte ispezionato ha diritto di conservare una parte di tutti i campioni prelevati quando questi campioni sono analizzati, e può fare un duplicato dei campioni.

100. Lo Stato Parte ispezionato ha diritto di chiedere la restituzione di ogni campione, o parte di campione non utilizzato.

101. I laboratori designati fanno l'analisi fisica e chimica dei campioni trasferiti fuori dal sito per essere analizzati. Le modalità di tali analisi sono specificate nel Manuale operativo delle ispezioni in loco.

102. Il Direttore generale é responsabile in primo luogo della sicurezza, dell'integrità e della conservazione dei campioni. E' di sua competenza assicurare che la confidenzialità dei campioni trasferiti fuori dal sito per essere analizzati sia protetta. Al riguardo il Direttore generale si conforma alle procedure contenute nel Manuale operativo per le ispezioni in loco. Il Direttore generale, in tutti i casi:

(a) instaura un sistema rigoroso per il prelievo, la manipolazione, il trasporto e l'analisi dei campioni;

(b) omologa i laboratori designati per effettuare i diversi tipi di analisi;

(c) sovraintende alla normalizzazione del materiale e dei metodi utilizzati nei laboratori designati, nonché del materiale d'analisi mobile e dei metodi utilizzati in connessione con detto materiale mobile;

(d) segue il controllo di qualità e l'applicazione generale delle norme per quanto riguarda l'omologazione di questi laboratori, il materiale mobile e le procedure applicate;

(e) seleziona tra i laboratori designati quelli che dovranno fare delle analisi o effettuare altri compiti in relazione ad indagini specifiche.

103. Quando occorre effettuare un'analisi fuori dal sito, i campioni devono essere analizzati in almeno due laboratori designati. Il Segretariato tecnico si accerta che le analisi vengano effettuate rapidamente. I campioni sono contabilizzati dal Segretariato tecnico ed ogni campione o parte di campione inutilizzato dovrà essere restituita al Segretariato tecnico.

104. Il Segretariato Tecnico compila i risultati delle analisi di laboratorio dei campioni rilevanti ai fini dell'ispezione. In conformità al paragrafo 63 dell'Articolo IV, il Direttore generale trasmette rapidamente questi risultati allo Stato Parte ispezionato affinché quest'ultimo possa formulare le sue osservazioni, e successivamente al Consiglio esecutivo ed a tutti gli altri Stati Parte, allegando informazioni dettagliate sul materiale ed i metodi utilizzati dai laboratori designati.

Svolgimento di ispezioni in zone che non sono soggette alla giuridizione o al controllo di alcun Stato.

105. Nel caso di un'ispezione in una zona che non é soggetta alla giuridizione o al controllo di alcun Stato, il Direttore generale si consulta con gli Stati Parte interessati per stabilire di comune accordo i punti di transito e le basi che faciliteranno il rapido arrivo della squadra ispettiva nel perimetro d'ispezione.

106.Gli Stati Parte sul di cui territorio sono situati i punti di transito o le basi forniscono per quanto possibile l'assistenza necessaria per facilitare l'ispezione, avviando la squadra ispettiva, i suoi bagagli ed il suo materiale fino al perimetro d'ispezione e offrendo i servizi d'appoggio specificati al paragrafo 11. L'Organizzazione rimborsa gli Stati Parte che hanno fornito assistenza, di tutti i costi da essi sostenuti.

107. Con riserva dell'approvazione del Consiglio Esecutivo, il Direttore generale può stipulare intese permanenti con gli Stati Parte per facilitare la fornitura di assistenza qualora l'ispezione in loco debba essere effettuata in una zona che non é soggetta alla giuridizione o al controllo di uno Stato.

108. Se uno o più Stati Parte hanno svolto indagini su un avvenimento poco chiaro in una zona che non é soggetta alla giuridizione o al controllo di alcun Stato prima che sia stata presentata una richiesta d'ispezione in detta zona, Consiglio esecutivo potrà tener conto di tutti i risultati delle loro indagini ai fini delle sue deliberazioni, secondo l'Articolo IV.

Procedura da seguire dopo l'ispezione

109. Al termine dell'ispezione, la squadra ispettiva s'incontra con i rappresentanti dello Stato Parte ispezionato per passare in rassegna i risultati preliminari ottenuti dalla squadra ispettiva e per chiarire ogni eventuale ambiguità. La squadra ispettiva fornisce per iscritto al rappresentante dello Stato Parte ispezionato i risultati preliminari che ha ottenuto in secondo un determinato modello di presentazione ; inoltre essa fornisce una lista di tutti i campioni prelevati e di altri elementi asportati dal perimetro d'ispezione in conformità al paragrafo 98. Questo documento é firmato dal capo della squadra ispettiva. il rappresentante dello Stato Parte ispezionato lo controfirma per dimostrare di aver preso nota del suo contenuto del documento. La riunione si conclude non oltre 24 ore dopo la fine dell'ispezione.

Partenza

110. Terminate le procedure seguenti la fine dell'ispezione, la squadra ispettiva e l'osservatore lasciano il prima possibile il territorio dello Stato Parte ispezionato. Lo Stato Parte ispezionato fa tutto il possibile per fornire assistenza squadra ispettiva e per assicurare la sicurezza del suo trasporto, del materiale e dei bagagli fino al punto di uscita. Salvo se diversamente stabilito tra lo Stato Parte ispezionato e la squadra ispettiva, il punto utilizzato per l'uscita é lo stesso di quello utilizzato per l'entrata.

PARTE III

MISURE PER RAFFORZARE LA FIDUCIA

1. Ai sensi dell'Articolo IV, paragrafo 68, Ciascun Stato Parte notifica a titolo volontario il Segretariato Tecnico di qualsiasi esplosione chimica che utilizza 300 tonnellate o più di materiale esplosivo equivalente-TNT fatto esplodere in un'unica deflagrazione ovunque sul suo territorio o in qualsiasi posto sotto la sua giuridizione o il suo controllo. Se possibile tale notifica dovrà essere data in anticipo, ed includere dettagli sulla posizione, l'ora, la quantità ed il tipo di esplosivo utilizzato, nonché sulla configurazione e lo scopo previsto dell'esplosione.

2.Ciascun Stato Parte a titolo volontario ed il prima possibile dopo l'entrata in vigore del presente Trattato, deve fornire al Segretariato Tecnico e aggiornare successivamente, ad intervalli annuali, le informazioni relative all'uso a livello nazionale di ogni altra esplosione chimica superiore all'equivalente-TNT di 300 tonnellate. In modo particolare lo Stato Parte dovrebbe notificare:

(a) le posizioni geografiche dei siti dove le esplosioni hanno origine;

(b) la natura delle attività che le producono ed il profilo generale e la frequenza di tali esplosioni;

(c) ogni altro dettaglio pertinente, se disponibile; e

dovrà aiutare il Segretariato Tecnico a chiarire le origini di ogni avvenimento di tale natura rilevato dal Sistema internazionale di monitoraggio.

3. Uno Stato Parte può, su base volontaria e su base reciprocamente accettabile, invitare i rappresentanti del Segretariato Tecnico o di altri Stati Parte a visitare i siti nell'ambito del suo territorio di cui ai paragrafi 1 e 2.

4. Per calibrare il Sistema internazionale di monitoraggio, gli Stati Parte possono collegarsi con il Segretariato Tecnico per effettuare esplosioni chimiche calibrate o fornire informazioni pertinenti su esplosioni chimiche pianificate per altri scopi.

ANNESSO 1 DEL PROTOCOLLO

Tabella 1-A

Lista delle stazioni sismologiche che costituiscono la rete primaria

Stato responsabile della stazione	Luogo	Latitudine	Longitudine	Tipo
1 Argentina	PLCA Paso Flores	40,7 S	70,6 O	3-C
2 Australia	WRA Warramunga,NT	19,9 S	134,3 E	Minirete
3 Australia	ASAR Alice Springs,NT	23,7 S	133,9 E	Minirete
4 Australia	STKA Stephens Creek,SA	31,9 S	141,6 E	3-C
5 Australia	ASAR Mawson, Antartico	67,6 S	62,9 E	3-C
6 Bolivia	LA PAZ La Paz	16,3 S	68,1 O	3-C
7 Brasile	BDFB Brasilia	15,6 S	48,0 O	3-C
8 Canada	ULMC Lac du Bonnet,Man.	50,2 N	95,9 O	3-C
9 Canada	YKAC Yellowknife,T.N.O	62,5 N	114,6 O	3-C Minirete
10 Canada	SCH Schefferville Quebec	54,8 N	66,8 O	3-C
11 Repubblica centroafricana	BGCA Bangui	0,52 N	18,4 E	3-C
12 Cina	HAI Hailar	49,3 N	119,7 E	3-c > Minirete
13 Cina	LXH Lanzhou	36,1 N	103,8 E	3-C > Minirete
14 Colombia	XSA El Rosal	04,9 N	74,3 O	3-C

Stato responsabile della stazione	Luogo	Latitudine	Longitudine	Tipo
15 Costa d'Avorio	DBIC Dimbroko	0,67 N	0,49 O	3-C
16 Egitto	LXEG Louqsor	26,0 N	33,0 E	Minirete
17 Finlandia	FINES Lahti	61,4 N	26,1 E	Minirete
18 Francia	PPT Tahiti	17,6 S	149,6 O	3-C
19 Germania	GE C 2 Freyfung	48,9 N	13,7 E	Minirete
20 Da determinare	Da determ.	Da determ.	Da determ.	Da determ.
21 Iran (Rep.islamica d')	THR Tehéran	35,8 N	51,4 E	3-C
22 Giappone	MJAR Matsushiro	36,5 N	138,2 E	Minirete
23 Kazakstan	MAK Makantchi	46,8 N	82,0 E	Minirete
24 Kenia	KMBO Kilimambogo	01,1S	37,2 E	3-C
25 Mongolia	JAVM Javhlant	48,0 N	106,8 E	3-C > Minirete
26 Niger	Nuovo sito	Da determ.	Da determ.	3-C Minirete
27 Norvegia	NAO Hamar	60,8 N	10,8 E	Minirete
28 Norvegia	ARAO Karasjok	69,5 N	25,5 E	Minirete
29 Pakistan	PRPK Pari	33,7 N	73,3 E	Minirete
30 Paraguay	CPUP Villa Florida	26,3 S	57,3 O	3-C
31 Repubblica di Corea	KSRS Wonju	37,5 N	127,9 E	Minirete
32 Federazione di Russia	KBZ Khabaz	43,7 N	42,9 E	3-C

Stato responsabile della stazione	Luogo	Latitudine	Longitudine	Tipo
33 Federazione di Russia	ZAL Zalessovo	53,9 N	84,8 E	3-C > Minirete
34 Federazione di Russia	NRI Noriilsk	69,0 N	88,0 E	3-C
35 Federazione di Russia	PDY Peledouy	59,6 N	112,6 E	3-C > Minirete
36 Federazione di Russia	PET Petropavlovsk-Kamtchatsky	53,1 N	157,8 E	3-C > Minirete
37 Federazione di Russia	USK Oussoriisk	44,2 N	132,0 E	3-C > Minirete
38 Arabia Saudita	Nuovo sito	da determ.	da determ.	Minirete
39 Africa del Sud	BOSA Boshof	28,6 S	25,6 E	3-C
40 Spagna	ESDC Sonseca	39,7 N	04,0 O	Minirete
41 Tailandia	CMTO Chiang Mai	18,8 N	99,0 E	Minirete
42 Tunisia	THA Thaia	35,6 N	08,7 E	3-C
43 Turchia	BRTR Belbashi La minirete potrà essere rispiegata a Keskin	39,9 N	32,8 E	Minirete
44 Turkmenistan	GEYT Alibeck	37,9 N	58,1 E	Minirete
45 Ucraina	AKASG Maline	50,4 N	29,1 E	Minirete
46 Stati Uniti d'America	LJTX Lajitas,TX	29,3 N	103,7 O	Minirete
47 Stati Uniti d'America	MNV Mina,NV	38,4 N	118,2 O	Minirete

Stato responsabile della stazione	Luogo	Latitudine	Longitudine	Tipo
48 Stati Uniti d'America	PIWY Pinedale, WY	42,8 N	109,6 O	Minirete
49 Stati Uniti d'America	ELAK Eielson,AK	64,8 N	145,9 O	Minirete
50 Stati Uniti d'America	VNDA Vanda, Antartico	77 5 S	161,9 E	3-C

Leggenda: 3-C > minirete: questa indicazione significa che la stazione potrebbe iniziare a funzionare nel Sistema di sorveglianza internazionale in quanto stazione a tre componenti ed essere successivamente posta a livello per divenire una minirete.

Tabella 1-AB

Lista delle stazioni sismologiche che costituiscono la rete ausiliaria

Stato responsabile della stazione	Luogo	Latitudine	Longitudine	Tipo
1 Argentina	CFA Coronel Fontana	31,6 S	68,2 O	3-C
2 Argentina	USHA Ushuaia	55,0 S	68,0 O	3-C
3 Armenia	GNI Garni	40,1 N	44,7 E	Minirete
4 Australia	CTA Charters Towers QLD	20,1 S	146,3 E	3-C
5 Australia	FITZ Fitzroy Crossing WA	18,1 S	125,6 E	3-C
6 Australia	NWAO Narrogin,WA	32,9 S	117,2 E	3-C
7 Bangladesh	CHT Chittagong	22,4 N	91,8 E	3-C
8 Bolivia	SIV La Paz	16,0 S	61,1 O	3-C
9 Botswana	LBTB Lobatse	25,0 S	25,6 E	3-C
10 Brasile	PTGA Pitinga	0,7 S	60,0 O	3-C
11 Brasile	RGNB Rio Grande do Norte	6,9 S	37,0 O	3-C
12 Canada	FRB Iqaluit, T.N.-O	63,7 N	68,5 O	3-C
13 Canada	DLBC Dease Lake, C.-B.	58,4 N	130,0 O	3-C

Stato responsabile della stazione	Luogo	Latitudine	Longitudine	Tipo
14 Canada	SADO Sadowa,Ont.	44,8 N	79,1 O	3-C
15 Canada	BBB Bella Bella C.-B.	52,2 N	128,1 O	3-C
16 Canada	MBC Mould Bay, T.N.-O	76,2 N	119,4 O	3-CN
17 Canada	INK Inuvik, T.N.-O	68,3 N	133,5 O	3-C
18 Cile	RPN Isola di Pasqua	27,2 S	109,4 O	3-C
19 Cile	LVC Limon Verde	22,6 S	68,9 O	3-C
20 Cina	BJT Baijiatuan	40,0 N	116,2 E	3-C
21 Cina	KMI Kunming	25,2 N	102,8 E	3-C
22 Cina	SSE Sheshan	31,1 N	121,2 E	3-C
23 Cina	XAN Xi'an	34,0 N	108,9 E	3-C
24 Isole Cook	RAR Rarotonga	21,2 S	159,8 O	3-C
25 Costa Rica	JTS Las Juntas de Abangares	10,3 N	85,0 O	3-C
26 Repubblica cecoslovacca	VRAC Vranov	49,3 N	16,6 E	3-C
27 Danimarca	SGJ Sondre Stromfjord Groenlandia	67,0 N	50,6 O	3-C
28 Gibuti	ATD Arta Tunnel	11,5 N	42,9 E	3-C
29 Egitto	KEG Kottamya	29,9 N	31,8 E	3-C

Stato responsabile della stazione	Luogo	Latitudine	Longitudine	Tipo
30 Etiopia	FURI Furi	8,9 N	38,7 E	3-C
31 Fidji	MSVF Monasavu,Viti Levu	17,8 S	178,1 E	3-C
32 Francia	NOUC Port Laguerre Nuova Caledonia	22,1 S	166,3 E	3-C
33 Francia	KOG Kourou, Guiana francese	5,2 N	52,7 O	3-C
34 Gabon	BAMB Bambay	1,7 S	13,6 E	3-C
35 Germania/ Africa del Sud	------ Stazione SANAE Antartico	71,7 S	2,9 E	3-C
36 Grecia	IDI Anogia, Creta	35,3 N	24,9 E	3-C
37 Guatemala	RDG Rabir	15,0 N	90,5 O	3-C
38 Islanda	BORG Borgarnes	64,8 N	21,3 O	3-C
39 Da determinare	Da determ.	Da determ.	Da determ.	Da determ.
40 Indonesia	PACI Cibinong, Jawa Barat	6,5 S	107,0 E	3-C
41 Indonesia	JAY Jayapura,Irian Jaya	2,5 S	140,7 E	3-C
42 Indonesia	SWI Sorong,Irian Jaya	0,9 S	131,3 E	3-C
43 Indonesia	PSI Parapat,Sumatera	2,7 N	98,9 E	3-C
44 Indonesia	KAPI Kappang,Sulawesi Selatan	5,0 S	119,8 E	3-C
45 Indonesia	KUG Kupang, Nusanteggara Timur	10,2 S	123,6 E	3-C

Stato responsabile della stazione	Luogo	Latitudine	Longitudine	Tipo
46 Iran (Rep.islamica d')	KRM Kerman	30,3 N	57,1 E	3-C
47 Iran (Rep.islamica d')	MSN Masjed-e-Soleyman	31,9 N	49,3 E	3-C
48 Israele	MBH Eilat	29,8 N	34,9 E	3-C
49 Israele	PARD Parod	32,6 N	35,3 E	Minirete
50	ENAS Enna, Sicilia	37,5 N	14,3 E	3-C
51 Giappone	JNU Ohita, Kyushu	33,1 N	130,9 E	3-C
52 Giappone	JOW Kunigami,Okinawa	26,8 N	128,3 E	3-C
53 Giappone	JHJ Hachijojima, Isole Izu	33,1 N	139,8 E	3-C
54 Giappone	JKA Kamikawa-asahi, Hokkaido	44,1 N	142,6 E	3-C
55 Giappone	JCJ Chichijima, Ogasawara	27,1 N	142,2 E	3-C
56 Giordania	------ Ashqof	32,5 N	37,6 E	3-C
57 Kazakstan	BRVK Borovoye	53,1 N	70,3 E	Minirete
58 Kazakstan	KURK Kourtchatov	50,7 N	78,6 E	Minirete
59 Kazakstan	AKTO Aktyioubinsk	50,4 N	58,0 E	3-C
60 Kirghizistan	AAK Ala-Archa	42,6 N	74,5 E	3-C
61 Madagascar	TAN Antananarive	18,9 S	47,6 E	3-C

Stato responsabile della stazione	Luogo	Latitudine	Longitudine	Tipo
62 Mali	KOWA Kowa	14,5 N	4,0 O	3-C
63 Messico	TEYM Tepich,Yucatan	20,2 N	88,3 O	3-C
64 Messico	TUVM Tuzandepeti, Veracruz	18,0 N	94,4 O	3-C
65 Messico	LPBM La Paz, Baja California Sur	24,2 N	110,2 O	3-C
66 Marocco	MDT Midelt	32,8 N	4,6 O	3-C
67 Namibia	TSUM Tsumeb	19,1 S	17,4 E	3-C
68 Nepal	EVN Everest	28,0 N	86,8 E	3-C
69 Nuova Zelanda	EWZ Erewhon,Isola del Sud	43,5 S	170,9 E	3-C
70 Nuova Zelanda	RAO Isola Raoul	29,2 S	177,9 O	3-C
71 Nuova Zelanda	URZ Urewera,isola del Nord	38,3 S	177,1 E	3-C
72 Norvegia	SPITS Spitsberg	78,2 N	16,4 E	Minirete
73 Norvegia	JMI Jan Mayen	70,9 N	8,7 O	3-C
74 Oman	WSAR Wadi Sarin	23,0 N	58,0 E	3-C
75 Papuasia Nuova Guinea	PMG Port Moresby	9,4 S	147,2 E	3-C
76 Papuasia Nuova Guinea	BIAL Bialla	5,3 S	151,1 E	3-C
77 Peru	CAJP Cajamarca	7,0 S	78,0 O	3-C
78 Peru	NNA Nana	12,0 S	76,8 O	3-C

Stato responsabile della stazione	Luogo	Latitudine	Longitudine	Tipo
79 Filippine	DAV Davao, Mindanao	7,1 N	125,6 E	3-C
80 Filippine	TGY Tagaytay, Luçon	14,1 N	120,9 E	3-C
81 Romania	MLR Muntele Rosu	45,5 N	25,9 E	3-C
82 Federazione di Russia	KIRV .Kirov	58,6 N	49,4 E	3-C
83 Federazione di Russia	KIVO Kislovodsk	44,0 N	42,7 E	Minirete
84 Federazione di Russia	OBN Obninsk	55,1 N	36,6 E	3-C
85 Federazione di Russia	ARU Arti	56,4 N	58,6 E	3-C
86 Federazione di Russia	SEY Seymtchan	62,9 N	152,4 E	3-C
87 Federazione di Russia	TLY Talaya	51,7 N	103,6 E	3-C
88 Federazione di Russia	YAK Yakoutsak	62,0 N	129,7 E	3-C
89 Federazione di Russia	URG Ourgal	51,1 N	132,3 E	3-C
90 Federazione di Russia	BIL Bilibino	66,0 N	166,4 E	3-C
91 Federazione di Russia	TIXI Tiksi	71,6 N	128,9, E	3-C
92 Federazione di Russia	YSS Youjno-Sakhalinsk	47,0 N	142,8 E	3-C
93 Federazione di Russia	MA2 Magadan	59,6 N	150,8 E	3-C
94 Federazione di Russia	ZIL Zilime	53,9 N	57,0 E	3-C
95 Samoa	AFI Afiamalu	13,9 S	171,8 O	3-C
96 Arabia Saudita	RAYN Ar Rayn	23,6 N	45,6 E	3-C

Stato responsabile della stazione	Luogo	Latitudine	Longitudine	Tipo
97 Senegal	MBO M'Bour	14,4 N	17,0 O	3-C
98 Isole Salomon	HNR Honiara,Guadalcanal	9,4 S	160,0 E	3-C
99 Africa del Sud	SUR Sutherland	32,4	20,8 E	3-C
100 Sri Lanka	COC Colombo	6,9 N	79,9 E	3-C
101 Svezia	HFS Hagfors	60,1 N	13,7 E	Minirete
102 Svizzera	DAVOS Davos	46,8 N	9,8 E	3-C
103 Uganda	MBRU Mbarara	0,4 S	30,4 E	3-C
104 Gran Bretagna	EKA Eskdalemuir	55,3 N	3,2 O	Minirete
105 Stati Uniti d'America	GUMO Guam,Isole Marianne	13,6 N	144,9 E	3-C
106 Stati Uniti d'America	PMSA Palmer Station Antartico	64,8 S	64,1 O	3-C
107 Stati Uniti d'America	TKL Tuckaleechee Caverns, TN	35,7 N	83,8 O	3-C
108 Stati Uniti d'America	PFCA Pinon Flat,CA	33,6 N	116,5 O	3-C
109 Stati Uniti d'America	YBH Yreka, CA	41,7 N	122,7 O	3-C
110 Stati Uniti d'America	KDC Isola Kodiak AK	57,8 N	152,5 O	3-C
111 Stati Uniti d'America	ALQ Albuquerque NM	35,0 N	106,5 O	3-C
112 Stati Uniti d'America	ATTU Isola ATTU, AK	52,8 N	172,7 E	3-C

Stato responsabile della stazione	Luogo	Latitudine	Longitudine	Tipo
113 Stati Uniti d'America	ELK Elko, NV	40,7 N	115,2 O	3-C
114 Stati Uniti d'America	SPA Polo Sud,Antartico	90,0 SN	-----	3-C
115 Stati Uniti d'America	NEW Newport,WA	48,3 N	117,1 O	3-C
116 Stati Uniti d'America	SJG San Juan, PR	18,1 N	66,2 O	3-C
117 Venezuela	SDV Santo Domingo	8,9 N	70,6 O	3-C
118 Venezuela	PCRV Puerto La Cruz	10,2 N	64,6 O	3-C
119 Zambia	LSZ Lusaka	15,3 S	28,2 E	3-C
120 Zimbabwe	BUL Bulawayo	Da indicare	Da indicare	3-C

Tabella 2-A

Lista delle stazioni di sorveglianza dei radionuclidi

Stato responsabile della stazione	Luogo	Latitudine	Longitudine
1 Argentina	Buenos Aires	34,0 S	58,0 O
2 Argentina	Salta	24,0 S	65,0 O
3 Argentina	Bariloche	41,1 S	71,3 O
4 Australia	Melbourne,VIC	37,5 S	144,6 O
5 Australia	Hawson,Antartico	67,6 S	62,5 E
6 Australia	Townsville,QLD	19,2 S	146,8 O
7 Australia	Isole Macquarie	54,0 S	159,0 E
8 Australia	Isole Cocos	12,0 S	97,0 E
9 Australia	Darwin, NT	12,4 S	130,7 E
10 Australia	Perth, WA	31,9 S	116,0 E
11 Brasile	Rio de Janeiro	22,5 S	43,1 O
12 Brasile	Recife	8,0 S	35,0 O
13 Camerun	Douala	4,2 N	9,9 E
14 Canada	Vancouver, C.-B.	49,3 N	123,2 O
15 Canada	Resolute, T.N.-O	74,7 N	94,9 O
16 Canada	Yellowknife, T.N.-O.	62,5 N	114,5 O
17 Canada	S. John's, T.-N.	47,0 N	53,0 O
18 Cile	Punta Arenas	53,1 S	70,6 O
19 Cile	Hanga Roa, Isola di Pasqua	27,1 S	108,4 O
20 Cina	Beijing	39,8 N	116,2 E
21 Cina	Lanzhou	35,8 N	103,3 E
22 Cina	Guangzhou	23,0 N	113,3 E
23 Isole Cook	Rarotonga	21,2 S	159,8 O
24 Equatore	Isola San Cristobal,Galapagos	1,0 S	89,2 O
25 Etiopia	Filtu	5,5 N	42,7 E

Stato responsabile della stazione	Luogo	Latitudine	Longitudine
26 Fidji	Nandi	18,0 S	177,5 E
27 Francia	Papeete, Tahiti	17,0 S	150,0 O
28 Francia	Pointe-a Pitre, Guadalupa	17,0 N	62,0 O
29 Francia	Riunione	21,1 S	55,6 E
30 Francia	Port-aux Français, Kerguelen	49,0 S	70,0 E
31 Francia	Caienna, Guiana Francese	5,0 N	52,0 O
32 Francia	Dumont d'Urville, Antartico	66,0 S	140,0 E
33 Germania	Schauinsland/Friburgo	47,9 N	7,9 E
34 Islanda	Reykjavik	64,4 N	21,9 O
35 Da determ.	Da determinare	Da determ.	Da determ
36 Iran (Rep.islamica)	Teheran	35,0 N	52,0 E
37 Giappone	Okinawa	26,5 N	127,9 E
38 Giappone	Takasaki, Gunma	36,3 N	139,0 E
39 Kiribati	Kiritimati	2,0 N	157,0 O
40 Kuwait	Kuwait City	29,0 N	48,0 E
41 Libia	Misratah	32,5 N	15,0 E
42 Malesia	Kuala Lumpur	2,6 N	101,5 E
43 Mauritania	Nouakchott	18,0 N	17,0 O
44 Messico	Baja California	28,0 N	113,0 O
45 Mongolia	Ulaanbatar	47,5 N	107,0 E
46 Nuova Zelanda	Isola Chatam	44,0 S	176,5 O
47 Nuova Zelanda	Kaitaia	35,1 S	173,3 E
48 Niger	Bilma	18,0 N	13,0 E
49 Norvegia	Spitsberg	78,2 N	16,4 E
50 Panama	Panama	8,9 N	79,6 O
51 Papuasia-Nuova Guinea	New Hanover	3,0 S	150,0 E
52 Filippine	Quezon City	14,5 N	121,0 E
53 Portogallo	Ponta Delgada, Sao Miguel, Azzorre	37,4 N	25,4 O

Stato responsabile della stazione	Luogo	Latitud.	Longitud.
54 Federazione di Russia	Kirov	58,6 N	49,4 E
55 Federazione di Russia	Norilsk	69,0 N	88,0 E
56 Federazione di Russia	Peledouy	59,6 N	112,6 E
57 Federazione di Russia	Bilibino	68,0 N	168,4 E
58 Federazione di Russia	Oussouriisk	43,7 N	131,9 E
59 Federazione di Russia	Zalessovo	53,9 N	84,8 N
60 Federazione di Russia	Petropavlosk-Kamtachatsky	53,1 N	158,8 E
61 Federazione di Russia	Doubna	56,7 N	37,3 E
62 Africa del Sud	Isola Marion	46,5 S	37,0 E
63 Svezia	Stoccolma	59,4 N	18,0 E
64 Tanzania	Dar es-Salaam	6,0 S	39,0 E
65 Tailandia	Banglok	13,8 N	100,5 E
66 Gran Bretagna	BIOT/Arcipel. di Chagos	7,0 S	72,0 E
67 Gran Bretagna	Sant'Elena	16,0 S	6,0 O
68 Gran Bretagna	Tristan da Cunha	37,0 S	12,3 O
69 Gran Bretagna	Halley, Antartico	76,0 S	28,0 O
70 Stati Uniti d'America	Sacramento, CA	38,7 N	121,4 O
71 Stati Uniti d'America	Sand Point, AK	55,0 N	160,0 O
72 Stati Uniti d'America	Melbourne, FL	28,3 N	80,6 O
73 Stati Uniti d'America	Palmer Station,Antartico	64,5 S	64,0 O
74 Stati Uniti d'America	Ashland, KS	37,2 N	99,8 O
75 Stati Uniti d'America	Charlottesville,VA	38,0 N	78,0 O
76 Stati Uniti d'America	Salchaket,AK	64,4 N	147,1 O
77 Stati Uniti d'America	Isola di Wake	19,3 N	166,6 O
78 Stati Uniti d'America	Isole di Midway	28,0 N	177,0 O
79 Stati Uniti d'America	Oahu, HI	21,5 N	158,0 O
80 Stati Uniti d'America	Upi, Guam	13,7 N	144,9 E

Tabella 2-B

Lista dei laboratori di radionuclidi

Stato responsabile del laboratorio	Nome e luogo del laboratorio
1 Argentina	Ufficio nazionale della regolamentazione nucleare, Buenos Aires
2 Australia	Laboratorio australiano per le radiazioni Melbourne, VIC
3 Austria	Centro di ricerca austriaco Seibersdorf
4 Brasile	Istituto di protezione contro gli irradiamenti e di dosimetria - Rio de Janeiro
5 Canada	Santé-Canada Ottawa, Ont.
6 Cina	Beijing
7 Finlandia	Centro per la sicurezza radiologica e nucleare Helsinki
8 Francia	Commissariato per l'energia atomica Monthiery
9 Israele	Centro di ricerca nucleare di Soreq Yavne
10 Italia	Laboratorio dell'Agenzia nazionale per la protezione dell'ambiente Roma
11 Giappone	Istituto giapponese di ricerca per l'energia nucleare Tokai, Ibaraki
12 Nuova Zelanda	Laboratorio Nazionale per le radiazioni Christchurch
13 Federazione di Russia	Laboratorio centrale di controllo degli irradiamenti- Servizio speciale di verifica del Ministero della Difesa Mosca
14 Africa del Sud	Corporazione dell'energia atomica Pelindaba
15 Regno Unito di Gran Bretagna e d'Irlanda del Nord	AWE Blacknest Chilton
16 Stati Uniti d'America	Laboratori centrali di McClellan Sacramento, CA

Tabella 3
Lista delle stazioni idroacustiche

Stato responsabile della stazione	Luogo	Latitudine	Longitudine	Tipo
1 Australia	Cape Leeuwin, WA	34,4 S	115,1 E	Idrofoni
2 Canada	Isola della Regina Carlotta, C.-B.	53,3 N	132,5 O	Fasi T
3 Cile	Isole Juan Fernandez	33,7 S	78,8 O	Idrofoni
4 Francia	Isole Crozet	46,5 S	52,2 E	Idrofoni
5 Francia	Guadalupa	16,3 N	61,1 O	Fasi T
6 Messico	Isole di Clarion	18,2 N	114,6 O	Fasi T
7 Portogallo	Flores	39,3 N	31,3 O	Fasi T
8 Gran Bretagna	BIOT/Arcipelago delle Chagos	7,3 S	72,4 E	Idrofoni
9 Gran Bretagna	Tristan da Cunha	37,2 S	12,5 O	Fasi T
10 Stati Uniti d'America	Ascensione	8,0 S	14,4 O	Idrofoni
11 Stati Uniti d'America	Isola di Wake	19,3 N	166,6 E	Idrofoni

Tavola 4

Liste delle stazioni di rilevamento degli infrasuoni

Stato responsabile della stazione	Luogo	Latitudine	Longitudine
1 Argentina	Paso Flores	40,7 S	70,6 O
2 Argentina	Ushuaia	55,0 S	68,0 O
3 Australia	Davis Base,Antartico	68,4 S	77,6 E
4 Australia	Narrogin	32,9 S	117,2 E
5 Australia	Hobart, TAS	42,1 S	147,2 E
6 Australia	Isole Cocos	12,3 S	97,0 E
7 Australia	Warramunga, NT	19,9 S	134,3 E
8 Bolivia	La Paz	16,3 S	68,1 O
9 Brasile	Brasilia	15,6 S	48,0 O
10 Canada	Lago du Bonnet,Man.	50,2 N	95,9 O
11 Capoverde	Isole di Capoverde	16,0 N	24,0 O
12 Rep.Centroafricana	Bangui	5,2 N	18,4 E
13 Cile	Isola di Pasqua	27,0 S	109,2 O
14 Cile	Isole Juan Fernandez	33,8 S	80,7 O
15 Cina	Beijing	40,0 N	116,0 E
16 Cina	Kunming	25,0 N	102,8 E
17 Costa d'Avorio	Dimbokro	6,7 N	4,9 O
18 Danimarca	Dundas, Groenlandia	76,5 N	68,7 O
19 Gibuti	Gibuti	11,3 N	43,5 E
20 Equatore	Isole Galapagos	0,0 N	91,7 O
21 Francia	Isole Marchesi	10,0 S	140,0 O
22 Francia	Port Laguerre, Nuova Caledonia	22,1 S	166,3 E
23 Francia	Kerguelen	49,2 S	69,1 E
24 Francia	Tahiti	17,6 S	149,6 O
25 Francia	Kourou, Guiana francese	5,2 N	52,7 O

Stato responsabile della stazione	Luogo	Latitudine	Longitudine
26 Germania	Freyung	48,9 N	13,7 E
27 Germania	Georg von Neumayer, Ant.	70,6 S	8,4 O
28 Da determin.	Da determ.	Da determ.	Da determ.
29 Iran (Repubblica islamica)	Teheran	35,7 N	51,4 E
30 Giappone	Tsukuba	36,0 N	140,1 E
31 Kazakstan	Aktyoubinsk	50,4 N	58,0 E
32 Kenia	Kilimanbogo	1,3 S	36,8 E
33 Madagascar	Antananarive	18,8 S	47,5 E
34 Mongolia	Javhlant	48,0 N	106,8 E
35 Namibia	Tsumeb	19,1 S	17,4 E
36 Nuova Zelanda	Isole Chatham	44,0 S	176,5 O
37 Norvegia	Karasjok	69,5 N	25,5 E
38 Pakistan	Rahimyar Khan	28,2 N	70,3 E
39 Palaos	Palaos	7,5 N	134,5 E
40 Papuasia-Nuova Guinea	Rabaul	4,1 S	152,1 E
41 Paraguay	Villa Florida	26,3 S	57,3 O
42 Portogallo	Azzorre	37,8 N	25,5 O
43 Federazione di Russia	Doubna	56,7 N	37,3 E
44 Federazione di Russia	Petropavlovsk-Kamtachatsky	53,1 N	158,8 E
45 Federazione di Russia	Oussoriisk	43,7 N	131,9 E
46 Federazione di Russia	Zalessovo	53,9 N	84,8 E
47 Africa del Sud	Boshof	28,6 S	25,4 E
48 Tunisia	Thala	35,6 N	8,7 E
49 Regno Unito di Gran Bretagna e d'Irlanda del Nord	Tristan da Cunha	37,0 S	12,3 O

Stato responsabile della stazione	Luogo	Latitudine	Longitudine
50 Regno Unito di Gran Bretagna e d'Irlanda del Nord	Ascensione	8,0 S	14,3 O
51 Regno Unito di Gran Bretagna e d'Irlanda del Nord	Bermuda	32,0 N	64,5 O
52 Regno Unito di Gran Bretagna e d'Irlanda del Nord	BIOT/Arcipelago delle Chagos	5,0 S	72,0 E
53 Stati Uniti	Eielson, AK	64,8 N	146,9 O
54 Stati Uniti	Base di Siple, Ant.	75,5 S	83,6 O
55 Stati Uniti	Windless Bight, Ant.	77,5 S	161,8 E
56 Stati Uniti	Newport, WA	48,3 N	117,1 O
57 Stati Uniti	Pinon Flats,CA	33,6 N	116,5 O
58 Stati Uniti	Isole di Midway	28,1 N	177,2 O
59 Stati Uniti	Hawaii, HI	19,6 N	155,3 O
60 Stati Uniti	Isola di Wake	19,3 N	166,6 E

ANNESSO 2 AL PROTOCOLLO

Lista dei parametri di caratterizzazione per la classificazione standard dell'avvenimento del Centro internazionale di dati.

1. I criteri di classificazione standard dell'avvenimento del Centro internazionale di dati sono basati sui parametri standard di caratterizzazione degli avvenimenti, che sono determinati durante l'elaborazione combinata dei dati risultanti da tutte le tecnologie che partecipano al Sistema di monitoraggio internazionale Ai fini della classificazione standard dell'avvenimento, il Centro applica criteri validi a livello mondiale e criteri complementari per tener conto di variazioni regionali qaundo ciò sia possibile.

2. Per gli avvenimenti rilevati dalla componente sismologca del Sistema di monitoraggio internazionale possono essere applicati, tra gli altri , i seguenti criteri:

- luogo dell'avvenimento;
- profondità dell'avvenimento;
- rapporto tra la magnitudine delle onde di superficie e la magnitudine delle onde di massa;
- contenuto di frequenza dei segnali ;
- rapporti spettrali delle fasi;
- rimbalzi spettrali;
- primo movimento dell'onda P;
- processo nel nucleo ;
- eccitazione relativa delle fasi sismiche;
- misure comparate con altri avvenimenti o gruppi di avvenimenti;
- discriminanti regionali, laddove applicabili.

3. Per gli avvenimenti rilevati dalla componente idroacustica del Sistema di monitoraggio internazionale possono essere applicati, tra gli altri , i seguenti criteri:

- Contenuto di frequenza dei segnali, inclusa la frequenza d'angolo, l'energia su tutta la l'ampiezza della banda, la frequenza centrale media e la larghezza della banda;
- durata del segnale in funzione della frequenza;
- rapporto spettrale;
- indicazione di segnali di pulsazione di bolla e di ritardo nelle pulsazioni di bolla.

4. Per gli avvenimenti rilevati dalla componente infrasuoni del Sistema di monitoraggio internazionale possono essere applicati, tra gli altri , i seguenti criteri:

- Contenuto di frequenza dei segnali e dispersione;
- durata dei segnali ; e
- massima amplitudine.

5. Per gli avvenimenti rilevati dalla componente radionuclidi del Sistema internazionale di monitoraggio possono essere applicati, tra gli altri, i seguenti criteri:

- concentrazione di radionuclidi naturali e artificiali nel rumore di fondo ;
- concentrazione di specifici prodotti di fissione e di radioattivazione oltre le normali osservazioni;
- rapporto di uno specifico prodotto di fissione e di radioattivazione rispetto ad un altro

LAVORI PREPARATORI

Senato della Repubblica (atto n. 3280):

Presentato dal Ministro degli affari esteri (DINI) il 18 maggio 1998.

Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, il 10 giugno 1998, con pareri delle commissioni 1ª, 2ª, 4ª, 5ª. 6ª. 10ª e 13ª

Esaminato dalla 3ª commissione l'8 luglio 1998.

Relazione scritta annunciata il 15 luglio 1998 (atto n. 3280/*A* relatore sen. ANDREOTTI).

Esaminato in aula e approvato il 16 luglio 1998.

Camera dei deputati (atto n. 5143):

Assegnato alla III commissione (Affari esteri), in sede referente, il 27 luglio 1998, con pareri delle commissioni I, II, IV, V, VI, VIII, IX e X.

Esaminato dalla III commissione il 3 novembre 1998.

Relazione scritta annunciata il 3 novembre 1998 (atto n. 5143/*A* - relatore on. BARTOLICH).

Esaminato in aula il 30 novembre 1998, e approvato il 1° dicembre 1998.

98G0026

DOMENICO CORTESANI, *direttore*

FRANCESCO NOCITA, *redattore*
ALFONSO ANDRIANI, *vice redattore*

(2651323/1) Roma Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato S.